

Université de Montréal

**À la défense de l'éco-anarchisme : analyse critique des arguments
contre l'écologie sociale et le biorégionalisme**

Par
Alexandre Poisson

Département de philosophie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en philosophie

Août 2022

© Alexandre Poisson, 2022

Université de Montréal
Département de philosophie
Faculté des arts et des sciences

Ce mémoire intitulé

**À la défense de l'éco-anarchisme : analyse critique des arguments
contre l'écologie sociale et le biorégionalisme**

Présenté par

Alexandre Poisson

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Marc-Antoine Dilhac
Président-rapporteur

Christian Nadeau
Directeur de recherche

Jonathan Durand Folco
Membre du jury

Résumé

Ce mémoire propose une défense de la pertinence de l'éco-anarchisme. Cette défense se fera à travers une analyse critique des arguments adressés à l'éco-anarchisme, ainsi que ses deux branches principales : le biorégionalisme et l'écologie sociale. Pour mener à bien ce projet, il sera nécessaire d'offrir un portrait détaillé des théories dont j'analyserai également les critiques. Ce mémoire commence par une présentation de l'éco-anarchisme, du biorégionalisme et de l'écologie sociale. Puis, il passe en revue les différentes critiques qui ont été émises sur ces théories. Cette analyse critique sert de base à la présentation d'un ensemble de recommandations, qui auront comme objectifs de pallier les failles mises en lumière par certaines critiques. Ces recommandations tourneront autour de trois objectifs principaux : soulever l'importance de confédérer les communautés ; soulever l'importance de créer des ponts entre l'éco-anarchisme et l'éco-féminisme et l'éthique du Care ; abandonner la branche du biorégionalisme.

Mots-clés : éco-anarchisme ; écologie sociale ; biorégionalisme ; philosophie politique ; théorie politique verte ; crise climatique ; Murray Bookchin ; Kirkpatrick Sale.

Abstract

This master thesis offers a defense of the relevance of eco-anarchism. This defense will be done through a critical analysis of the arguments made against eco-anarchism, as well as its two main strands: bioregionalism and social ecology. To carry out this project, it will be necessary to offer a detailed portrait of the theories from which we will analyse the critics. Therefore, the beginning of this thesis will be a presentation of eco-anarchism, bioregionalism and social ecology. Then, it will be necessary to establish a review of the various criticisms that have been made of these theories. Ultimately, this critical analysis will serve as the basis for the presentation of a myriad of recommendations, which will have the objective of remedying the flaws highlighted by certain criticisms. These recommendations will revolve around three main ones: highlight the importance of confederating communities; highlight the importance of building bridges between eco-anarchism and eco-feminism and the ethics of care; abandon the strand of bioregionalism.

Keywords: ecoanarchism; social ecology; bioregionalism; political philosophy; green political theory; climate crisis; Murray Bookchin; Kirkpatrick Sale.

Remerciements

Sans surprise, ces dernières années furent éprouvantes à plusieurs égards. Ce mémoire n'aurait pas vu le jour sans le soutien émotionnel et les conseils judicieux de mon entourage personnel et académique.

Tout d'abord, je tiens à remercier Laurence-Emmanuelle Roch du fond du cœur. Ce mémoire a hautement bénéficié de son intelligence et de son esprit critique. Ses encouragements répétés ont parfois fait la différence entre l'abandon et la continuité de ce projet. Traverser cette épreuve à ses côtés m'a confirmé, encore une fois, que notre complicité et notre amour n'ont pas de prix.

Je remercie également mes parents, Nathalie et Ghislain, et mes frères Marc-Antoine et Gabriel. J'ai été épaulé par une famille qui n'a jamais cessé de croire en mon potentiel, ce qui a été fondamental à la réalisation de ce mémoire.

Je veux remercier chaleureusement mes ami.es, qui m'ont apporté joie et bonheur tout au long de cette aventure : Edward, Stéphanie, Nathan, Pierre-Loup, Frédéric, Damien, François, Félix D., Félix L., Alexis, Thomas, et j'en passe. Prendre du recul sur la recherche pour mieux y revenir est une stratégie de rédaction qui m'a été nécessaire d'appliquer à maintes reprises. Cette stratégie fut en bonne partie efficace grâce aux moments passés en leur présence. Je me considère privilégié d'avoir un entourage aussi bienveillant et stimulant.

Je tiens à remercier Christian Nadeau, mon directeur de recherche, qui a fait preuve d'une patience exemplaire. Ses conseils, commentaires et critiques m'ont fait grandir sur le plan intellectuel et j'en suis énormément reconnaissant.

Merci aussi à Ryoa Chung, chez qui j'ai découvert une personne intelligente et authentique. Travailler à ses côtés fut un réel plaisir, j'espère de tout cœur que nos chemins se recroiseront dans le futur.

Enfin, je souhaite remercier l'équipe de Philopolis. Je remercie particulièrement Alexandra de m'avoir si bien accueilli dans l'équipe.

Table des matières

Introduction	1
Chapitre 1 – Portrait de l'éco-anarchisme, du biorégionalisme et de l'écologie sociale	9
1.1. Qu'entend-on par éco-anarchisme ? Émergence et description	10
1.1.1. Émergence de l'éco-anarchisme	12
1.1.2. Analyse étymologique de l'éco-anarchisme	13
1.1.3. Deux versions : « forte » et « faible »	14
1.1.4. Application de l'éco-anarchisme : praxis, politiques et économie	15
1.2. Le biorégionalisme, un retour aux sources	18
1.2.1. La Nature avec un grand « N »	19
1.2.2. Définir la biorégion	21
1.2.2.1. L'utilité de la biorégion	21
1.2.2.2. Comment détermine-t-on une biorégion?	23
1.2.3. Caractéristiques politiques et économiques du biorégionalisme	25
1.3. L'écologie sociale	27
1.3.1. L'ontologie de Bookchin	27
1.3.2. À propos du communalisme	29
1.3.3. Sur l'économie propre à l'écologie sociale	30
1.4. Conclusion	31
Chapitre 2 – Les critiques adressées à l'éco-anarchisme, au biorégionalisme et à l'écologie sociale	33
2.1. Les critiques adressées à l'éco-anarchisme	34
2.1.1. La critique étatiste : l'abolition de l'État... réellement nécessaire?	34
2.1.2. Un problème de taille : les dangers de la décentralisation	36
2.1.2.1. Sur l'incapacité à opérer des changements réels sur le plan global	37
2.1.2.2. Un anarchisme intrinsèquement environnementaliste?	39
2.1.2.3. Les risques de l'esprit de clocher	40
2.2. Les critiques adressées au biorégionalisme	45
2.2.1. La nature comme déterminant culturel, sociopolitique et éthique principal : la critique de	

la nature déterminante.....	45
2.2.2. La faiblesse conceptuelle de la biorégion	46
2.2.3. Un localisme trop rigide?	49
2.2.3.1. Les failles de l'impératif de l'autarcie.....	49
2.2.3.2. Les failles du localisme sociopolitique et culturel.....	51
2.2.4. Biorégionalisme et cultures autochtones, un mariage arrangé?	53
2.3. Les critiques adressées à l'écologie sociale	54
2.3.1. Une ontologie problématique	54
2.3.1.1. Un rationalisme problématique.....	55
2.3.1.2. Sur la vision traditionnellement masculine propre à l'écologie sociale.....	56
2.3.1.3. Sur l'anthropocentrisme propre à l'écologie sociale.....	57
2.3.2. Un communalisme foncièrement étatique.....	59
2.4. Conclusion	59
Chapitre 3 – Analyse critique des arguments adressés à l'éco-anarchisme, au biorégionalisme et à l'écologie sociale	61
3.1. Les critiques qui n'affectent pas la crédibilité de l'éco-anarchisme	62
3.1.1. La critique étatique, une affaire de projection	62
3.1.1.1. L'argument du manque de garantie	63
3.1.1.2. L'argument de l'esprit de clocher	67
3.1.2. Des distinctions fondamentales entre le communalisme et les modèles étatiques	69
3.2. Toucher la cible : les critiques qui font ressortir des failles de l'éco-anarchisme	70
3.2.1. Pile ou face : le problème du manque de garantie	70
3.2.2. Les faiblesses d'une approche qui se veut universelle.....	71
3.2.3. L'ontologie de l'écologie sociale : entre patriarcat, spécisme et colonialisme	71
3.2.4. Le biorégionalisme tient-il encore debout?.....	71
3.2.4.1. Une nature dénaturée.....	71
3.2.4.2. La biorégion comme concept flou	73
3.2.4.3. Un localisme politique et économique dangereux	73
3.2.4.4. Une autochtonisation douteuse	76
3.3. Se relever : renforcer l'éco-anarchisme en palliant ses failles	77
3.3.1. Les forces du communalisme, ou l'importance de la confédération	78
3.3.1.1. De la pertinence de l'éco-anarchisme « faible », un antiétatisme à revisiter	81
3.3.2. Les leçons de l'éco-féminisme : le Care pour panser les plaies conceptuelles	83
3.3.2.1. Les incohérences de la hiérarchisation conceptuelle dans le projet éco-anarchiste.....	86

3.3.2.2. L'importance d'inclure les animaux non humains dans la théorie éco-anarchiste	87
3.3.3. Le biorégionalisme comme une branche morte.....	88
3.3.3.1. Vers un localisme atténué : les risques de « surterritorialiser » et « surlocaliser » l'éco-anarchisme.....	89
3.3.3.2. Ouvrir la porte à l'anarcho-indigénisme	91
3.4. Conclusion	92
Conclusion générale	94
Bibliographie	100

Introduction

Dans les décennies à venir, les changements climatiques¹ nous mèneront aux pires crises socio-environnementales de l'histoire. L'affirmer sans détour nous évite de passer en revue de façon détaillée les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat², qui décrivent les risques que les changements climatiques poseront sur la santé humaine³ ou le taux alarmant d'espèces animales et végétales qui disparaissent à vue d'œil ou qui sont sur le point de disparaître⁴. C'est dans cette optique que John Clark a forgé le terme Nérocène afin de décrire notre ère, qui signifie la « nouvelle ère de la mort »⁵, le préférant au terme plus populaire d'Anthropocène. Ce genre de néologisme n'a pas vu le jour dans une optique alarmiste. Il est simplement un constat que nous sommes à « l'âge [...] de l'extinction massive de la vie sur Terre »⁶. Un rappel que la mort définira l'ADN de notre planète, puisque c'est « ce que les archives fossiles laisseront comme trace »⁷.

Cette extinction massive n'est pas apparue *ex nihilo*. Pour plusieurs, un des facteurs prépondérants serait l'incompatibilité entre le capitalisme – le modèle économique hégémonique en place depuis environ deux siècles – et la santé de notre planète⁸. Cette incompatibilité se dessinerait autant sur le plan historique et actuel que sur le plan conceptuel. Sur le plan historique, le capitalisme est responsable des ravages réels et mesurables de la nature. L'accumulation du capital passe d'ores et déjà par l'extraction de ressources naturelles, la déforestation, la surpêche et toutes autres pratiques qui défigurent la nature. De plus, nous ne pouvons ignorer que l'augmentation radicale du dioxyde de carbone dans l'atmosphère n'a débuté qu'à partir de la seconde révolution industrielle, soit

¹ À noter que j'utilise les termes « changements climatiques », « crise climatique » et « changements environnementaux » de manière interchangeable.

² À ce sujet, voir Shields, A. (5 avril 2022), « «C'est maintenant ou jamais» pour transformer le monde, prévient le GIEC ».

³ À ce sujet, voir Introcaso, D. (19 décembre 2018), « Climate Change Is The Greatest Threat To Human Health In History ».

⁴ À ce sujet, voir Agence France-Presse (6 mai 2019), « Un million d'espèces animales et végétales menacées d'extinction, selon l'ONU ».

⁵ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ». p. 10. Pour les citations présentes dans ce mémoire, sauf indication contraire, toutes les traductions de l'anglais au français sont les miennes.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ À ce sujet, voir Klein, N. *et al.* (2015), *Tout peut changer*.

au moment de l'essor du capitalisme⁹. Sur le plan conceptuel, il existe une incompatibilité profonde entre la logique interne du capitalisme – la logique de l'accumulation du capital – et les limites intrinsèques de la nature. Pour citer Murray Bookchin : « le capitalisme est intrinsèquement anti-écologique »¹⁰. La logique de l'accumulation du capital, qu'elle se développe à travers des incitatifs à la consommation, des incitatifs à la production ou une philosophie du libre marché est intrinsèquement incompatible avec le caractère limité des ressources naturelles¹¹.

Outre le capitalisme, d'aucuns accusent l'inaction des gouvernements en place en ce qui a trait aux changements climatiques¹², particulièrement considérant que l'on ne pourrait pas concevoir séparément le capitalisme et l'État moderne. À travers le capitalisme d'État, certains voient l'État comme un allié qui tente de dompter le marché, d'autres, comme un complice soumis à celui-ci. L'État néolibéral ou progressiste contemporain oscille généralement entre une dérégulation des marchés qui facilite le travail des capitalistes et un interventionnisme qui permet sporadiquement des progrès – parfois très modestes ou purement symbolique – sur le plan environnemental. L'exemple le plus évocateur de cette attitude timorée est sans doute l'échec de l'accord de Paris¹³. À cela s'ajoutent les États conservateurs et/ou totalitaires, qui ont tendance à nier l'existence même des changements climatiques, ou du moins, à en minimiser la gravité du phénomène. Concrètement, nous ressentons déjà les effets d'un déni de cette sorte, entre autres, à travers une déforestation sans précédent de l'Amazonie¹⁴. Enfin, loin de se limiter à une critique des gouvernements actuels, certain.es blâment l'étatisme en tant que tel¹⁵. Cette doctrine politique, qu'elle se matérialise en un État de droite ou de gauche, ne serait qu'un outil de domination de l'humain sur l'humain¹⁶.

Cela étant dit, la situation écologique actuelle nous force à faire un choix stratégique : soit maintenir les systèmes économiques et politiques en place tout en les modifiant assez pour s'attaquer aux changements climatiques, soit explorer de nouvelles options. En

⁹ Breteau, P. (25 novembre 2019), « Stable pendant plus de mille ans, la concentration de CO2 dans l'atmosphère a explosé au XXe siècle ».

¹⁰ Bookchin, M. et V. Gerber (2016), *Au-delà de la rareté*. p. 31.

¹¹ Klein, N. et al. (2015), *Tout peut changer*.

¹² Associated Press (14 juin 2022), « UN Chief: Governments' Inaction on Climate Is "Dangerous" ».

¹³ Gignac, R. (17 décembre 2015), « L'accord de Paris : succès ou échec? »

¹⁴ Agence France-Presse (18 novembre 2021), « La déforestation progresse de manière record en Amazonie ».

¹⁵ Bookchin, M. et V. Gerber (2016), *Au-delà de la rareté*.

¹⁶ *Ibid.*

choisissant de conserver les systèmes en place, certain.es proposent de mettre en place un « capitalisme vert », cette idée selon laquelle nous pourrions agir efficacement à contrer les changements climatiques tout en conservant le modèle économique actuel relativement inchangé¹⁷. Or, pour plusieurs, le concept de capitalisme vert n'est ni plus ni moins qu'un oxymore et nous sommes loin d'une résolution de la crise environnementale tant et aussi longtemps que nous ne restructurons pas l'économie telle qu'on la connaît¹⁸. Dans les mots de Jim Dodge, « [dans] une économie qui ravage la planète et ses habitants pour le gain financier de très peu, [il] semble presque une obligation sociale d'explorer des alternatives »¹⁹.

En ce qui a trait à l'étatisme, une réponse similaire a été offerte : l'étatisme vert. Des auteur.ices comme Robyn Eckersley défendent un accroissement de l'État et le perçoivent même comme un organe politique nécessaire à la lutte aux changements climatiques²⁰. D'ailleurs, Andrew Dobson soutient que cette position aurait, avec le temps, gagné en popularité chez les théoricien.nes qui s'intéressent aux solutions à notre disposition afin de faire face à la crise climatique²¹. Cela dit, cette position ne fait pas l'unanimité. Prendre pour acquise la nécessité de l'étatisme dans la théorisation du politique pourrait nous aveugler sur des idées novatrices et réfléchies. Pour citer Damian White et Gideon Kossoff : « les écologistes et les environmentalistes contemporains feraient bien de réfléchir plus en profondeur aux pour et aux contre de l'exercice du pouvoir de l'État, afin de résoudre les problèmes environnementaux »²².

En prenant en compte ces considérations, il semble primordial d'explorer les alternatives qui s'offrent à nous. Puisque théoriser politique et économie en ignorant l'écologie et les sciences de l'environnement contient ses limites – limites auxquelles nous devons urgemment faire face – ne devrions-nous pas explorer les théories qui réfléchissent à une conjonction viable et pragmatique du politique, de l'économique et de l'écologique? Plus encore : puisqu'une telle catégorie de théorie politique existe déjà, soit les théories

¹⁷ À ce sujet, voir Scales, I. R. (2017), « Green Capitalism ».

¹⁸ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice ». p. 11.

¹⁹ *Ibid.* p. 9.

²⁰ Eckersley, R. (2004), *The green state*.

²¹ Dobson, A. (2007), *Green Political Thought*. p. 100.

²² White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environmentalisme? ». p. 168.

politiques vertes²³, ne serait-il pas intéressant d'explorer celles qui prennent en compte les failles, présumées ou réelles, du capitalisme et de l'étatisme?

Ce mémoire se veut une défense de la pertinence d'une théorie ayant ces prétentions : l'éco-anarchisme. Cette théorie s'inspire explicitement de l'écologie et des sciences de l'environnement : pour citer John Clark, elle est une théorie qui « situe la politique le plus profondément dans l'histoire de la Terre et la crise de la Terre »²⁴. De plus, l'éco-anarchisme remet en question plusieurs principes économiques, politiques et éthiques qui semblent de plus en plus obsolètes²⁵. L'éco-anarchisme, ou anarchisme vert est à la croisée de l'anarchisme et des théories politiques vertes²⁶ : il est donc d'abord et avant tout un type particulier d'anarchisme²⁷. Conséquemment, il offre une critique soutenue du capitalisme, de l'étatisme, de l'individualisme, de l'autorité non justifiée et des inégalités sociales, tout en prônant des principes économiques, politiques et éthiques qui sont vus comme étant en convergence idéale avec un environnement sain.

Puisque l'éco-anarchisme offre des principes normatifs sans toutefois fournir un programme d'application unique, il est essentiellement protéiforme. Certain.es auteur.ices ont tenté de modéliser ce à quoi pourrait ressembler une société éco-anarchiste plus précisément, le tout en y accompagnant des ontologies, des métaphysiques et des éthiques particulières. Dès lors, des branches de l'éco-anarchisme ont vu le jour : les deux principales étant le biorégionalisme et l'écologie sociale²⁸. Les programmes détaillés offerts par ces branches nous permettent d'imaginer plus facilement à quoi ressemblerait une société éco-anarchiste.

Cela me conduit à la méthode que j'emploierai ici afin de démontrer la pertinence de l'éco-anarchisme. Je considère qu'une théorie qui sait répondre de manière satisfaisante aux critiques qui lui sont adressées est une théorie dont on ne pourrait douter de la pertinence. Dès lors, ce mémoire sera une analyse critique des arguments qui ont été

²³ Goodin, R. E. (1992), *Green political theory*.

²⁴ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ».

²⁵ White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? ». p. 169.

²⁶ Pour un travail historique sur le rapprochement progressif de ces deux domaines, voir notamment Purchase, G. (1993), *Anarchism & Ecology: The Historical Relationship*. et White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? ».

²⁷ En considérant l'éco-anarchisme comme un *type* d'anarchisme, je reprends la terminologie de Fiala dans Fiala, A. (2021), « Anarchism ».

²⁸ En considérant le biorégionalisme et l'écologie sociale comme des *branches* de l'éco-anarchisme, je reprends la terminologie de Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ».

formulés envers l'éco-anarchisme ainsi que ses deux branches principales²⁹. Plus important encore, ce mémoire aboutira sur une liste de recommandations directement tirée de cette analyse critique. L'objectif de ces recommandations est de répondre convenablement aux critiques qui font ressortir des failles de l'éco-anarchisme et de ces deux branches principales afin d'indiquer, le plus humblement possible, la direction que l'éco-anarchisme devrait prendre, ainsi que les éléments à éviter. En d'autres mots, je pense que les recommandations offertes feront en sorte que l'éco-anarchisme gagne en robustesse et en cohérence³⁰. L'éco-anarchisme se verra quelque peu modifié, mais ne sera pas pour autant déformé, puisque ses principes fondamentaux seront conservés.

Ce faisant, je reprends en bonne partie la méthodologie de Stewart Davidson dans son article *Ecoanarchism: A critical defence*. Plusieurs raisons justifient la méthode employée dans ce mémoire. Premièrement, utiliser cette méthode « facilite [...] une compréhension plus complète et contextualisée [des] prétendues lacunes [de l'éco-anarchisme] »³¹. Deuxièmement, le biorégionalisme et l'écologie sociale « sont les deux courants dominants de l'éco-anarchisme »³². Troisièmement, bien que ses branches aient un nombre élevé de similitudes significatives³³, elles divergent sur plusieurs aspects, ce qui permet de couvrir un bon étendu des différentes formes que pourrait avoir une société éco-anarchiste. En d'autres termes, puisque les deux branches principales sont différentes à maints égards, analyser les critiques qui leur sont adressées « rend justice à l'ampleur de

²⁹ Il existe plusieurs *sous-branches* du biorégionalisme et de l'écologie sociale. On peut voir, par exemple, que l'écologie sociale de Murray Bookchin diverge de l'écologie sociale de Brian Tokar ou celui de John Clark. Pour ce qui est du biorégionalisme, Kirkpatrick Sale et Jim Dodge, pour ne nommer que ceux-ci, ne théorisent pas le biorégionalisme de manière identique, malgré des sensibilités similaires sur plusieurs points.

Pour ce travail, je me pencherai presque uniquement sur le biorégionalisme de Sale et de Dodge, ainsi que l'écologie sociale de Bookchin et de Biehl. Tout d'abord, ce sont surtout ces sous-branches qui ont été critiquées. Elles sont aussi les plus populaires et celles autour desquelles se sont formés les autres biorégionalismes et formes de l'écologie sociale. Enfin, analyser toutes les formes de biorégionalisme et d'écologie sociale dépasserait les contraintes qui entourent notre entreprise. Le portrait des critiques sélectionnées ne se veut pas exhaustif, mais cela ne change rien au fait qu'une analyse critique de celles-ci me permettra tout de même de rendre l'éco-anarchisme davantage perméable envers elles.

³⁰ Selon ma terminologie, un éco-anarchisme « robuste » en est un qui résiste aux critiques jusqu'ici formulées à son égard.

³¹ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 49. Notons que ce mémoire se distingue de l'article de Davidson en ce qui a trait au nombre de critiques que j'analyse, mais surtout en ce qui a trait aux constats que je tirerai de cette analyse. En effet, alors que Davidson arrive à la conclusion que l'antiétatisme de l'éco-anarchisme résiste à la critique, j'offrirai des recommandations qui viseront à répondre aux critiques qui affectent réellement la crédibilité et la cohérence de l'éco-anarchisme.

³² *Ibid.*, p. 48.

³³ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 92.

l'idéologie [qu'est l'éco-anarchisme] »³⁴. Finalement, en se penchant sur la littérature des critiques de l'éco-anarchisme, on réalise rapidement que l'éco-anarchisme s'est fait discréditer en grande partie *par l'intermédiaire* de ses deux branches principales.

Notons d'ores et déjà que ce mémoire n'est pas une défense de la pertinence des branches dont j'analyserai les critiques. Les branches de ces théories seront pour moi comme des cobayes d'où je tirerai des informations précieuses : l'analyse critique nous donnera une idée plus claire de la pertinence de l'éco-anarchisme, puisqu'elle indiquera les aspects qui résistent aux critiques et certaines erreurs à éviter lors de son application.

Le premier chapitre aura comme objectif d'offrir un panorama détaillé de l'éco-anarchisme, du biorégionalisme et de l'écologie sociale. En premier lieu, je brosserai un portrait de l'éco-anarchisme (1.1). Pour ce faire, je passerai en revue l'émergence de l'éco-anarchisme en éclairant les éléments qui ont facilité la convergence de l'anarchisme avec l'écologie (1.1.1) et analyserai l'étymologie de l'éco-anarchisme afin d'en faire ressortir les fondements conceptuels principaux (1.1.2). Puis, je présenterai les deux versions propres à ce type d'anarchisme, soit la version forte et la version faible (1.1.3), pour ensuite décrire les principes économiques et politiques promus par l'éco-anarchisme (1.1.4). En second lieu, je présenterai le biorégionalisme (1.2). Pour ce faire, il sera nécessaire d'exposer la place de la nature dans la théorie, ainsi que la manière dont les biorégionalistes la théorisent (1.2.1) avant de définir le concept central du biorégionalisme, la biorégion, en adressant son utilité et son « guide d'utilisation » (sections 1.2.2, 1.2.2.1 et 1.2.2.2). Je conclurai cette section en abordant les caractéristiques politiques et économiques du biorégionalisme (1.2.3). En dernier lieu, j'expliquerai en quoi consiste l'écologie sociale (1.3) en décrivant son ontologie (1.3.1), pour ensuite présenter la politique de l'écologie sociale, soit le communalisme (1.3.2) et finir avec les principes économiques proposés par cette théorie (1.3.3).

Dans le deuxième chapitre, j'exposerai les critiques qui ont tenté de discréditer l'éco-anarchisme, le biorégionalisme et l'écologie sociale. Premièrement, j'aborderai les critiques visant l'éco-anarchisme (2.1). Il sera donc question d'explorer la critique étatiste – qui met en lumière les risques des systèmes sans État tout en vantant les vertus de l'étatisme (2.1.1) – et la critique qui porte sur les dangers associés à la décentralisation

³⁴ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 48.

politique (2.1.2). Dès lors, je dessinerai les contours de cette dernière critique, qui tournent autour du manque de garantie par rapport à l'efficacité d'une telle approche pour faire face aux changements climatiques (2.1.2.1), le maintien des valeurs environnementales (2.1.2.2) et les risques qu'un esprit de clocher se développe au sein d'une communauté (2.1.2.3). Deuxièmement, je rendrai compte des critiques adressées au biorégionalisme (2.2). À cette fin, j'aborderai la critique qui soulève la vision déformée qu'ont les biorégionalistes de la nature (2.2.1), pour ensuite passer à la critique qui vise à démontrer les faiblesses propres au concept de la biorégion (2.2.2). La prochaine critique tente de démontrer les failles du localisme caractéristique du biorégionaliste, qu'il soit économique ou sociopolitique et culturel (sections 2.2.3, 2.2.3.1 et 2.2.3.2). La critique qui clôt cette section est une remise en question des liens entre le biorégionalisme et les cultures autochtones (2.2.4). Finalement, je présenterai les critiques s'adressant à l'écologie sociale (2.3). J'exposerai la critique principale, qui met en lumière les failles de l'ontologie de l'écologie sociale (2.3.1) à travers trois axes : un rationalisme problématique, une vision traditionnellement masculine et un anthropocentrisme problématique (sections 2.3.1.1, 2.3.1.2 et 2.3.1.3). La dernière critique présentée dans ce chapitre remet en question la nécessité du modèle communaliste, le considérant comme trop semblable au modèle étatiste (2.3.2).

Dans le troisième et dernier chapitre, j'opérerai une analyse critique des arguments jusque là présentés, triant les critiques qui ratent la cible des critiques qui font réellement ressortir certaines faiblesses de l'éco-anarchisme. Cela mènera à une exposition des recommandations que j'aurai déduites de cette analyse, et ce dans l'espoir de fournir une défense plus robuste de l'éco-anarchisme. Dans un premier temps, je ciblerai les critiques qui ne font pas (ou très peu) ressortir des failles de l'éco-anarchisme (3.1). Les critiques qui entrent dans cette catégorie sont la critique étatiste (3.1.1) – qui, entre autres, met trop d'importance sur la non-garantie d'efficacité, de la conservation des valeurs environnementales et d'un développement potentiel d'esprit de clocher (3.1.1.1 et 3.1.1.2) – et la critique qui opère un rapprochement exagéré entre le communalisme et l'étatisme (3.1.2). Dans un deuxième temps, je listerai les critiques qui mettent réellement en lumière certaines faiblesses de l'éco-anarchisme (3.2). Tout d'abord, j'arguerai que si l'argument du manque de garantie exploré aux sections 3.1.1.1 et 3.1.1.2 ne discrédite pas l'éco-anarchisme, il met tout de même en lumière certains risques qu'on ne pourrait pas négliger (3.2.1). Puis, j'affirmerai que l'argument qui soutient que l'éco-anarchisme ignore

injustement certains enjeux qui ont trait au contexte historique, sociopolitique ou territorial de son lieu d'application est une invitation valide à remettre en question l'universalisme de l'éco-anarchisme (3.2.2). Ensuite, je partagerai mon accord avec les arguments qui ont affaibli l'ontologie de l'écologie sociale (3.2.3). La dernière critique qui affaiblit l'éco-anarchisme touche une de ses branches principales, soit le biorégionalisme (3.2.4). Les arguments qui discréditent cette théorie à travers une exposition des failles qui portent sur la place de la nature dans cette théorie (3.2.4.1), le concept de la biorégion (3.2.4.2), le localisme que la théorie promeut (3.2.4.3) et les liens qu'elle prétend avoir avec les modes de vie et les cultures autochtones (3.2.4.4) font du biorégionalisme une branche trop défailante pour demeurer pertinente. Dans un dernier temps, je présenterai un ensemble de propositions qui sauront, je l'espère, pallier certaines failles jusqu'ici mises en lumière par les critiques analysées (3.3). La première recommandation principale est une invitation à mettre de l'avant un éco-anarchisme de type fédéraliste, qui reconnaît l'importance de confédérer les différentes communautés éco-anarchistes (3.3.1). De cette recommandation principale découlera une recommandation secondaire, qui souligne la pertinence d'un antiétatisme modéré (3.3.1.1). La deuxième recommandation principale portera sur les leçons que l'éco-anarchisme peut tirer de l'éco-féminisme (3.3.2), leçons qui rappellent les incohérences propres à la hiérarchisation conceptuelle dans le projet éco-anarchiste (3.3.2.1) et l'importance d'inclure les animaux non humains à même la théorisation de l'éco-anarchisme. La dernière recommandation principale qui sera présentée est un rejet du biorégionalisme (3.3.3). Ce rejet n'aura pas été inutile, puisqu'il aura rappelé à l'éco-anarchisme l'importance de modérer le localisme (3.3.3.1) et d'ouvrir un réel dialogue avec les communautés autochtones à travers l'anarcho-indigénisme (3.3.3.2).

J'offrirai une conclusion générale qui couvrira les aspects de l'éco-anarchisme qui n'ont tout simplement pas été critiqués, ce qui ajoutera du poids à la thèse selon laquelle on ne peut douter de la pertinence de l'éco-anarchisme. De plus, j'ouvrirai le débat à savoir comment ces aspects pourraient prendre en compte les recommandations que j'aurai produites.

Chapitre 1 – Portrait de l'éco-anarchisme, du biorégionalisme et de l'écologie sociale

Ce premier chapitre servira de fondation aux chapitres suivants puisqu'il aura comme tâche d'introduire les théories autour desquelles ce travail de recherche tourne. Ce portrait nous est nécessaire afin de bien comprendre les critiques qui s'adressent autant à l'éco-anarchisme qu'au biorégionalisme et à l'écologie sociale, critiques qui seront explorées au chapitre suivant. Il est aussi essentiel afin de comprendre quels aspects de l'éco-anarchisme survivent aux critiques, mais aussi ceux qui posent problème : ce qui sera le contenu du dernier chapitre. Ce chapitre sera purement descriptif : il est primordial d'éclairer les objectifs et les principes économiques, politiques et philosophiques promus par l'éco-anarchisme et de ses deux branches principales si nous voulons saisir avec exactitude les critiques qui leur ont été adressées au fil du temps.

Dans la première section de ce chapitre, je tenterai d'offrir une image aussi juste que possible de l'éco-anarchisme, de sa genèse jusqu'à sa forme actuelle en tant que type d'anarchisme à part entière, pensée politique dont je rappellerai les caractéristiques fondamentales (1.1). Cela ouvrira la porte à une présentation de l'émergence de l'éco-anarchisme en tant que type d'anarchisme à part entière (1.1.1). Puis, opérer une analyse étymologique nous permettra de mieux comprendre cette théorie (1.1.2). Par la suite, j'exposerai les deux versions de l'éco-anarchisme : une version « faible » opposée à une version « forte »³⁵ (1.1.3). Cette section se conclura en adressant la praxis éco-anarchiste, pour ensuite exposer les principes politiques et économiques préconisés par ce type d'anarchisme (1.1.4).

Dans la deuxième section du chapitre, je fournirai une description détaillée du biorégionalisme, la première des deux branches de l'éco-anarchisme qui nous intéresse pour ce travail de recherche (1.2). Après un bref historique de l'émergence du mouvement et de la théorie biorégionaliste, je passerai en revue les raisons qui poussent cette dernière à voir la nature, comme un guide sur le plan politique, économique, social et spirituel (1.2.1). Nous poursuivrons en offrant une définition d'un deuxième concept central au biorégionalisme, soit le concept de biorégion (1.2.2), en plus d'explorer son utilité et son

³⁵ Cette distinction se retrouve dans Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*.

applicabilité (1.2.2.1). La sous-section suivante sera nécessaire afin de bien comprendre l'applicabilité du concept de biorégion : j'exposerai les différents critères propres à l'établissement d'une biorégion (1.2.2.2). Cette section s'achèvera sur une exposition des caractéristiques politiques et économiques propres à cette branche de l'éco-anarchisme (1.2.3).

Dans la troisième section du chapitre, un travail similaire sera appliqué à l'écologie sociale (1.3). C'est après une esquisse de l'émergence de l'écologie sociale que je présenterai un résumé de l'ontologie bookchinienne (1.3.1). Je poursuivrai avec un exposé sur le communalisme (1.3.2) – concept phare de l'écologie sociale de Bookchin – pour ensuite présenter les particularités économiques de cette branche de l'éco-anarchisme (1.3.3).

1.1. Qu'entend-on par éco-anarchisme ? Émergence et description

Comme mentionné dans l'introduction, l'éco-anarchisme est un type d'anarchisme particulier. Par ce fait, il importe de rappeler les fondements de l'anarchisme préalablement à une mise en lumière de l'éco-anarchisme.

À la base, l'anarchisme est « une théorie politique sceptique quant à la justification de l'autorité et du pouvoir »³⁶. Cette pensée politique partage les prémisses du libertarisme de gauche. Alors que le libertarisme se fonde sur une conception de l'intervention étatique comme n'étant rien d'autre « qu'une interférence contre la liberté »³⁷, dans le libertarisme de gauche, plus précisément, « l'accent est mis sur les droits sociaux des individus : liberté sexuelle, liberté d'opinion ou de croyance, etc. »³⁸. Suivant cette vision, une personne n'est libre que si ces droits sont respectés. Dans la mesure où l'anarchisme défend ces droits, elle est aussi une théorie politique qui « offre une critique de toute forme de hiérarchie, de domination, de centralisation et d'autorité *injustifiée* [mon italique] »³⁹.

L'anarchisme comme théorie politique « est généralement fondé sur des

³⁶ Fiala, A. (2021), « Anarchism ».

³⁷ Nadeau, C. (2007), *Justice et démocratie : Une introduction à la philosophie politique*. p. 73.

³⁸ *Ibid.*, p. 76.

³⁹ Fiala, A. (2021), « Anarchism ». À noter que l'anarchisme n'est pas contre *toutes* les formes d'autorités : pour reprendre un exemple classique, un père qui retient son enfant de croiser la rue alors qu'une voiture aurait certainement frappé celui-ci exerce une forme de contrôle qui s'inscrit dans un rapport d'autorité. De toute évidence, cette intervention est justifiée, puisqu'elle empêche la mort certaine de l'enfant sans créer de tort à celui-ci.

revendications morales portant sur l'importance de la liberté individuelle, *souvent conçue comme une liberté face à la domination* [mon italique] »⁴⁰. À la base, rien de très novateur : la liberté individuelle est promue comme plusieurs autres théories politiques. En revanche, ce que l'on se doit de souligner est la *manière* dont la liberté individuelle est conceptualisée. Pour l'anarchiste, une personne est libre si et seulement si elle n'est sous l'emprise d'aucune forme de domination. L'interférence étatique est problématique pour les anarchistes, car l'État est une entité qui exerce une autorité (ou un paternalisme) de manière non justifiée. Cependant, l'État n'a pas le monopole de la domination : l'anarchisme se positionne également contre la domination sexuelle, religieuse, économique... et dans le cas qui nous intéresse, contre la domination de la nature. En se positionnant contre ces formes de domination, l'anarchisme s'attaque à ce qu'il considère comme étant les institutions ou les formes d'organisations sociales qui maintiennent ou renforcent celles-ci. Il critique donc, en plus de l'État, des institutions ou des formes d'organisations sociales comme l'Église, le patriarcat, l'armée, la police... sans oublier le capitalisme. Des systèmes économiques comme le capitalisme, où une accumulation de capital par une minorité de la population permet une forme de domination économique, sont rejetés par l'anarchisme⁴¹. Dès lors, afin d'éviter la domination économique, l'anarchisme recommande vivement une économie décentralisée⁴².

Un dernier point à souligner est que l'anarchisme propose une éthique « de l'épanouissement humain, basée sur un idéal d'égalité, de communauté et de recherche d'un consensus non coercitif »⁴³. L'anarchisme, loin de voir la politisation du ou de la citoyen.ne comme une tâche exigeante, perçoit au contraire cette politisation comme un moyen de garantir l'*empowerment* du peuple.

En ayant en tête les principes cardinaux de l'anarchisme, nous verrons comment les branches éco-anarchistes qui nous intéressent proposent des réponses différentes aux questions suivantes : quelles sont les sources de dominations principales? Comment les membres d'une communauté politique peuvent-ils s'épanouir? Quel type d'économie

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Forstater, M. (2009), « Some notes on anarchist economic thought ». p. 46.

⁴² Il est important de noter que donner une définition stricte de l'économie préconisée par les anarchistes ferait en sorte que nous tomberions dans le piège qui consisterait à voir l'anarchisme comme un tout uniforme : l'anarchisme est essentiellement protéiforme. Cela dit, les anarchismes se rejoignent sur la proposition d'une économie qui n'a rien à voir avec l'économie centralisée que nous connaissons : une économie décentralisée et locale qui met de l'avant le partage des ressources et des moyens de production.

⁴³ Fiala, A. (2021), « Anarchism ».

proposent-elles pour remplacer le capitalisme?

1.1.1. Émergence de l'éco-anarchisme

Jusqu'à maintenant, nous avons vu que c'est l'union de l'anarchisme traditionnel et de l'écologie qui forment l'éco-anarchisme. Cela dit, cette union serait-elle artificielle, voire forcée? Un aperçu de la genèse de l'éco-anarchisme est suffisant pour nous convaincre que l'attraction entre ses deux composantes initiales fut réciproque, et que ce rapprochement aurait eu lieu un jour ou l'autre. Pour Graham Purchase, le mariage entre l'anarchisme et l'écologie était inéluctable⁴⁴. En effet, certaines particularités de l'anarchisme traditionnel ne pouvaient que conduire à une inclusion de l'écologie à l'intérieur de la théorie, ce qui se vérifie par exemple, par le fait que les théories anarchistes n'ont jamais hésité à inclure dans leur conception des choses des « idées écologiques basées sur l'observation rationnelle et scientifique des processus de la vie naturelle »⁴⁵. En outre, sur les questions urbaines et technologiques, Purchase soutient que si l'on prend en compte l'histoire de l'anarchisme, cette théorie politique est la seule à avoir « pratiquement et théoriquement soutenu les concepts de région écologique, d'énergie alternative, de villes vertes et de techniques d'agriculture biologique à petite échelle »⁴⁶. Si l'anarchisme est ouvert à l'écologie, cela est également vrai en sens inverse puisque certaines particularités de l'anarchisme allaient aussi séduire plusieurs écologistes, et influencer ce qu'on appellera les *green political theories*, comme en témoigne Giorel Curran : « les idées anarchistes ont eu une influence significative sur l'environnementalisme, contribuant à une explication de l'interface entre l'écologie et la société, ainsi que d'informer la pratique du changement social »⁴⁷.

En ce qui a trait à l'éco-anarchisme *per se*, il hérite des traits distinctifs de l'anarchisme, et donc de son positionnement contre toute forme de domination. Dès lors, c'est dans sa tentative d'opérer une « critique de la domination humaine sur la nature »⁴⁸ que l'anarchisme s'est développé en un nouveau type qui théorise la domination de la nature et la domination de l'humain conjointement. Plus précisément, certains définissent le

⁴⁴ Purchase, G. (1993), *Anarchism & Ecology: The Historical Relationship*. p. 29.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ». p. 9.

⁴⁷ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 59.

⁴⁸ Fiala, A. (2021), « Anarchism ».

moment fondateur de l'éco-anarchisme dans la pensée reclusienne. Effectivement, Jacques Élisée Reclus « décrit l'histoire de la Terre comme une lutte pour le libre épanouissement de l'humanité et de la nature, et contre les forces de domination qui entravent cet épanouissement »⁴⁹. Nous remarquerons que ce n'est pas seulement la domination qui est conceptualisée conjointement entre l'humain et la nature : l'épanouissement aussi bénéficie d'une conceptualisation commune. Autrement dit, pour l'éco-anarchisme, on serait dans l'erreur de penser la domination et l'épanouissement de l'humain et de la nature de manière isolée. Si on peut voir que l'éco-anarchisme, tout comme l'anarchisme, se base sur une éthique de l'épanouissement, on aurait tort de se limiter à l'épanouissement individuel. En effet, à travers l'éco-anarchisme se trouve une conception plus large de l'épanouissement, puisque l'épanouissement individuel va de pair avec l'épanouissement collectif : « l'éco-anarchisme [...] a un engagement écologique primordial pour promouvoir l'épanouissement de *l'ensemble* [mon italique] de la communauté-des-communautés »⁵⁰.

1.1.2. Analyse étymologique de l'éco-anarchisme

Une méthode qui permet d'éclairer sur la signification de l'éco-anarchisme est celle de Clark, qui se penche sur l'étymologie du terme et offre une interprétation éclairante de celui-ci :

Il dérive du grec ancien *oikos*, qui signifie “maison” ou “patrimoine”, de *an*, qui signifie “sans” et *arche*, qui signifie vaguement “règle” ou “principe”, et plus précisément, “domination”. De plus, c'est une forme abrégée du terme “anarchisme écologique” et suppose donc un troisième terme, *logos*. Le *logos* de tout être est la voie et la vérité de cet être, sa manière d'atteindre son bien.⁵¹

Une façon d'interpréter l'étymologie du terme serait donc de soutenir que l'éco-anarchisme « respecte [...] profondément le *logos* de l'*oikos*, son ordre immanent et son développement, et cherche à le défendre de toute *arche*, ou forme de domination »⁵². Grâce à cette interprétation, nous pouvons en déduire que l'éco-anarchisme *annexe* la protection de la « maison » – en d'autres mots, la protection de l'environnement et de la nature – à la

⁴⁹ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ». p. 9.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

protection de l'humain face à l'autorité non justifiée et la domination.

Comme nous verrons plus tard, les différentes branches d'éco-anarchisme se distinguent par leur manière d'interpréter les différents *oikoi* et d'en définir les frontières. Par exemple, le biorégionalisme a une interprétation gaïenne (pour reprendre les termes de Kirkpatrick Sale) de la « maison », dans l'optique où elle se définit principalement en fonction d'éléments naturels déjà présents sur un territoire donné. De son côté, l'écologie sociale interprète l'*oikos* dans une optique urbaine, dans le sens où la « maison » prend des allures des municipalités déjà existantes. Ces deux branches se distinguent aussi par rapport au regard qu'elles ont sur les systèmes de domination desquels nous devrions nous défendre, et surtout, à quel degré : d'où l'importance de présenter les deux versions de l'éco-anarchisme, soit la version faible et la version forte.

1.1.3. Deux versions : « forte » et « faible »

John Barry classe ces différences de considérations et d'interprétations des sources de dominations propres aux branches de l'éco-anarchisme en deux versions : « faible » et « forte ». Il soutient qu'une version « faible » de l'éco-anarchisme pense l'État comme étant une entité superficielle. Par le fait même, il serait inutile dans la responsabilité collective de gestion et de sécurisation des biens publics⁵³. Selon cette version, l'État est simplement vu comme quelque chose dont nous pouvons nous passer, mais il n'est pas jugé comme la source ultime des problèmes sociaux et environnementaux actuels. À l'inverse, la version « forte » considère l'État comme littéralement néfaste au bien commun et à la lutte au changement climatique. Pour le dire autrement, alors que certain.es éco-anarchistes voient l'État davantage comme une nuisance, ou un bâton dans les roues en ce qui a trait à l'élaboration d'un programme politique soucieux de l'environnement, d'autres le considèrent comme la principale source de domination qui entrave les luttes environnementales et sociales et dont nous devons nous défaire de toute urgence. Ces différences sont importantes, car elles nous permettent de mieux comprendre ce qui distingue le biorégionalisme et l'écologie sociale. Alors que le biorégionalisme se situe généralement dans la version « faible » de l'éco-anarchisme, l'écologie sociale au contraire

⁵³ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 80.

serait typiquement associée à une version « forte »⁵⁴. Cela étant dit, elles s'unissent dans la croyance que l'État doit être remplacé par des « mécanismes sociaux informels et communautaires [afin de produire] les conditions sociales nécessaires à la réalisation d'objectifs verts »⁵⁵.

1.1.4. Application de l'éco-anarchisme : praxis, politiques et économie

Ces distinctions conceptuelles ne sont pas suffisantes pour avoir un portrait complet de l'éco-anarchisme. Pour ce faire, il faut expliquer à quoi ressemble la *praxis* éco-anarchiste, c'est-à-dire les modes d'action et les stratégies propres à cette théorie. John Clark soutient que les politiques éco-anarchistes se manifestent principalement sous deux formes⁵⁶. Premièrement, l'action directe, qui est une politique typiquement anarchiste⁵⁷. Cette politique, dans sa forme éco-anarchiste, vise à « prévenir le développement des catastrophes socioécologiques »⁵⁸. On pourrait imaginer, par exemple, un regroupement explicitement éco-anarchiste aider au blocage de la construction ou l'expansion d'un pipeline. Bien sûr, une action directe n'est pas nécessairement produite et pensée dans une optique anarchiste ou éco-anarchiste : seulement, les anarchistes et les éco-anarchistes préconisent généralement cette tactique. De plus, cette politique n'est pas propre à une branche précise de l'éco-anarchisme, bien que certaines branches soient plus claires que d'autres sur le type d'action directe à privilégier ou à éviter. Par exemple, pour Jim Dodge, il y aurait un consensus à travers les tenants du biorégionalisme sur le fait que la violence doit être évitée sans équivoque : « il existe un accord presque complet sur le fait que la non-violence est le meilleur moyen disponible »⁵⁹.

Bien que l'action directe soit d'une importance capitale pour l'éco-anarchisme, j'aborderons peu cette politique, puisque la majorité des critiques envers l'éco-anarchisme portent sur la deuxième forme de politique. Celle-ci est « la lutte pour un programme mondial de régénération sociale et écologique et la création d'une société écologique libre »⁶⁰. Cette politique, que Clark considère comme une « politique de transformation

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ». p. 9.

⁵⁷ Fiala, A. (2021), « Anarchism ».

⁵⁸ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ». p. 9.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

sociale »⁶¹, est le nerf de la guerre de l'éco-anarchisme et des deux branches éco-anarchistes principales, puisqu'elle vise à *remplacer* le système politique et économique en place. Chaque branche éco-anarchiste prétend avoir un programme qui est mieux en mesure de mener à une société verte, où liberté et égalité vont de pair.

En ce qui a trait au remplacement du système en place, quels principes politiques et économiques pourraient nous aider à mener cet objectif à bien? Les éco-anarchistes prônent l'autarcie, la décentralisation ainsi que la démocratie participative⁶². On s'imagine une économie principalement locale qui suit des principes de partage, d'entraide et de respect de la nature. Murray Bookchin fournit les grandes lignes des principes économiques et politiques autour desquels une communauté anarchiste devrait tourner, principes récupérés par l'éco-anarchisme :

La société anarchiste ou anarcho-communiste implique l'abolition de la propriété privée, la répartition des biens en fonction des besoins des individus, l'élimination complète des relations marchandes, la rotation des tâches et une réduction décisive du temps consacré au travail.⁶³

Le biorégionalisme et l'écologie sociale diffèrent tout de même dans le poids qu'elles accordent à de tels principes politiques et économiques.

L'éco-anarchisme, en dernière instance, est indissociable d'une éthique politique qui se rangerait dans le communautarisme. En effet, celui-ci « reconnaît que nous sommes membres de communautés au sein des communautés »⁶⁴. Cependant, cette éthique aurait une veine cosmopolite, puisqu'elle considère comme essentielles l'interconnexion et l'interdépendance des *oikoi*. Ainsi, on pourrait s'imaginer le communautarisme propre à l'éco-anarchisme en différents cercles concentriques, allant du plus petit *oikos*, notre entourage immédiat, au plus gros, la terre :

Nos *oikoi* incluent la communauté intime primaire de la famille et un petit cercle d'amis proches. Ils incluent nos communautés locales et régionales, à la fois humaines et plus-qu'humaines. Et ils incluent, enfin et surtout, le *oikos* de tous les

⁶¹ *Ibid.*, p. 11.

⁶² Forstater, M. (2009), « Some notes on anarchist economic thought ». p. 47.

⁶³ Bookchin, M. et V. Gerber (2016), *Au-delà de la rareté*. p. 33.

⁶⁴ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ». p. 9.

oikoi, notre foyer mondial, notre planète natale, la Terre.⁶⁵

Ici, Clark ne précise pas ce qu'il entend comme une communauté « plus-qu'humaine »⁶⁶. Cependant, on en déduit qu'il signifie par là une communauté qui inclut à la fois les humains et les animaux non humains, mais aussi la flore et la nature sous sa forme la plus abstraite : la montagne, la rivière, la forêt, etc. Cette conception de la communauté modifie dès lors le sens traditionnel que l'on attribue au communautarisme, lequel a une conception typiquement anthropocentrée de la communauté. En soulignant le caractère naturel de la communauté – naturel au sens où la communauté ne se limite pas à l'humain – on peut mieux comprendre le caractère cosmopolite du communautarisme propre à l'éco-anarchisme, qui « voit l'objectif de liberté pour l'humanité et la nature autre qu'humaine comme synonyme de la réalisation du bien commun »⁶⁷. Une vision cosmopolite, sur le plan environnemental, prend tout son sens, puisque la nature ne s'arrête pas aux frontières des communautés. Par exemple, un changement drastique du climat aux frontières d'une communauté aura, tôt ou tard, des effets à l'intérieur de celui-ci ; une catastrophe naturelle à des kilomètres d'un *oikos* peut affecter les oiseaux migrateurs qui s'y trouvent à ce moment, et donc en retour affecter l'écosystème de cet *oikos* ; la pollution d'une rivière peut être causée par la pollution extrême d'un cours d'eau se déversant dans celle-ci. Il s'en suit qu'une vision restreinte de la communauté – autant par rapport à sa définition que les considérations qui portent sur l'interaction entre les communautés – rate la cible à plusieurs égards. Que ce soit en ce qui a trait à son autoconservation, son développement ou son épanouissement, en suivant la logique éco-anarchiste, nous ferions fausse route en définissant la communauté en tant que territoire strictement déterminée par l'humain et en évacuant les interconnexions naturelles et environnementales.

Avant de parler des différences théoriques entre le biorégionalisme et l'écologie sociale, soulignons que les mouvements autochtones, ainsi que la richesse de leurs philosophies et du rapport que la plupart d'eux ont avec l'environnement ont su inspirer une

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Clark utilise le terme *other-than-nature* plus loin (p. 13). Alors qu'il n'explique pas la différence entre la communauté et l'éco-communauté, on en déduit que la communauté réfère à une vision traditionnellement anthropocentrée de la communauté comme un rassemblement d'humain en société organisée, alors que l'éco-communauté inclurait la *other-than-human nature*.

⁶⁷ Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? ». p. 13.

grande partie d'éco-anarchistes⁶⁸. En d'autres mots, l'éco-anarchisme ne prétend pas à l'originalité de certains aspects de sa pensée, sans pour autant limiter ses inspirations aux traditions autochtones. Dans les mots de Clark, nous devrions nous inspirer des cultures autochtones pour plusieurs raisons :

Ils apportent au monde une histoire ancienne et vivante de prise de décision communautaire démocratique et consensuelle, la reconnaissance du monde naturel comme notre propre monde, un sens profond de notre parenté avec tous les autres êtres vivants, des vestiges de l'économie du don et une reconnaissance claire de l'importance des valeurs féminines et non possessives au centre de la culture et de la communauté.⁶⁹

Maintenant brossé, ce portrait général de l'éco-anarchisme nous aidera à comprendre le biorégionalisme et l'écologie sociale. Bien que plusieurs éléments soient similaires, les deux branches divergent autant dans leurs choix théoriques que dans leur moyen de les justifier. Ayant cela en tête, il est temps de les analyser individuellement. Commençons par le biorégionalisme.

1.2. Le biorégionalisme, un retour aux sources

Le biorégionalisme est à la fois un mouvement⁷⁰ et une branche de l'éco-anarchisme. C'est dans les années 70, en Californie, que le biorégionalisme aurait pris forme⁷¹ grâce à la *Planet Drum Foundation* ainsi que par les publications du quotidien *Raise the Stakes*⁷². Selon Stephen Frenkel, la création de ce concept était la suite logique de « la perception que les sociétés humaines devenaient aliénées de l'environnement naturel »⁷³ et s'inspire explicitement des études sur le régionalisme⁷⁴. Cette aliénation serait responsable du changement climatique et aurait comme source la modernité et sa manière de concevoir la nature comme n'étant qu'un puits sans fond de ressources naturelles⁷⁵.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Brennan, A. et N. Y.-S. Lo (2010), *Understanding environmental philosophy*. p. 93.

⁷¹ Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? », p. 290.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*, p. 292.

⁷⁵ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany », p. 73. Sale, au lieu d'employer le terme « modernité », parle du « paradigme industrio-scientifique », qui est en

Selon les biorégionalistes, un désenchantement de la sorte pousse l'humain moderne à être « insensible au local, au lieu de vie et à l'importance de travailler dans un dialogue respectueux avec le milieu naturel »⁷⁶. Pour contrer ce désenchantement vis-à-vis de la nature, le biorégionalisme appuie l'importance de cultiver un rapport écologique privilégié et intime avec notre environnement local⁷⁷. C'est en ce sens que l'on peut décrire le biorégionalisme comme une « politique de la place »⁷⁸. Ce qui la distingue des autres politiques de la place est le fait que celui-ci souligne « l'importance accordée aux systèmes naturels, à la fois comme source de nutrition physique et comme corps de métaphores dont nos esprits tirent leur subsistance »⁷⁹. Le territoire nourrit sur virtuellement tous les plans, qu'il soit alimentaire ou spirituel.

Si les traditions et les cultures autochtones ont influencé l'émergence de l'éco-anarchisme d'un point de vue global, plus précisément, il est important de souligner que plusieurs biorégionalistes avaient une attitude admiratrice envers celles-ci :

L'alternative biorégionale reposait sur [...] une célébration des modes de vie des peuples autochtones préindustriels. Pour réduire l'aliénation des structures politiques modernes, certains partisans de la biorégion ont suggéré d'adopter des unités politiques, des noms et des traditions autochtones. Les traditions traçables aux [autochtones de l'Amérique du Nord], qui, selon de nombreux biorégionalistes, ont atteint un mode de vie sain au niveau biorégional, ont été considérées avec une faveur particulière.⁸⁰

Les biorégionalistes percevaient les cultures autochtones comme démontrant un respect exemplaire de la nature. La nature étant un concept clé du biorégionalisme, il est temps de voir comment celle-ci est conceptualisée dans cette branche de l'éco-anarchisme.

1.2.1. La Nature avec un grand « N »

À travers leur métaphysique, plusieurs biorégionalistes prescrivent une sorte de subordination à la nature, dans le sens où la nature aurait une valeur épistémique que l'on

opposition complète avec le « paradigme biorégionaliste ».

⁷⁶ Brennan, A. et N. Y.-S. Lo (2010), *Understanding environmental philosophy*. p. 93.

⁷⁷ Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? ». p. 291.

⁷⁸ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice ». p. 5.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? », p. 291.

ne peut ignorer : « les biorégionalistes pensent que le territoire a une qualité déterministe et pédagogique »⁸¹. D'un point de vue conceptuel, la nature détient une primauté sur le politique, le géographique, le culturel, etc. Sale emploie le terme de « loi écologique » pour décrire ce qu'il considère comme des principes vers lesquels la nature nous pointe⁸². D'une certaine façon, il faudrait « lire » la nature, car elle aurait la capacité de nous enseigner sur le type de culture, de politique et de pratiques sociales que les habitant.es de quelque biorégion devraient adopter. Concrètement, elle nous indiquerait quelle source d'énergie utiliser, quels légumes faire pousser, quels animaux chasser.

Les enseignements que la nature nous offre dépendent du niveau sur lequel on se penche. Nous pouvons apprendre de la nature à deux niveaux. Le premier a trait aux enseignements locaux qu'elle nous fournit : la faune, la flore et tous les attributs naturels propres à une biorégion particulière. Logiquement, ces enseignements divergent entre les biorégions puisqu'elles divergent les unes des autres. Il s'ensuit que le politique peut suivre cette divergence naturelle entre les biorégions. C'est le niveau le plus important pour Sale, qui prône l'anarchisme d'un point de vue plus personnel que théorique, puisque la nature nous enseigne d'abord et avant tout à travers le local, ce qui signifie que le politique peut varier d'une biorégion à une autre⁸³.

Nous pouvons aussi apprendre de la nature d'un point de vue holiste, en la percevant comme un tout et en écoutant ses maximes universelles. Lire les enseignements de la nature d'une telle sorte nous forcerait à concevoir ses prescriptions comme homogènes d'une biorégion à une autre. Cela dit, les deux niveaux ne sont pas mutuellement exclusifs. C'est dans une optique de faire reconnaître l'importance et la complémentarité de ses deux niveaux que « le biorégionalisme semble endosser la diversité culturelle entre les communautés biorégionales et favoriser l'homogénéité en leur sein »⁸⁴. De plus, peu importe le niveau préconisé, il existe un lien intrinsèque entre la nature et la culture politique : « le biorégionalisme lie de manière déterministe la culture politique et l'environnement »⁸⁵. Ce principe cardinal du biorégionalisme est aussi un élément qui le distingue de l'écologie sociale, qui évite de théoriser une relation causale entre le territoire

⁸¹ *Ibid.*, p. 291.

⁸² Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 80.

⁸³ Dobson, A. (2007), *Green Political Thought*. p. 94.

⁸⁴ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 89.

⁸⁵ Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? », p. 289.

et le politique, laissant à ce dernier une sorte d'autonomie conceptuelle qui est relativement absente chez les biorégionalistes.

1.2.2. Définir la biorégion

Avant de décrire plus précisément ce qu'est le biorégionalisme, il faut définir le concept de biorégion. Avant d'être utilisé par Sale qui en fit la base du biorégionalisme, « le terme biorégion (littéralement "lieu de vie") a été inventé par Allen Van Newkirk (1975) et le concept a été élaboré par le biologiste [...] Raymond Dasmann, dans [...] *Environmental Conservation* (1984) »⁸⁶. Un an après la publication du livre de Dasmann vient la publication du fameux *Dwellers in the Land*. Pour Sale, la biorégion réfère à ceci :

La surface de la terre dont les limites approximatives sont déterminées par des caractéristiques naturelles plutôt que par des diktats humains, se distinguant d'autres zones par des attributs particuliers de la flore, de la faune, de l'eau, du climat, des sols et des reliefs, et par les établissements humains et les cultures auxquels ces attributs ont donné lieu.⁸⁷

Pour l'auteur, trois types de biorégions existent, du plus gros au plus petit : l'écorégion, qui serait environ plusieurs centaines de kilomètres carrés et parmi lesquels on peut compter, par exemple, le plateau Ozark⁸⁸ ; la géorégion, qui contient « des caractéristiques physiographiques claires »⁸⁹ et dont un exemple typique serait un bassin versant ; et la morphorégion, qui couvre quelques kilomètres carrés et « s'identifie à partir des formes de vie distinctes à la surface et les formes terrestres particulières qui ont donné naissance à ces caractéristiques particulières »⁹⁰. Les écorégions se divisent en multiples géorégions, qui à leur tour se divisent en plusieurs morphorégions.

1.2.2.1. L'utilité de la biorégion

Pourquoi donc utiliser la biorégion comme élément politique central? Plusieurs

⁸⁶ Evanoff, R. (2017), « Bioregionalism: A Brief Introduction and Overview ». p. 55.

⁸⁷ Sale, K. (1985), *Dwellers in the land*. p. 55.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 56.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 57.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 58.

raisons supportent ce choix théorique. Premièrement, pour Dodge, elle est la taille parfaite qui ferait en sorte qu'un gouvernement soit responsable et motive les citoyen.nes à participer directement aux affaires publiques⁹¹. D'ailleurs, Sale soutient que le concept même de « taille », que ce soit appliqué au territoire, au politique ou à l'économie, est « le déterminant le plus critique et décisif de toutes les constructions humaines, qu'il s'agisse de bâtiments, de systèmes ou de sociétés »⁹². L'importance de ce concept dans la théorie biorégionale est en congruence avec sa mise de l'avant d'un système politique local, décentralisé et autonome.

Deuxièmement, le biorégionalisme se fonde sur une « [remise] en question [de] la manière dont les frontières politiques sont superposées aux régions géographiques d'une manière écologiquement arbitraire »⁹³. Pour les biorégionalistes, la méthode de traçage des frontières géopolitiques contemporaine est incompatible avec un mode de vie en harmonie avec la nature, puisqu'elle n'est pas adaptée à celle-ci. En suivant la logique biorégionaliste, cette méthode d'établir les frontières « ne tient pas compte des régions naturelles existantes et de leurs frontières »⁹⁴ et le concept de biorégion remédie à ce problème majeur.

Pour les biorégionalistes, il ne faut pas seulement respecter la nature qui nous entoure, il faut *vivre* cette nature et s'y adapter socialement, économiquement et politiquement. Conséquemment, afin d'établir une communauté et d'y vivre harmonieusement, nous devons prendre comme mesure de base les caractéristiques naturelles d'un territoire donné⁹⁵. Or, on ne se limite pas là : c'est la connaissance du territoire local non seulement dans sa forme géographique et naturelle, mais aussi sous un angle historique, spirituel et traditionnel qui mènerait à un épanouissement réel des communautés⁹⁶. C'est ce qu'on considère comme la « réhabitation » (*reinhabitation*), concept majeur du biorégionalisme. Plus en détail, celle-ci impliquerait de :

“devenir natif d'un lieu en prenant conscience des relations écologiques particulières qui opèrent à l'intérieur et autour de celui-ci”, ainsi que “l'évolution du

⁹¹ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice ». p. 9.

⁹² Sale, K. (1985), *Dwellers in the land*. p. 54.

⁹³ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 50.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Brennan, A. et Y.-S. Lo (2022), « Environmental Ethics ».

⁹⁶ *Ibid.*

comportement social qui enrichira la vie de ce lieu, restaurera ses systèmes vitaux et établira un modèle d'existence écologique et social durable en son sein".⁹⁷

Cette connaissance devrait en retour nous signaler le mode de vie auquel on devrait s'adapter⁹⁸. Par exemple, imaginons une zone côtière traditionnellement reconnue comme territoire où la pêche est centrale à l'économie, la culture et l'identité des habitant.es. La connaissance des caractéristiques naturelles et historiques pourrait être le germe de la création d'une communauté. Celle-ci pourrait se former considérant les frontières naturelles qui l'entourent comme ses frontières politiques. Bien que fondé sur des données naturelles et historiques, Sale considère que « la tâche de déterminer les limites biorégionales appropriées – et le sérieux avec lequel les prendre – sera toujours laissée aux habitants de la zone, les habitants de la terre, qui les connaîtront toujours le mieux »⁹⁹. Cela dit, quelles seraient les frontières naturelles sur lesquelles les *dwellers in the land* devraient se baser afin de délimiter la périphérie d'une communauté biorégionale?

1.2.2.2. Comment détermine-t-on une biorégion?

Dans le texte *Living by Life: Some Bioregional Theory and Practice*, Jim Dodge introduit les critères les plus populaires servant à délimiter la biorégion. Il en liste 6 : le « changement biotique » (ou « "biotic shift" ») ; les bassins versants ; la forme terrestre ; le critère culturel/phénoménologique ; les « lieux d'esprit » (ou « "spirit places" ») ; et l'élévation¹⁰⁰. Si l'auteur suggère d'exécuter une combinaison de ces critères afin de déterminer les biorégions, il n'est pas problématique que l'addition de ces critères n'en résulte pas vers une délimitation précise des biorégions¹⁰¹. Sale argue le même sens : loin d'être tracées au couteau, les frontières qui séparent les différentes biorégions pourraient être volontairement vagues¹⁰². En ce sens, les communautés pourraient être séparées par une grande forêt, qui serait un territoire neutre, au lieu d'être séparées par un mur à l'image

⁹⁷ Berg, Peter et R. F. Dasmann (1977), « Reinhabiting California », dans Evanoff, R. (2017), « Bioregionalism: A Brief Introduction and Overview ». p. 58. À ce sujet, voir : Parsons, J. J. (1985), « ON "BIOREGIONALISM" AND "WATERSHED CONSCIOUSNESS" ». p. 289.

⁹⁸ Brennan, A. et Y.-S. Lo (2022), « Environmental Ethics ».

⁹⁹ Sale, K. (1985), *Dwellers in the land*. p. 59.

¹⁰⁰ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice ». p. 8.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Sale, K. (1985), *Dwellers in the land*. p. 55.

de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Le premier critère qui sert à délimiter les biorégions est le changement biotique. Il se base sur « un pourcentage de changement dans la composition des espèces végétales/animales d'un endroit à un autre »¹⁰³. Pour Dodge, si l'on compare deux régions et que le changement biotique se situe entre 15% et 25% – en d'autres mots, si entre 15% et 25% des espèces animales et végétales diffèrent – ces deux régions sont distinctes l'une de l'autre et appartiendraient dès lors à différentes biorégions¹⁰⁴. Évidemment, le changement biotique se fait de façon graduelle. Or, pour l'auteur, cela en fait un critère intéressant, puisqu'il laisse la place à une délimitation à l'image du changement biotique : « vague et perméable »¹⁰⁵.

Le deuxième critère qui sert à délimiter les frontières d'une biorégion serait l'utilisation des bassins versants. À l'inverse du changement biotique, ce critère offre des frontières claires : les cartes topographiques pourraient donc être d'une grande utilité pour délimiter les biorégions¹⁰⁶. La popularité de ce critère peut être exemplifiée par le fait que le biorégionalisme aurait parfois le nom d' « économie de bassin versant »¹⁰⁷.

Le troisième critère de délimitation des biorégions serait la forme terrestre. Dodge n'offre aucune définition exacte du *land form*, mais on comprend que ce critère se fit sur la géomorphologie. Le biorégionaliste soutient avec raison que si la géomorphologie détermine en partie les bassins versants, ces deux critères nous offrent des délimitations, la plupart du temps, précises et très similaires¹⁰⁸.

Le quatrième critère est le critère culturel/phénoménologique. Pour résumer ce critère, si des biorégionalistes voulaient utiliser celui-ci afin d'établir les frontières d'une biorégion, Dodge leur proposerait : « vous êtes là où vous percevez que vous êtes ; votre territoire est ce que vous pensez qu'il est, individuellement et collectivement »¹⁰⁹. Bien qu'il évite toute considération animale et que cela le rend anthropocentrique dans sa mise en œuvre¹¹⁰, ce critère reste important selon Dodge et doit avoir un certain poids dans la balance.

¹⁰³ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice ». p. 6.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Sale, K. (1996), « Principles of Bioregionalism ». p. 471.

¹⁰⁸ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice ». p. 7.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

Le cinquième critère est celui des places d'esprits, ou *spirit places*. En suivant cette méthode, l'auteur soutient qu'une « biorégion est définie par l'influence psychophysique prédominante »¹¹¹ d'un lieu. Toujours selon l'auteur, il est nécessaire d'être déjà sur le territoire depuis un bon moment (sans que soit précisé ce que l'on devrait voir comme étant un long moment) afin de ressentir cette force spirituelle¹¹². Un.e étranger.ère ne serait donc pas en mesure d'utiliser cette méthode sur un lieu inconnu, puisque celle-ci transcende le territoire perçu comme strictement matériel : on pourrait parler d'un « senti » géographique dans ce cas-ci. Dodge mentionne le Mont Shasta et l'océan Pacifique comme exemple de *spirit places*. Pour Dodge, la notion d'esprit, centrale à tout biorégionalisme, est garante d'une vision qui tente de s'éloigner le plus possible de l'anthropocentrisme¹¹³ puisqu'elle prend en considération des éléments qui transcendent l'humain.

Le dernier critère de Dodge est celui de l'élévation : on pourrait interpréter la biorégion comme « un phénomène vertical davantage lié à l'élévation qu'au déploiement horizontal »¹¹⁴. Le biorégionaliste sort comme cas de figure le fait que nous avons tendance à distinguer les montagnards des habitants vivant à basse altitude¹¹⁵.

1.2.3. Caractéristiques politiques et économiques du biorégionalisme

Si on décidait de monter un programme clair et précis du biorégionalisme comme remplacement du système politique et économique contemporain, la première étape serait sans aucun doute l'établissement des biorégions. La délimitation territoriale, basée principalement sur les divers éléments naturels déjà explorés, est l'unité de base qui sert en suite à l'établissement d'un fonctionnement politique et d'une économie propre à chaque biorégion.

D'un point de vue économique, l'autarcie est la pierre angulaire des systèmes économiques et politiques du biorégionalisme¹¹⁶. On réfère à cette tendance qu'ont les biorégionalistes à prôner l'autarcie comme principe clé comme « l'impératif de l'autarcie ».

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*, p. 9.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 8.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Sale, K. (1985), *Dwellers in the land* ; Sale, K. (1996), « Principles of Bioregionalism ». L'auteur utilise le terme *self-sufficiency* et consacre plusieurs pages à en démontrer l'utilité et la nécessité. L'autarcie semble être l'attrait principal d'un système économique suivant les principes du biorégionalisme.

La sécurité économique passe donc par un localisme assumé et l'autosuffisance à tous les niveaux, que ce soit « en matière de nourriture, de vêtements, de logement, d'énergie et d'autres biens primaires »¹¹⁷. Un moyen de devenir autarcique serait de mettre en place une économie dont les besoins énergétiques seraient remplacés par une main-d'œuvre intensifiée et plus commune dans la population générale¹¹⁸. Alors que pour Sale on devrait abandonner le paradigme industrio-scientifique pour embrasser le paradigme biorégional, ce dernier propose « la dévolution du pouvoir économique, politique et social aux communautés locales »¹¹⁹. Un des objectifs de ce modèle économique est de ne plus dépendre des marchés internationaux et par le fait même avoir une économie qui éviterait le déplacement inutile de millions de biens de consommation chaque année. Selon cette théorie, la faisabilité de ces principes économiques ne dépendrait pas du contexte ni du type de territoire et de ressource naturelle qui est offerte par la biorégion : toute biorégion serait en mesure de convenir à une communauté autarcique.

Pour ce qui porte sur les systèmes politiques possibles, selon Sale, l'arrangement politique est secondaire à la mise en place de la biorégion et d'une éthique de la terre. Pour lui, on doit laisser la porte ouverte à différentes expérimentations politiques en fonction des biorégions et du désir qu'une communauté pourrait avoir de s'organiser autrement qu'avec un cadre anarchiste rigide¹²⁰. À l'inverse, pour Dodge, un biorégionalisme est nécessairement un anarchisme. Il mise donc sur « la décentralisation politique, l'autodétermination *et un engagement envers l'équité sociale* [mon italique] »¹²¹. C'est ici que l'on pourrait considérer le biorégionalisme de Dodge comme étant davantage une théorie éco-anarchiste à proprement parler, alors que le biorégionalisme de Sale pourrait être un éco-anarchisme de façon contingente.

Pour conclure cette section, notons que Dodge ne perçoit pas le biorégionalisme comme « une doctrine sur laquelle il faut être pur – [il est plutôt] une direction »¹²². De plus, Jonathan Olsen soutient que « la vision biorégionaliste [...] est [...] extrêmement

¹¹⁷ Cato, M.-S. (2013), « The Bioregional Economy: Land, Liberty, and the Pursuit of Happiness », dans Evanoff, R. (2017), « Bioregionalism: A Brief Introduction and Overview », p. 58.

¹¹⁸ Sale, K. (1996), « Principles of Bioregionalism », p. 481.

¹¹⁹ Evanoff, R. (2017), « Bioregionalism: A Brief Introduction and Overview », p. 59.

¹²⁰ Brennan, A. (1998), « Bioregionalism - a Misplaced Project? », p. 226.

¹²¹ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice », p. 8.

¹²² *Ibid.*, p. 9.

variée »¹²³. Dès lors, le lecteur ou la lectrice ne devrait pas avoir une idée rigide du modèle biorégional, mais plutôt une bonne idée de la direction générale qu'a le biorégionalisme.

1.3. L'écologie sociale

L'écologie sociale est née d'un désir typiquement éco-anarchiste de rassembler écologie et théorie libertaire. Le germe de cette école de pensée serait la parution de l'écrit le plus populaire de Bookchin en 1965 : *Écologie et pensée révolutionnaire*¹²⁴. Bien que cette théorie ait vu le jour grâce aux travaux de Bookchin, certain.es auteur.ices ont teinté, à leur façon, ce qu'ils et elles pensaient être l'écologie sociale. Donner un portrait exhaustif et concis de l'écologie sociale est une tâche rendue difficile par le fait que l'écologie sociale a évolué : ce qui était au début l'œuvre d'un seul théoricien s'est vu progressivement accaparé – et par le fait même, modifié – par d'autres. Parmi les théoricien.nes de l'écologie sociale notables, il y a – en plus de Murray Bookchin et Janet Biehl – Brian Tokar (1991), John Clark (1998) and Tom Athanasiou (1996).

1.3.1. L'ontologie de Bookchin

Pour comprendre la pensée de Bookchin, il faut revenir à la fondation de sa théorie : l'ontologie de l'écologie sociale, le naturalisme dialectique, part d'une critique sociale¹²⁵. Andrew Brennan et Yeuk-Sze Lo résumant globalement celle-ci avec cet extrait :

Le monde physique “extérieur” [serait] ce qu'il appelle la “première nature”, à partir de laquelle la culture ou la “seconde nature” a évolué. L'environnementalisme, selon lui, est un mouvement social, et les problèmes auxquels il est confronté sont des problèmes sociaux.¹²⁶

L'écologie sociale part de la prémisse que la domination de l'humain sur l'humain – manifesté à travers l'impérialisme, les systèmes hiérarchiques et l'autorité – est à blâmer en ce qui a trait à la domination de l'humain sur la nature : « l'idée même que l'humanité doit dominer la nature est intimement liée à la naissance de la hiérarchie dans les sociétés

¹²³ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 74.

¹²⁴ White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? ». p. 157.

¹²⁵ Kovel, J. (2007), *The enemy of nature*. p. 195.

¹²⁶ Brennan, A. et Y.-S. Lo (2022), « Environmental Ethics ».

humaines et, *par conséquent* [mon italique], la crise écologique a des racines sociales »¹²⁷. Dans les faits, l'ontologie de Bookchin mène directement à une théorie éco-anarchiste forte, car l'État, ayant par défaut une structure hiérarchique, est une des sources de la domination de la nature : « comme [la crise écologique] découle de la domination de l'homme par l'homme, sa résolution exige, davantage que le seul démantèlement des institutions étatiques, de s'attaquer à toutes les formes et idéologies hiérarchiques »¹²⁸. Alors que le biorégionalisme nous met en garde contre le paradigme industrio-scientifique, Bookchin dénonce tout système de domination – toujours à partir de la domination entre les humains – comme chimère qui est en cause dans la souffrance humaine et dans l'appauvrissement de la nature¹²⁹. En reprenant la terminologie de Bookchin, nous sommes à un point où la deuxième nature détruit et domine la première nature, même si elle vient directement de cette dernière.

Alors que le biorégionalisme fait confiance à la manière dont la nature s'organise et étale virtuellement les bases de tous les systèmes auxquels on devrait s'adapter (économiques, politiques, territoriales, etc.), l'écologie sociale voit l'humain comme faisant partie intégrante de la nature, mais surtout, comme la nature au sommet de son art, d'un point de vue rationaliste et anthropocentriste, qui pense les humains comme « les gardiens rationnels gérant la nature dans l'intérêt propre de celle-ci »¹³⁰. Cela est expliqué par le fait que la seconde nature doit utiliser les atouts que la première nature lui a fournis pour évoluer conjointement avec elle, au lieu de progresser à ses dépens.

En quoi l'ontologie de Bookchin est-elle importante afin de comprendre l'écologie sociale? En fait, c'est principalement elle qui explique le type de modèle sociopolitique mis de l'avant par l'écologie sociale : « une citoyenneté active, attentive, participative et inclusive aide à éradiquer l'aliénation et la séparation qu'une culture hiérarchique a créées »¹³¹. C'est ce type de modèle que Bookchin tente de concrétiser avec le communalisme et le municipalisme libertaire, qui serait le meilleur moyen de libérer conjointement les humains et la nature de la domination.

¹²⁷ White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? ». p. 158.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology ». p. 64.

¹³⁰ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination? », p. 4.

¹³¹ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 66.

1.3.2. À propos du communalisme

Un autre aspect crucial de l'écologie sociale – qui le distingue, encore une fois, du biorégionalisme – est son dévouement catégorique non seulement à la démocratie, mais aussi au développement d'institutions démocratiques, non coercitives et vides de toute forme de domination qui chapeauteraient la coopération et l'interaction entre les communautés¹³². En effet, ce dévouement, que l'on peut appeler communalisme, municipalisme libertaire, ou confédéralisme, est pour Bookchin le moyen par excellence de politiser l'humain¹³³ : « seul le “municipalisme confédéré” ou confédéralisme (dans lequel le pouvoir “coule de bas en haut plutôt que de haut en bas”) facilite une citoyenneté active »¹³⁴. Prendre le municipal comme point de départ en ce qui a trait à l'implantation de l'écologie sociale s'inscrit dans le courant du municipalisme libertaire, qui est le programme politique de l'écologie sociale. Julie Beauté résume bien ce qu'on entend par municipalisme libertaire : « l'écologie sociale ravive donc l'écologie politique sur la base de communes écologiques autonomes et solidaires, adaptées et entrelacées à leurs environnements naturels, au sein d'un confédéralisme d'écocommunes »¹³⁵.

Or, d'où sort ce dévouement? D'après Barry, il suit d'une vision et d'une conceptualisation différente de la communauté¹³⁶. Bookchin voit la communauté – mais surtout, la communauté des communautés – comme devant être essentiellement démocratique, là où certains biorégionalistes misent davantage sur l'autonomie politique de la communauté, n'étant en aucun cas forcé de collaborer entre elles¹³⁷, bien que la solidarité et l'entraide soient des valeurs encouragées. N'ayant pas la prétention de réinventer la roue, Bookchin considère tout de même qu'un type jusqu'ici jamais exploré de communauté devrait voir le jour, s'éloignant de tout passéisme et de tout localisme strict.

Le communalisme de Bookchin est autant une fin qu'un moyen : non seulement est-il un moyen puisque c'est à travers l'association des municipalités et des communautés

¹³² Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 91.

¹³³ Politiser au sens où tout personne mature aurait un vie politique active, et non au sens où toute personne serait simplement aux aguets des développements politiques actuels.

¹³⁴ Bookchin, M. (1987), *The Rise of Urbanization and the Decline of Citizenship*. p. 297.

¹³⁵ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? ». p. 4.

¹³⁶ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 91.

¹³⁷ *Ibid.*

qu'un contre-pouvoir politique s'installerait face aux autorités étatiques¹³⁸, il est aussi un moyen parce qu'à travers l'assemblée municipale, « la personne responsable et éthique sera façonnée par une délibération rationnelle concernant les politiques dans l'intérêt de la communauté »¹³⁹. C'est une fin en soi, puisque l'assemblée municipale est le lieu par excellence par lequel les citoyens exerceraient le politique¹⁴⁰ : « Bookchin, à la manière de Aristote, a une préférence pour les communautés harmonieuses, pour les “individus épanouis” et pour la politique comme domaine de l'éthique et de la participation »¹⁴¹. Cette manière de voir le politique se base sur la certitude que « tout individu mature est censé pouvoir gérer directement les affaires sociales, de la même manière qu'on attend de lui qu'il gère ses affaires privées »¹⁴².

1.3.3. Sur l'économie propre à l'écologie sociale

Économiquement parlant, l'écologie sociale récupère les principes de l'éco-anarchisme. Pour comprendre les particularités de l'écologie sociale, il est intéressant de voir comment ce dernier diverge du biorégionalisme. Explorons les deux différences principales.

Tout d'abord, alors que le biorégionalisme mise gros sur l'autarcie, les tenant.es de l'écologie sociale considèrent que : « l'*interdépendance* [mon italique] économique-écologique va de pair avec l'autonomie politique et l'autodétermination »¹⁴³. Cela signifie qu'on ne pourrait pas définir de localiste le type d'économie préconisé par l'écologie sociale. Même si le local est encouragé à un certain degré, l'écologie sociale, d'un point de vue économique, « [diffère du biorégionalisme par son] rejet du modèle biorégional des communautés à petite échelle et autosuffisantes »¹⁴⁴. En d'autres mots, l'impératif de l'autarcie n'est pas un principe central à l'écologie sociale¹⁴⁵, contrairement au biorégionalisme.

Enfin, Bookchin, et les autres théoricien.nes de l'écologie sociale, sont beaucoup

¹³⁸ Tokar, B. (2019), « Think Globally, Act Locally? Opening Reflections for a GTI Forum ». p. 7.

¹³⁹ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology ». p. 66.

¹⁴⁰ Bookchin, M. (1987), *The Rise of Urbanization and the Decline of Citizenship*. p. 255-256.

¹⁴¹ White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? ». p. 166.

¹⁴² Bookchin, M. (1982), *The Ecology of Freedom: The Emergence and Dissolution of Hierarchy*. p. 336.

¹⁴³ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 91.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

plus technophiles que les biorégionalistes. Alors que le biorégionalisme de Sale mise sur le travail des individus pour compenser une certaine sobriété énergétique volontaire, Bookchin mise sur les différentes sources d'énergie disponibles : barrages électriques, énergie solaire, géothermique, éolienne, etc. ainsi que différentes technologies qui nous permettent de consommer moins d'énergie et de pétrole, comme le mode de transports électriques, pour ne prendre que cet exemple. Bookchin se positionne loin des courants ayant une tendance technophobe qui sont présents dans certaines branches de l'éco-anarchisme : il embrasse le potentiel libérateur de la technologie. Pour lui, ce potentiel doit être « de nature explicitement anticapitaliste »¹⁴⁶. Il est optimiste face aux technologies et à la science et il considère que le type d'organisation sociale idéal est facilité par celles-ci. Sur ce point, Damian White et Gideon Kossoff résumant très bien sa position :

Bookchin soutient qu'une société radicalement décentralisée n'est pas seulement compatible avec de nombreux aspects du monde technologique moderne, mais est aussi potentiellement facilitée par de nouveaux développements.¹⁴⁷

Pour Bookchin, dès lors, une société qui suit les principes de l'écologie sociale permet une vie où on a du temps pour s'aider, participer à la vie politique : grosso modo, du temps pour vivre. C'est surtout grâce à l'automatisation que nous avons maintenant le luxe d'imaginer un futur dénué de travail pénible¹⁴⁸. Cette conception de la vie sociale va directement à l'encontre d'une conception propre aux théories révolutionnaires de gauche.

1.4. Conclusion

J'ai tenté de présenter l'éco-anarchisme, le biorégionalisme et l'écologie sociale dans leur entièreté, tout en gardant le privilège de se pencher davantage sur certains aspects qui sont importants selon le but de notre recherche, soit d'analyser d'un œil critique les arguments qui ont été développés contre l'éco-anarchisme et ses deux branches principales. Il importe d'avoir une image claire de ces théories afin d'être en mesure de comprendre autant que possible les critiques qui leur ont été adressées. Dans le chapitre suivant, j'exposerai autant les critiques qui ont été adressées à l'éco-anarchisme en tant que tel, que

¹⁴⁶ White, D. (1998), « Considering the politics of social ecology », p. 183.

¹⁴⁷ White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? ». p. 165.

¹⁴⁸ *Ibid.*

celles adressées au biorégionalisme et à l'écologie sociale.

Chapitre 2 – Les critiques adressées à l'éco-anarchisme, au biorégionalisme et à l'écologie sociale

Maintenant qu'une fresque de l'éco-anarchisme, du biorégionalisme et de l'écologie sociale est achevée, il est temps d'exposer les critiques principales qui ont tenté de ternir ces théories. Les arguments de différent.es auteur.ices sont agglomérés en différentes critiques, qui reflètent les failles présumées des théories qui nous intéressent. Dans chacune des sections, les critiques sont organisées dans leur ordre de pertinence : de celle qui ressort le plus dans la littérature jusqu'à la critique la moins présente.

Dans la première section, je présenterai les critiques qui vont à l'encontre de l'éco-anarchisme et qui s'appliqueraient donc autant au biorégionalisme qu'à l'écologie sociale, puisque ces branches hériteraient nécessairement des défauts présents dans leurs fondements communs (2.1). La première critique qui sera exposée touche l'élément principal qui distingue l'éco-anarchisme des autres politiques vertes, soit son dévouement à un modèle antiétatiste (2.1.1). La deuxième critique que je présenterai porte sur les défauts d'un morcèlement politique qui déconstruit l'État en communautés souveraines de petites tailles (2.1.2). Nous verrons que la décentralisation en résulterait une incapacité à opérer des changements réels sur le plan global d'un point de vue social ou environnemental (2.1.2.1). Aussi, cette critique remet en question le caractère soi-disant intrinsèque entre les communautés éco-anarchistes et les valeurs environnementales (2.1.2.2). Enfin, j'exposerai les arguments qui soutiennent que les communautés éco-anarchistes risquent de développer un esprit de clocher (2.1.2.3).

Dans la deuxième section, j'aborderai les critiques qui s'attaquent au biorégionalisme (2.2). La première critique met en lumière les aspects problématiques d'une métaphysique qui placerait erronément la nature en si haute estime en lui attribuant des caractéristiques qu'elle n'aurait pas réellement (2.2.1). La deuxième critique que je présenterai soulève les problèmes sous-jacents à la conception de la biorégion (2.2.2). Après, j'exposerai avec les arguments qui font ressortir les failles d'un localisme aussi rigide que celui promu par la théorie biorégionale (2.2.3), particulièrement en ce qui a trait à l'impératif de l'autarcie (2.2.3.1) et au localisme sociopolitique et culturel (2.2.3.2). Cette section se conclura avec une remise en question des liens présumés entre le biorégionalisme et les modes de vie et cultures autochtones (2.2.4).

Le chapitre se terminera avec une exposition des critiques qui ont été formulées envers l'écologie sociale (2.3). Dans cette section, nous verrons que la première critique qui entre dans ce registre est *une ontologie problématique* (2.3.1). Cette critique se scinde en trois sous-critiques, qui tirent toutes leur source dans la réhabilitation du modernisme Bookchin. Celle-ci aurait hérité des défauts du modernisme, qui se manifesteraient dans 3 sphères : le rationalisme (2.3.1.1), une vision traditionnellement masculine (2.3.1.2) et l'anthropocentrisme (2.3.1.3). Cette section se finira sur une exposition de la critique du confédéralisme foncièrement étatique (2.3.2).

2.1. Les critiques adressées à l'éco-anarchisme

2.1.1. La critique étatiste : l'abolition de l'État... réellement nécessaire?

Si l'éco-anarchisme évite le piège qui consisterait à prendre pour acquise la nécessité de l'État en ce qui a trait à la lutte aux changements climatiques, il doit faire face à ceux qui attaquent les modèles anti-étatistes, d'une part en faisant ressortir les faiblesses de ces modèles, de l'autre en défendant corps et âmes les modèles étatiques verts. Les arguments qui s'attaquent à l'antiétatisme et les arguments qui, à l'inverse, mettent en lumière la pertinence de l'étatisme dans les théories politiques vertes sont les deux visages de la critique étatiste¹⁴⁹.

La critique étatiste arrive invariablement au même constat : ce serait la transformation de l'État – et non son l'abolition – qui serait une solution plus adéquate afin lutter contre le changement climatique¹⁵⁰. Inversement, selon Stewart Davidson, les effets de la critique étatiste auraient été tellement retentissants qu'ils auraient, pour plusieurs, donné le coup de grâce à l'éco-anarchisme, en lui faisant perdre sa crédibilité en tant qu'alternative à l'étatisme¹⁵¹.

Pour John Barry, le postulat anarchiste qui soutient que l'État et les institutions qui le composent sont essentiellement des structures de domination injustifiées est nuisible, car il efface les possibles gains environnementaux que les États pourraient nous garantir¹⁵². L'auteur soutient que ce postulat n'aurait que des fondations empiriquement faibles et serait

¹⁴⁹ À ce sujet, je reprends la terminologie de Stewart Davidson, qui emploie le terme "statist critic" pour parler de la critique étatiste. À ce sujet, voir : Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ».

¹⁵⁰ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 78.

¹⁵¹ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 47.

¹⁵² Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 81.

basé sur une analyse qui ne se limiterait qu'aux défauts des États. En effet, cette analyse serait empreinte d'une ignorance en ce qui a trait à la capacité des États modernes à coopérer afin d'instaurer des politiques environnementales efficaces¹⁵³. On y comprend que Barry critique davantage les éco-anarchismes forts, pour lesquels l'antiétatisme est plus prononcé. Enfin, il met en lumière une imprécision de la part des auteur.es éco-anarchistes. Reprenant les propos de Marius de Geus, il souligne que ce n'est pas l'interventionnisme propre à l'État qui est critiqué par l'éco-anarchisme, mais bien la centralisation¹⁵⁴. Il s'ensuit que l'éco-anarchisme conserverait une certaine cohérence en abandonnant sa critique de l'État tout en conservant sa critique de la centralisation.

Un autre argument pour soutenir cette critique est avancé par John S. Dryzek et Christian Hunold. Pour eux, l'éco-anarchisme aurait la prétention d'être applicable qu'importe la localisation, l'époque ou l'histoire¹⁵⁵. Cette conception idéalisée et « acontextuelle » de l'antiétatisme se rapprocherait davantage d'une généralisation abusive que d'une solution miracle. Face à l'analyse réductrice de l'étatisme produite par le corpus éco-anarchiste – qui ferait ressortir certaines failles intrinsèques à l'État, peu importe sa grosseur, sa localisation, sa bienveillance, etc. – ces auteurs soutiennent que l'appareil étatique est nécessaire afin de faire face aux changements climatiques, mais que son importance est relative au contexte géographique, historique et sociopolitique d'une société donnée¹⁵⁶. Il n'y aurait pas de recette miracle, mais on ne pourrait douter de la pertinence potentielle de l'État.

Giorel Curran argumente que les anarchistes ont la fâcheuse habitude d'ignorer à quel point l'État providence a historiquement servi de contre-pouvoir au libre marché en instaurant des politiques visant à responsabiliser les entreprises privées¹⁵⁷. Avec le temps, les États n'auraient qu'amélioré leur capacité à implanter des stratégies et des incitatifs visant à encourager les entreprises privées à réduire leur empreinte écologique. À l'inverse, l'interventionnisme propre à l'État serait difficilement reproductible dans un système antiétatiste. Ces mécanismes qui visent à modifier les comportements des entreprises privées peuvent aussi être appliqués à des États pollueurs. Considérant l'interdépendance

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ De Geus, M. (2003), *Democracy and Green Political Thought*. dans Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 93.

¹⁵⁵ Dryzek, J. S. et C. Hunold (2002), « Green Political Theory and the State ». p. 19.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 88.

des États modernes, un État qui ne respecterait pas les standards internationaux entourant la lutte aux changements climatiques ou qui, plus largement, brimerait certains droits humains fondamentaux, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, pourrait subir des moyens de pressions économiques ou militaires de la part d'autres États. Cela servirait à contraindre ce premier à modifier ses comportements nocifs. En somme, une grave erreur serait commise en fermant les yeux devant ce pouvoir qu'ont les États modernes de modifier les pratiques des entreprises privées et des États pollueurs.

2.1.2. Un problème de taille : les dangers de la décentralisation

La seconde critique porte sur les risques du morcèlement politique souhaité par les éco-anarchistes. Pour les tenant.es de cette critique, la décentralisation telle que théorisée par l'éco-anarchisme pourrait mener à des conséquences désastreuses sur le plan écologique, démocratique et humain. Olsen l'exprime ainsi : « le petit est laid comme il peut être beau [car] prôner une “balkanisation pour tous.tes” indifférenciée [...] est tout simplement erroné »¹⁵⁸.

Plus précisément, Damian White fournit une liste non exhaustive des limites rencontrées par quiconque promeut un système alternatif qui se voudrait localiste et décentralisé. Ces limites devraient nous alerter sur les risques de considérer la communauté locale comme le point de départ de toute stratégie visant à remplacer le système politique et économique actuel :

Les sociétés post-industrielles de plus en plus marquées par des identités sociales fluides et un haut degré de mobilité géographique ; les difficultés de relocalisation des économies façonnées et dépendantes d'une division régionale, nationale et internationale du travail ; [...] les limites des économies très complexes soumises de manière crédible à un contrôle ex ante détaillé par la démocratie directe.¹⁵⁹

Outre ces risques, la présente critique s'est surtout construite autour de trois arguments¹⁶⁰. Le premier argument porte sur l'incapacité des communautés éco-anarchistes

¹⁵⁸ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 80.

¹⁵⁹ White, D. (1998), « Considering the politics of social ecology ». p. 183.

¹⁶⁰ Si plusieurs auteur.ices mobilisé.es dans les sections suivantes se sont attaqués à une branche de l'éco-anarchisme en particulier, j'ai pris la liberté de généraliser leurs propos quand je considérais que leurs

à opérer des changements réels sur le plan global en ce qui a trait à la lutte aux changements climatiques (2.1.2.1). Le deuxième argument met en lumière le manque de soutiens empirique et théorique sur la prémisse qui assume le caractère automatiquement environnemental des communautés décentralisées (2.1.2.2). Enfin, le troisième argument propre à cette critique porte sur le fait que l'instauration de communautés éco-anarchistes pourrait ouvrir la porte à un esprit de clocher qui serait désastreux autant du point de vue environnemental que du point de vue humain (2.1.2.3). Ces arguments représentent tous, en un sens, un certain manque de garantie : un manque de garantie face à l'efficacité face à la lutte aux changements climatiques, ainsi qu'un manque de garantie face au maintien des valeurs démocratiques et environnementales des communautés éco-anarchistes. Enfin, il est primordial de souligner que ces arguments ont aussi été utilisés pour attaquer l'antiétatisme de l'éco-anarchisme.

2.1.2.1. Sur l'incapacité à opérer des changements réels sur le plan global

Un argument qui ressort plus d'une fois afin d'attaquer les théories qui prônent l'autonomie politique de communautés ou de municipalités de petite taille porte sur leur incapacité à exercer une influence notable à l'extérieur de leurs frontières¹⁶¹. Cette influence serait nécessaire afin de promouvoir des politiques environnementales ou coordonner des efforts communs de réductions de GES, par exemple. Curran considère que les sociétés localistes manquent d'efficacité pour faire face à la nature mondiale de la crise environnementale¹⁶². Si les communautés éco-anarchistes peuvent prétendre être en mesure de mettre sur pied des sociétés vertes, c'est seulement au prix d'une impuissance à influencer les sociétés qui n'ont pas l'intention de poser des actions qui freineraient les changements climatiques. Vu leur désir de localiser l'économie autant que possible, il est convenu que les communautés éco-anarchistes auraient un arsenal de moyens de pression tellement faible que celui-ci serait tout sauf efficace. Cette critique serait supportée par un autre point, qui porte sur l'absence de théorisation quant aux mécanismes institutionnels qui garantiraient une coopération efficace au niveau supra-communautaire serait inexistante : « la défense éco-anarchiste de la souveraineté locale ne fournit aucune reconnaissance

critiques valaient pour l'éco-anarchisme en général.

¹⁶¹ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 75.

¹⁶² *Ibid.*

institutionnelle ferme des différentes couches de la communauté sociale et écologique [...] au-delà du niveau de la communauté locale »¹⁶³. À titre d'exemple, le potentiel d'une coopération sur la scène internationale en ce qui a trait aux changements climatiques serait presque totalement ignoré dans les théories éco-anarchistes. Or, cette faiblesse ne se limite pas au niveau international. Que ce soit à la plus petite échelle possible ou à l'échelle mondiale, le problème reste le même : la coopération entre les communautés est affectée par le désir éco-anarchiste de décentraliser le pouvoir et le redonner aux mains des communautés locales. Curran reprend Jane Mansbridge afin de faire ressortir cette limite inhérente à la dévolution du pouvoir, conçu comme le « problème du pouvoir »¹⁶⁴. Ce problème se résume ainsi : « les caractéristiques qui rendent les petits groupes si efficaces pour développer la solidarité et une agentivité significative chez leurs membres les rendent également moins efficaces pour prendre ou influencer des décisions spécifiques à grande échelle »¹⁶⁵. Face à ces limites, Curran rappelle l'importance d'une « compréhension [...] de la centralité du pouvoir dans l'équation du changement social »¹⁶⁶ qui se détacherait d'une analyse du pouvoir comme n'étant qu'un « instrument de coercition et de contrôle »¹⁶⁷. Le biorégionalisme s'est particulièrement fait critiquer sur ce point, considérant qu'il promeut une autonomie politique, une autarcie et un localisme particulièrement prononcé. Pour les tenant.es de la présente critique, l'approche qu'ont les biorégionalistes face aux changements climatiques serait incomplète parce qu'elle se penche uniquement sur la crise climatique d'un point de vue local, en oubliant qu'elle est un problème mondial¹⁶⁸.

Robert Goodin supporte la présente critique en faisant ressortir un problème inhérent à la multiplication du nombre de communautés existantes. Pour lui, logiquement, plus on a de communautés, plus une entente commune – par exemple en ce qui aurait trait à la mise en place d'une politique de taxe carbone – risque d'être difficile à atteindre, puisque nous augmentons le nombre de parties ayant leur mot à dire sur un sujet donné et devant

¹⁶³ Eckersley, R. (1992), *Environmentalism and political theory*, dans Dobson, A. (2007), *Green Political Thought*. p. 100.

¹⁶⁴ Mansbridge, J. J. (1986), *Why we lost the ERA*, dans Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 86.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 84.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 90.

¹⁶⁸ Wapner, P. (1996), « Politics Beyond the State: Environmental Activism and World Civic Politics », dans Taylor, B. (2000), « Bioregionalism: An Ethics of Loyalty to Place ». p. 63.

donner leur accord¹⁶⁹. Non seulement un accord commun serait difficilement atteint, il semble aussi évident qu'il y aurait un problème de représentation, puisque le poids de chaque communauté deviendrait si marginal en relatif au nombre élevé de membres que ses intérêts risqueraient d'être ignoré.

Un dernier argument supportant la présente critique apparaît dans la littérature, celui-ci mettant en lumière la contrainte temporelle propre à la crise climatique. L'argument est simple : nous n'avons tout simplement pas le temps de nous attarder à remplacer notre système économique et politique. Pour Giorel Curran, la « démocratie directe décentralisée est irréalisable à court et moyen terme, même en supposant que la volonté y soit »¹⁷⁰. En ce qui a trait au biorégionalisme, en ne précisant pas combien de temps cela prendrait à former un monde purement biorégional, la composante temporelle du processus de la *biorégionalisation* de la planète n'est jamais vraiment prise en compte. Qu'on accepte la prémisse selon laquelle on doit absolument agir localement pour garantir un futur plus vert, cela n'empêcherait en rien le fait que l'établissement du biorégionalisme au niveau mondial est un processus qui pourrait beaucoup trop de temps¹⁷¹.

2.1.2.2. *Un anarchisme intrinsèquement environnementaliste?*

Le deuxième argument présent dans la littérature qui critique l'éco-anarchisme porte sur la conception de la communauté propre à ce type d'anarchisme. Il met en lumière les liens prétendument intrinsèques entre la communauté éco-anarchiste et les valeurs environnementales. Dans les mots de Giorel Curran, « l'affirmation selon laquelle une pratique plus participative [...] serait plus propice à privilégier les valeurs écologiques n'est pas aussi facilement défendable »¹⁷². L'auteur met en lumière l'absence de « lien direct entre l'autonomisation de la communauté locale et les valeurs vertes »¹⁷³. La participation citoyenne propre à un système décentralisé n'est pas seulement mue par des valeurs environnementales : elle peut être motivée par une myriade de valeurs, qui ne sont pas

¹⁶⁹ Goodin, R. E. (1992), *Green political theory*, dans Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 90.

¹⁷⁰ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 84.

¹⁷¹ Wapner, P. (1996), « Politics Beyond the State: Environmental Activism and World Civic Politics », dans Taylor, B. (2000), « Bioregionalism: An Ethics of Loyalty to Place ». p. 70.

¹⁷² Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 76.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 74.

toutes aussi élégantes les unes les autres¹⁷⁴.

2.1.2.3. Les risques de l'esprit de clocher

L'argument de l'esprit de clocher se résume ainsi : une communauté – en ayant la volonté d'être autarcique et ayant plus ou moins envie de collaborer avec les autres communautés – pourrait développer une sorte d'esprit de clocher, voir se transformer en communauté avec un régime totalitaire. Même en admettant que les éco-anarchistes, les biorégionalistes et les adeptes de l'écologie sociale fussent propulsés par des intentions et des motivations loin du chauvinisme sur le plan social et démocratique, trop peu, voire aucun mécanisme social et politique n'est théorisé afin d'éviter les risques que les communautés tendent vers l'éco-autoritarisme. Cet argument met en lumière des considérations qui ont trait autant aux relations intracommunautaires qu'aux relations entre les communautés. Pour analyser cet argument, je me pencherai sur les attaques qui ont été faites envers les deux branches de l'éco-anarchisme qui nous intéressent. Commençons par explorer les arguments qui tentent de ternir le biorégionalisme, pour ensuite explorer les arguments qui s'attaquent à l'écologie sociale.

En ce qui a trait aux relations intracommunautaires dans un modèle biorégionaliste, il existerait une myriade de risques non négligeables qu'une communauté tende vers une homogénéisation de la population, ce qui pourrait faire en sorte que les individus qui sortent des normes se voient ostracisés, et même expulsés de la communauté. Selon Barry, ce danger pourrait se matérialiser à travers des biorégions composées uniquement de coreligionnaire¹⁷⁵, ce qui était une proposition faite par certains biorégionalistes. En lien avec les valeurs fondatrices d'une biorégion, notant que Kirkpatrick Sale reste ouvert quant à la possibilité de celles-ci de diverger du modèle anarchiste, Andrew Dobson cite Sale afin de nous convaincre qu'au sein même de la théorie biorégionale, des valeurs comme la justice, la démocratie et la liberté sont surrogatoires : « [les biorégions ne vont pas] se construire sur les valeurs de la démocratie, l'égalité, la liberté, la justice et d'autres desiderata similaires »¹⁷⁶. Pour exemplifier son propos, une communauté pourrait très bien

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 77.

¹⁷⁵ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 89.

¹⁷⁶ Sale, K. (1984), *Mother of All: An Introduction to Bioregionalism: Third Annual E. F. Schumacher Lectures*, dans Dobson, A. (2007), *Green Political Thought*. p. 94.

mettre des valeurs telles que la justice ou l'égalité des chances comme moins importantes que le respect de la nature. Sur le plan plus pragmatique, Bron Taylor reprend l'argument d'Andrew Schmookler, qui considère que de manière générale, le biorégionalisme ne fournit aucun outil ou mécanisme permettant d'éviter les dérives autoritaires. Ainsi, le biorégionalisme « offre peu d'antidote aux abus de pouvoir par des élites égoïstes »¹⁷⁷ et serait donc « ouvert à l'établissement de communautés non libérales, étouffantes et antidémocratiques »¹⁷⁸.

Barry note un problème en particulier : la manière dont Sale théorise les conflits internes est franchement dangereuse¹⁷⁹. Tout d'abord, Sale est contre toute forme d'intervention extracommunautaire pour ce qui est de régler ces types de conflits. Cela signifie qu'il n'existerait aucun tiers externe ayant comme mission d'encourager l'adoption d'une solution impartiale et juste. Pour Sale, une solution prétendument naturelle serait de scinder le territoire, ou même de repousser la partie minoritaire du conflit à l'extérieur des frontières d'une communauté déjà établie¹⁸⁰. Pour Barry, cette méthode ne tient pas la route, puisque potentiellement tout territoire serait déjà occupé par une communauté biorégionale. Ces communautés, n'ayant aucun tiers externe leur imposant l'accueil des personnes expropriées, n'auraient aucune obligation d'accepter celles-ci. Enfin, Barry conclut que « [le] recours à la fission du territoire et à la relocalisation est surprenant compte tenu du lien fort établi entre l'identité communautaire et personnelle et le territoire »¹⁸¹. En effet, la finalité est un de sac : une division du territoire modifierait grandement l'identité des membres d'une communauté, et une expropriation de certains membres mettrait un terme au développement identitaire profond que ceux-ci auraient développé avec leur territoire initial.

Par rapport aux arguments qui se penchent sur les risques liés aux relations intercommunautaires dans la théorie biorégionale, tout d'abord, des doutes subsistent sur la place des immigrants, ou de toute personne qui souhaiterait voyager, faire du tourisme, traverser les frontières et même les personnes qui n'auraient pas encore développé une

¹⁷⁷ Schmookler, A. B. (1995), *The parable of the tribes*, dans Taylor, B. (2000), « Bioregionalism: An Ethics of Loyalty to Place ». p. 62.

¹⁷⁸ Brennan, A. et Y.-S. Lo (2022), « Environmental Ethics ».

¹⁷⁹ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 87.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ *Ibid.* p. 88.

connexion intense avec la biorégion¹⁸². À cet égard, certain.es biorégionalistes considèrent que tout ce qui a trait à l'échange culturel devrait être « découragé [puisque] destructeur de l'enracinement et de la spécificité communautaire »¹⁸³. Jonathan Olsen met en lumière la place limitée de la diversité culturelle dans la théorie biorégionale, en soulignant que les biorégionalistes accordent une grande importance au lieu de naissance d'une personne, qui devrait connaître la biologie, les traditions et l'histoire de son territoire¹⁸⁴. Les biorégionalistes, même armé.es des meilleures intentions, n'offriraient aucun mécanisme concret pour garantir que des valeurs d'inclusivité et d'ouverture à l'Autre régissent les rapports entre les différentes biorégions et les personnes provenant de différentes biorégions¹⁸⁵. Sur ce point, Dan Deudney considère le biorégionalisme ouvrirait la porte à plus de conflits causés par des divergences sur le plan identitaire¹⁸⁶ alors que pour Greg Sharzer argue qu'il augmenterait les risques de conflits armés quant à la distribution des ressources naturelles¹⁸⁷. Même si Sale soutient que les risques sont élevés « des réseaux de communication entre toutes les communautés »¹⁸⁸ voient le jour, Barry demeure critique et pense que cela se rapproche davantage d'une intuition que d'un mécanisme concret qui garantirait une ouverture à la différence et une paix interbiorégionale¹⁸⁹.

Michael E. Zimmerman va même jusqu'à proposer l'existence d'un équivalent nazi du biorégionalisme, qui insisterait sur « le lien intrinsèque entre le paysage et les mœurs, les coutumes, les chants et les pratiques des différentes tribus allemandes »¹⁹⁰. Son argument se base sur une comparaison entre le biorégionalisme et l'appropriation de certains principes de l'écologie par des regroupements d'extrêmes droite. Cette comparaison révélerait un taux alarmant de similitudes. Jonathan Olsen, dans *The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany*, démontre comment le cadre théorique de l'environnementalisme d'extrême droite, autrefois présent en Allemagne chez

¹⁸² Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 80.

¹⁸³ Mills, S. (1981), « Planetary Passions: A Reverent Anarchy », dans Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 87.

¹⁸⁴ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 80.

¹⁸⁵ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 89.

¹⁸⁶ Deudney, D. (1995), « In Search of Gaian Politics: Earth Religion's Challenge to Modern Western Civilization ». p. 294.

¹⁸⁷ Sharzer, G. (2012), *No local*. p. 53.

¹⁸⁸ Sale, K. (1985), *Dwellers in the land*. p. 66.

¹⁸⁹ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 89.

¹⁹⁰ Zimmerman, M. E. (1995), « The Threat of Ecofascism ». p. 217.

le parti “Independent Ecologists of Germany”, rappelle étrangement la métaphysique du biorégionalisme : « dans ce cadre théorique, la culture, l'ethnicité et l'identité nationale sont considérées comme des entités naturelles, organiques et “écologiques” »¹⁹¹. En outre, autant le biorégionalisme que l'environnementalisme d'extrême droite allemand nous encouragent à cultiver un rapport extrêmement intime avec l'environnement naturel du territoire qui nous entoure¹⁹². Les similitudes touchent aussi les politiques pour lesquelles le parti militait. En fait, elles sont à s'y méprendre avec les propositions biorégionales : « la résolution de la crise environnementale nécessite la dévolution du pouvoir politique à des *communautés culturelles* [mon italique] à petite échelle, organisées au niveau régional et écologiquement durables »¹⁹³. Pour conclure, Olsen étale 3 similarités essentielles entre le biorégionalisme et l'environnementalisme d'extrême droite :

1) la conviction commune au biorégionalisme et à l'écologie de droite qu'il existe des “lois de la nature” auxquelles l'être humain doit “se soumettre” ; 2) la croyance, dans certaines versions du biorégionalisme, que les mouvements ethniques séparatistes et nationalistes à travers le monde démontrent d'une manière ou d'une autre l'esprit biorégional (malgré, ou peut-être à cause des critiques des biorégionalistes contre l'État-nation contemporain); et 3) l'idée que le respect de ces “lois” naturelles implique le réenracinement [ou la réhabitation] des peuples dans des espaces particuliers qui leur sont naturels.¹⁹⁴

Olsen est tout de même conscient que le biorégionalisme tente de s'éloigner de l'extrême droite et de l'autoritarisme et de la xénophobie propre à ce courant politique¹⁹⁵. Or, de sérieux risques subsistent : ce n'est pas avec de bonnes intentions que l'on évite des dérives autoritaires, mais bien des mécanismes politiques et sociaux concrets.

Du côté de l'écologie sociale, les arguments qui portent sur les conflits et la justice intercommunautaires et intracommunautaires sont interconnectés. Pour Giorel Curran, « les relations communautaires internes et externes, à travers leurs principaux objectifs de communauté et d'inclusion, peuvent réprimer la différence et nier les identités différemment

¹⁹¹ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 79.

¹⁹² *Ibid.*, p. 80.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ *Ibid.*

constituées »¹⁹⁶. Pour Curran, ce sont précisément les mécanismes qui encouragent l'autonomie d'une communauté et la cohésion sociale à l'intérieur de celle-ci, comme « la taille, les valeurs partagées et les relations directes [ou même] une mentalité “nous et eux” »¹⁹⁷, qui risqueraient d'éroder les relations entre les communautés¹⁹⁸. C'est ainsi que l'on arrive à un point où il existerait invariablement « des incompatibilités apparentes entre les principes de communauté et les principes d'autonomie »¹⁹⁹. Pourquoi ces principes sont-ils incompatibles? Parce qu'ils seraient propulsés par deux éthiques incompatibles : une éthique du consensus d'une part et une éthique de la souveraineté et de l'autonomie de l'autre²⁰⁰. Alors que le biorégionalisme met clairement l'autonomie et l'autodétermination au-dessus du consensus intercommunautaire, l'écologie sociale tenterait de se tenir entre ces deux éthiques. Cela dit, en essayant de promouvoir ces deux éthiques simultanément, Bookchin ferait faux pas : un choix est à faire, puisqu'en pratique, l'une des deux éthiques l'emporterait sur l'autre. Selon Curran, cela « met en évidence la tension inhérente entre la communauté et l'autonomie, une tension qui n'est pas résolue de manière satisfaisante par l'éco-anarchisme de Bookchin »²⁰¹.

Même si l'écologie sociale imitait le biorégionalisme en endossant clairement une éthique du consensus, Clark souligne qu'une communauté pourrait avoir des problèmes au niveau de la participation politique, ce qui rendrait inutiles les intentions de représentativité propre à la démocratie directe. Il souligne les risques suivants :

Il faut reconnaître que l'exercice du pouvoir [...] crée un potentiel considérable de satisfactions égoïstes et de comportements de recherche de pouvoir au sein de ces instances. Il existe des possibilités de domination des assemblées par des participants attirés par la prise de parole en public, le débat, les manœuvres politiques et la compétition. Les gratifications de l'ego que certains retirent du fait de façonner la prise de décision, d'avoir une influence sur les autres et de se distinguer devant un public ne sont pas des menaces insignifiantes pour les processus véritablement démocratiques et communautaires. En outre, il est probable que des personnes ayant de tels penchants soient représentées de manière disproportionnée dans les assemblées où, comme le concèdent Bookchin et Biehl,

¹⁹⁶ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 69.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 68.

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 69.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 70.

²⁰¹ *Ibid.*

une majorité considérable de citoyens pourraient ne pas participer du tout.²⁰²

Avec ce passage, Clark souligne que la démocratie participative n'est pas exempte de défauts et qu'une cohésion interne exemplaire n'est pas immunisée contre les risques d'une certaine domination politique. Le type de démocratie promu par Bookchin et Biehl pourrait convenir davantage à un certain type de personnes, qui se verrait davantage écouté, suivi, et dont les idées façonneraient plus la communauté que les idées des autres membres.

En ce qui a trait aux relations intercommunautaires, Curran souligne qu'il existe un flou dans la théorie de l'écologie sociale quant aux mécanismes qui assureraient une coopération intercommunautaire saine et efficace²⁰³ et des doutes résident quant à la manière dont Bookchin pense la résolution de conflit, autant à l'intérieur des communautés qu'entre elles²⁰⁴.

2.2. Les critiques adressées au biorégionalisme

2.2.1. La nature comme déterminant culturel, sociopolitique et éthique principal : la critique de la nature déterminante

Chez les biorégionalistes, les lois de la nature sont perçues comme ayant la capacité de nous guider politiquement, culturellement, économiquement, socialement et moralement. Dans les mots de Barry, les biorégionalistes considéreraient « l'ordre social et écologique [comme étant] à certains égards "prépolitique" »²⁰⁵. Or, pour Donald Alexander, si la nature peut nous informer sur un grand nombre de choses, elle n'a aucunement le pouvoir de nous indiquer la manière dont nous devrions concevoir des politiques ou une éthique particulières²⁰⁶. Pour le dire autrement, la capacité qu'elle aurait à nous éclairer sur des considérations normatives est beaucoup plus restreinte que ce que croiraient les biorégionalistes. Jonathan Olsen argue dans le même sens, insistant sur le fait que les biorégionalistes n'étaleraient pas de manière suffisante les arguments qui supporte la thèse

²⁰² Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology ». p. 77.

²⁰³ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 71.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 70.

²⁰⁵ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 89.

²⁰⁶ Alexander, D. (1990), « Bioregionalism ». p. 169.

selon laquelle la nature a des propriétés épistémiques et normatives inestimables²⁰⁷. Pareillement, pour Bron Taylor, les biorégionalistes opèrent une sorte de subordination de la culture par la nature qui ne fait aucun sens : nous n'avons qu'à analyser la conceptualisation de la biorégion afin de nous en convaincre. Si en fin de compte, ce sont les habitant.es d'une biorégion qui en déterminent l'étendue, cela ne fait que prouver que la nature n'a pas toujours le dernier mot par rapport à la culture, qui est ici matérialisé à travers les frontières sociales que des habitant.es d'une biorégion décideraient d'établir afin de délimiter leur biorégion²⁰⁸.

Lev Chernyi est tout autant critique de la vision déformée de la nature qu'auraient les biorégionalistes. Il souligne que le biorégionalisme entre dans une contradiction nette lorsque la théorie nous invite à voir la nature comme une sorte de déesse, tout en nous proposant de voir les humains comme ses « sujets » : d'un côté, on encouragerait l'autodétermination et l'absence d'autorité et de domination, de l'autre, on élève la nature à un tel point qu'elle exerce une sorte d'autorité épistémique et normative. Dans ses propres mots :

Nous ne sommes pas dans une relation hiérarchique avec la nature, conçue comme un Autre, ni avec un dieu ou une déesse de la nature que nous devons à notre tour être forcés (ou moralement obligés) de servir, d'adorer et d'obéir. Cette réification de la nature et de notre relation avec elle est inexcusable, en particulier pour les théoriciens ayant une quelconque orientation libertaire.²⁰⁹

Cette contradiction rendrait l'identification du biorégionalisme avec les théories éco-anarchistes difficile à soutenir. Comment justifier ce genre de domination de la nature si l'on se situe contre toute forme de domination?

2.2.2. La faiblesse conceptuelle de la biorégion

Si notre désenchantement de la nature est en cause dans les maux de notre ère, le biorégionalisme se positionne en faveur d'une « réhabilitation » du monde qui passe par le territoire, défini en tant que biorégion. Cela dit, pour plusieurs, ce dernier concept n'est pas

²⁰⁷ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 80.

²⁰⁸ Taylor, B. (2000), « Bioregionalism: An Ethics of Loyalty to Place ». p. 62.

²⁰⁹ Chernyi, L. (1986), « The bioregional vision – far-sighted or myopic? ». p. 8.

sans faille. Je présenterai trois arguments qui supportent la critique de la faiblesse conceptuelle de la biorégion.

Premièrement, comme nous l'avons vu, Dodge présente les différents critères utilisés afin d'établir les frontières d'une biorégion²¹⁰. Ces critères, nous dit-il, entrent parfois en compétition les uns les autres. Or, autant pour Dodge que pour Sale, cela ne serait pas un problème, puisqu'en fin de compte, la délimitation du territoire revient aux habitant.es de la biorégion. Toutefois, plusieurs ont argué que cela était bel et bien un problème. Bron Taylor considère même que cette faille théorique – l'incompatibilité de certains critères les uns aux autres et le caractère imprécis des frontières biorégionales – est la plus problématique du biorégionalisme²¹¹. Donald Alexander argue similairement, soutenant qu'il existe plusieurs failles conceptuelles irréparables à l'intérieur du concept de la biorégion, en raison du fait que les critères de détermination de la biorégion entrent en compétition les uns les autres, jusqu'à devenir mutuellement exclusifs²¹². Pour appuyer cet argument, Alexander nous fait part de ces exemples : « le bassin versant d'une rivière peut donner une biorégion longue et étroite, le changement biotique [...] englobe généralement plusieurs bassins versants, et l'utilisation de l'altitude peut donner encore un autre type de biorégion »²¹³. Joel Kovel présente une critique similaire, considérant que certaines précisions terminologiques et conceptuelles sont préalables à l'établissement d'une biorégion, si cet établissement est souhaitable²¹⁴.

Deuxièmement, si la délimitation de la biorégion pose problème, certain.es auteur.ices doutent carrément de l'utilité du concept même²¹⁵. En vérité, il n'aurait pas su prouver son importance esthétique, phénoménologique, morale ou même politique : « un souci passionné de certains aspects de l'environnement peut systématiquement être lié à l'indifférence à l'égard des biorégions en soi »²¹⁶. Illustrons ce propos : en quoi la biorégion importe-t-elle si une personne ressent une connexion intime avec l'océan Atlantique? Une

²¹⁰ Rappelons que pour l'auteur, les frontières ne sont pas des lignes claires et précises qui rappellerait la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Dodge soutient, en quelque sorte, que la frontière devrait être conceptualisée comme une variable continue, à l'inverse d'une variable discrète.

²¹¹ Taylor, B. (2000), « Bioregionalism: An Ethics of Loyalty to Place ». p. 61.

²¹² Alexander, D. (1990), « Bioregionalism ». p.167. L'auteur reprend la critique dans Alexander, D. (1996), « Bioregionalism: The Need for a Firmer Theoretical Foundation ».

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ Kovel, J. (2007), *The enemy of nature*. p. 192.

²¹⁵ Brennan, A. (1998), « Bioregionalism - a Misplaced Project? », p. 227.

²¹⁶ *Ibid.*

aurore boréale? La mer Noire? Les rocheuses canadiennes? Tout compte fait, notre appréciation esthétique et notre expérience phénoménologique des entités environnementales semblent indépendantes du concept de la biorégion. Mais quand est-il du politique? La biorégion peut-elle nous éclairer sur ces points? Comme nous l'avons vu au premier chapitre, Sale considère que la biorégion nous donnerait une communauté de bonne taille pour que le pouvoir soit entre les mains du peuple. Plus largement, Sale pense aussi que la taille est le concept le plus important à la mise en place d'une nouvelle société²¹⁷. À cela, Lev Chernyi répond que Sale prend le problème à l'envers : « le pouvoir (la hiérarchie ou l'autorité) est un paramètre plus fondamental [...] et en réalité, le paramètre de la taille tend à être lié au niveau de pouvoir [...] en tant que variable largement dépendante »²¹⁸. Dit autrement : la petite taille des communautés doit être causée par le fait que sa population a le pouvoir à portée de main, et non le contraire. En fin de compte, le fait que la biorégion soit de petite taille ne serait d'aucune importance tant que le pouvoir n'est pas directement et équitablement accessible à la population. Si la biorégion n'est d'aucune utilité politique, sociale et culturelle, ne serait-elle pas au moins un levier, un moyen pour que la population retourne à ses sources naturelles? Rosalind Williams nous rappelle que nous ne sommes pas que des *dwellers in the land* et que notre identité se lie à une « conscience raciale, linguistique, religieuse, de classe et historique [et que] ces autres sources de notre identité ne relèvent en aucun cas de frontières géographiques »²¹⁹. Si la nature peut nous éclairer sur le plan identitaire, l'identité n'est pas limitée à notre rapport à celle-ci.

Finalement, Alexander mobilise les géographes J. Lewis Robinson et William Westfall pour soutenir la thèse que le concept de la région naturelle est un mythe²²⁰. Sans pour autant discréditer totalement l'utilité du concept de région, les deux géographes s'entendent pour dire que celui-ci est incontestablement un construit social. Ce qui expliquerait en partie le fait que Sale et Dodge reconnaissent qu'en fin de compte, la délimitation d'une biorégion est une tâche qui revient dans les mains des habitant.es d'une

²¹⁷ Sale, K. (1985), *Dwellers in the land*, dans Chernyi, L. (1986), « The bioregional vision – far-sighted or myopic? ». p. 9.

²¹⁸ Chernyi, L. (1986), « The bioregional vision – far-sighted or myopic? ». p. 9.

²¹⁹ Williams, R. (1985), « Earth Mother Knows Best (review of *Dwellers in the Land*) », dans Alexander, D. (1990), « Bioregionalism ». p. 167.

²²⁰ Robinson, J. L. (1983), *Concepts and themes in the regional geography of Canada*. et Westfall, W. (1980), « On the Concept of Region in Canadian History and Literature », dans Alexander, D. (1990), « Bioregionalism ». p. 167-168.

communauté. Si la nature est un guide qui nous indiquerait les frontières d'une biorégion, sa fiabilité est remise en question. Dès lors, on voit mal la valeur ajouter du concept de biorégion face au concept de région.

2.2.3. Un localisme trop rigide?

Afin de résumer la prochaine critique, il importe de faire ressortir le texte de Richard Evanoff, qui reprend les idées de Joseph P. Dudley :

L'accent mis par le biorégionalisme sur le localisme a été critiqué au motif qu'il peut conduire à l'autarcie économique, à l'isolationnisme politique et à l'esprit de clocher culturel, avec une incapacité correspondante à résoudre efficacement les problèmes environnementaux mondiaux.²²¹

Nous voyons donc que le localisme particulièrement prononcé du biorégionalisme serait à l'origine de plusieurs de ses failles²²². Un localisme de la sorte n'est pas seulement une peur sans fondement réel : Olsen considère qu'en lisant attentivement la littérature biorégionale, nous pouvons constater que la porte reste grande ouverte face aux risques que les communautés biorégionales soient hermétiquement fermées sur elles-mêmes²²³. À cela, Joel Kovel souligne qu'une fermeture de ce genre irait littéralement à l'opposé des tendances socio-économiques contemporaines, tendances qui mettent en lumière l'interdépendance des populations entre elles²²⁴. Dans les sections qui suivent, je me pencherai plus particulièrement sur les failles du localisme économique du biorégionalisme, pour ensuite passer aux défauts du localisme sociopolitique.

2.2.3.1. Les failles de l'impératif de l'autarcie

L'impératif de l'autarcie représente un des aspects les plus controversés du

²²¹ Evanoff, R. (2017), « Bioregionalism: A Brief Introduction and Overview », p. 61.

²²² Le localisme rigide du biorégionalisme est intimement relié au risque de l'esprit de clocher (voir 2.1.2.3) et la critique de l'incapacité à opérer des changements au niveau global (voir 2.1.2.1).

Cela dit, cette propension à un localisme prononcé serait en grande partie propulsé par le désir des biorégionalistes de « réhabiter » la Nature, vue comme la source qui pourrait guérir les maux de notre époque. Cette critique est donc en partie dépendante de la critiques de la Nature déterminante (2.1.1).

²²³ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany », p. 80.

²²⁴ Kovel, J. (2007), *The enemy of nature*. p. 192.

biorégionalisme. Pour Barry, cette idée selon laquelle toutes les biorégions devraient viser l'autarcie à tout prix laisse place à un mode de vie basé sur la survie pour certaines communautés : « une interprétation extrême serait que les biorégions et les communautés pauvres en ressources doivent simplement survivre et prospérer du mieux qu'elles peuvent par elles-mêmes, sans aucun (ou avec peu) de transferts externes »²²⁵. Un.e biorégionaliste pourrait avancer que les personnes qui vivent dans des régions peu fertiles, pauvres en ressources naturelles, etc. n'ont qu'à vivre modestement, à l'image des ressources offertes par leur environnement naturel local²²⁶.

Qu'en est-il de la redistribution des ressources à l'échelle mondiale? Le communautarisme propre au biorégionalisme, couplé avec la croyance que toute biorégion devrait être autarcique et autonome, nous mène à penser que le biorégionalisme répond à cette question sans considération réelle. Barry souligne que « les transferts, qu'ils soient commerciaux ou caritatifs, peuvent compromettre le caractère distinctif des communautés biorégionales, puisque leur identité en tant que communauté est liée à la façon dont elles vivent et utilisent "leur" écosystème, par opposition à ceux des autres »²²⁷. Dès lors, l'autarcie n'a pas seulement une fonction économique : elle a aussi une fonction identitaire. Ce faisant, une économie poussée à une échelle supra-biorégionale comporterait des coûts sociaux reliés à l'identité des biorégions. Pourtant, la littérature sur le sujet irait dans le sens contraire, puisque « la redistribution des ressources à travers la planète [est] un élément central de toute théorie de la justice distributive mondiale qui se voudrait verte ou respectueuse de l'environnement »²²⁸. Si le biorégionalisme expose l'importance de l'autarcie et d'une économie locale ainsi que son impact sur l'empreinte environnementale d'une communauté quelconque, ce serait au détriment d'une analyse attentive de ses impacts sur la justice distributive, elle-même intimement liée à la justice environnementale.

Greg Sharzer met en lumière d'autres problèmes qui surviendraient à la suite de l'instauration d'une économie biorégionale. À ces dires, ce type d'économie serait « incroyablement inefficace et aggraverait les inégalités »²²⁹ et « ne tiendrait pas compte

²²⁵ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 87.

²²⁶ On voit tout de suite le lien entre cette critique et la critique de la Nature déterminante (voir 2.2.1), puisque les biorégionalistes considèrent que nous devons nous laisser guider par la Nature. Si celle-ci prescrit un mode de vie qui s'approche de la survie, nous devrions s'y plier.

²²⁷ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 86.

²²⁸ *Ibid.*

²²⁹ Sharzer, G. (2012), *No local*. p. 53.

des complexités du développement humain »²³⁰. La reproduction des industries contemporaines à petites échelles serait impossible, ce qui rendrait grandement improbable notre capacité à accommoder les communautés en ce qui a trait à leur besoin en technologies avancées²³¹. L'impératif de l'autarcie, selon certain.es, ne serait tout simplement pas possible sur une planète surpeuplée²³². Kovel nous met en garde avec un discours similaire, soulignant des risques tels que « les pertes de chaleur d'une multitude de sites dispersés, le gaspillage de ressources rares, la reproduction inutile de l'effort et l'appauvrissement culturel »²³³. De plus, Kovel doute de la capacité de chaque biorégion de fournir suffisamment d'énergie pour elle-même²³⁴. Enfin, Sharzer souligne que le biorégionalisme ne répond aucunement aux considérations qui portent sur la redistribution équitable des lieux de vie et qui touchent la manière dont les terres occupées seront utilisées²³⁵. Il serait utopique de croire que les terres qui sont des propriétés privées deviendraient magiquement des propriétés communes aux habitant.es d'une biorégion²³⁶.

2.2.3.2. Les failles du localisme sociopolitique et culturel

Mis à part le localisme économique propre au biorégionalisme qui se manifeste à travers l'impératif de l'autarcie, les biorégionalistes encouragent un localisme sociopolitique particulièrement prononcé. Pour Brennan et Lo, le désir de cohésion social des biorégionalistes a des intentions nobles, mais cache un certain coût, qui se paie avec « une individualité et une affirmation de soi réduites »²³⁷. Pour ces auteurs, une caractéristique primordiale du développement humain est totalement écartée du biorégionalisme : l'exil²³⁸. Pour eux, l'exil est nécessaire pour plusieurs personnes afin de former leur propre personne²³⁹. En résumé, la théorie du biorégionalisme oublierait de prendre en considération le fait que « les notions de séparation, de segmentation et

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ *Ibid.*

²³² Brennan, A. et Y.-S. Lo (2022), « Environmental Ethics ».

²³³ Kovel, J. (2007), *The enemy of nature*.

²³⁴ *Ibid.*, p. 193.

²³⁵ Sharzer, G. (2012), *No local*.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ Brennan, A. et N. Y.-S. Lo (2010), *Understanding environmental philosophy*. p. 93.

²³⁸ *Ibid.* p. 93. Rappelons au passage que le fait que la théorie ne soit pas précise sur les questions d'émigration et d'immigration donne de la force aux propos des auteurs.

²³⁹ *Ibid.*

d'affirmation de soi sont au cœur de nombreuses idées sur le développement de soi et l'acquisition d'un caractère moral »²⁴⁰.

Sale vante le localisme communautaire sur virtuellement tous les fronts. Nonobstant, Alexander considère qu'une analyse de l'histoire nous convainc de ne pas voir le localisme d'un aussi bon œil que Sale²⁴¹. Au contraire, autant les sociologues que les anthropologues auraient produit une littérature qui démontre l'aptitude des communautés dont Sale vante les mérites à faire preuve de méchanceté et être prompts à des conflits²⁴². Ces dangers, selon Brennan, seraient particulièrement prononcés sous une forme spécifique de biorégionalisme, qu'il nomme le "homely bioregionalism"²⁴³. Ce type de biorégionalisme, en confondant le concept de la « maison » ou de « lieu d'habitation » avec celui de la « place », attribue à l'environnement local une importance capitale, obstruant du même mouvement l'importance des environnements externes à une biorégion quelconque :

Trop mettre l'accent sur la région, le village ou la patrie [...] réduit la valeur et la reconnaissance des autres dimensions de notre résidence dans le monde. Trop d'absorption dans le village ou la région menace une sorte de nationalisme régional qui pourrait nous aveugler sur le fait que nous habitons également un univers plus large de lieux et de personnes.²⁴⁴

Ce faisant, le "homely bioregionalism" accentuerait les risques d'esprit de clocher déjà explorés à la section 2.1.2.3. Sur ce sujet, Brennan et Lo considèrent que vanter unilatéralement les bienfaits sociaux des petites communautés localistes est fallacieux : « toutes les petites communautés locales ne sont pas des lieux où la réalisation de soi humaine ou naturelle est facilement atteinte »²⁴⁵. Dès lors, notons que le localisme rigide propre au biorégionalisme, qu'il soit économique, politique ou social, mènerait à un aveuglement face au « le message fondamental de la science écologique... que la terre est la seule biorégion intégrale, et que la "patrie" de tous les humains est la planète entière

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ Alexander, D. (1990), « Bioregionalism ». p. 166.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ Brennan, A. (1998), « Bioregionalism - a Misplaced Project? ». Dans ce texte, Brennan fait ressortir les défauts du "homely bioregionalism". Pour l'auteur, la mauvaise reprise du concept postmoderne de la « maison » serait pragmatiquement inaccessible, en plus d'être inutile afin de contrer le dénis de la biorégion (qui se définit par le manque de reconnaissance de notre environnement local).

²⁴⁴ *Ibid.* p. 232.

²⁴⁵ Brennan, A. et N. Y.-S. Lo (2010), *Understanding environmental philosophy*. p. 93.

plutôt qu'un morceau de celle-ci »²⁴⁶.

2.2.4. Biorégionalisme et cultures autochtones, un mariage arrangé?

Comme mentionné au chapitre 1, la théorie biorégionale tire explicitement certaines influences des cultures autochtones. Or, se pourrait-il que l'appréciation des biorégionalistes envers les peuples autochtones soit fondée sur certains aspects qui dépeignent mal ces cultures? Le biorégionalisme exagèrerait-il les similitudes existantes entre un mode de vie biorégionale et les modes de vie autochtones ? La critique présente soutient que le biorégionalisme serait inaccordable avec certaines cultures autochtones, en plus de pousser trop loin la comparaison entre le mode de vie biorégional et les modes de vie autochtones.

À ce sujet, Alexander fournit un exemple qui illustre l'incompatibilité entre le biorégionalisme et certaines cultures autochtones :

Il n'y a rien dans la biorégion des Grands Lacs qui dicte que les gens doivent cultiver du maïs; les sols et le climat le permettent, tout simplement. Les Iroquois et les Hurons cultivaient du maïs ; pas les Mississauga. *Un groupe suivait-il une pratique plus authentiquement biorégionale qu'un autre* [mon italique]?²⁴⁷

Sur papier, le biorégionalisme défend que des territoires similaires devraient mener à des modes de vie relativement similaires, considérant que la nature aurait la capacité de nous indiquer quel mode de vie adopter. Cependant, le mode de vie des cultures autochtones, bien qu'ancrées dans une relation beaucoup plus intime avec la nature que le mode de vie occidental que nous connaissons, semble avoir été plus adaptatif, voire contingent, que les biorégionalistes semblent penser²⁴⁸, contournant de ce fait largement le déterminisme environnemental théorisé par les biorégionalistes. Alexander présente l'exemple des peuples iroquois, qui ont appris des techniques agricoles de certaines cultures autochtones du Sud²⁴⁹. Ce cas de figure, parmi tant d'autres, démontrerait que la diffusion de la culture est un phénomène « constant tout au long de l'histoire humaine, et entre en

²⁴⁶ Deudney, D. (1995), « In Search of Gaian Politics: Earth Religion's Challenge to Modern Western Civilization », dans Taylor, B. (2000), « Bioregionalism: An Ethics of Loyalty to Place ». p. 63.

²⁴⁷ Alexander, D. (1996), « Bioregionalism: The Need for a Firmer Theoretical Foundation ». p. 4.

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

contradiction avec les interprétations plus essentialistes du biorégionalisme »²⁵⁰. Il démontrerait aussi que ce ne sont pas toutes les cultures autochtones qui avaient une vision statique et localisée de la culture, considérant qu'elles ne percevaient pas nécessairement la diffusion de la culture comme un danger face à leur identité, comme le feraient certains biorégionalistes.

Un autre argument qui soutiendrait la présente critique concerne les peuples nomades. Ceux-ci n'ont aucune place réservée dans la théorie. Alexander soutient que certaines communautés autochtones ne sont pas installées sur des territoires en particulier : le nomadisme a fait et fait encore partie intégrante de leur mode de vie²⁵¹. Stephen Frenkel y voit un aveuglement encore plus large de la part des biorégionalistes. Pour le critique, le biorégionalisme passerait sous le tapis le fait que des réalités sociales comme la hiérarchisation sociale, la guerre ou le nomadisme sont autant d'éléments qui devraient être considérés comme « traditionnels » à certaines cultures autochtones, au même titre que le rapport intime à la nature, le troc ou une métaphysique spirituelle : « une telle confiance aveugle des modes de vie autochtones est en contradiction avec les objectifs sociaux du biorégionalisme d'une autodétermination non hiérarchique »²⁵².

Si la théorie biorégionale n'est pas exempte d'angle mort, nous verrons dans la section suivante que l'écologie sociale a aussi encaissé quelques coups.

2.3. Les critiques adressées à l'écologie sociale

2.3.1. Une ontologie problématique

La première critique de l'écologie sociale a trait à son ontologie. Cette critique s'exprime à travers deux stratégies. La première, celle de Carter, consiste à rejeter celle-ci en bloc, considérant que « le renversement conceptuel de Bookchin ne parvient pas [...] à établir que la “domination de la nature” par l'homme soit le produit de la domination de l'homme par l'homme »²⁵³. Le manque de support empirique, par exemple, serait un des éléments qui rendent ce renversement conceptuel trop bancal pour être admis.

Cette attitude n'a pas été nécessaire pour d'autres auteurs, qui ont adopté un

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? » p. 294.

²⁵³ Carter, A. (1999), *A radical green political theory*. p. 356.

autre type de stratégie : critiquer le cadre d'analyse bookchinien en mettant en lumière ses failles internes. Ces dernières tireraient leur source du fait que Bookchin théorise l'écologie sociale en s'inspirant explicitement du modernisme. En essayant d'en tirer le meilleur, il aurait aussi puisé dans ses caractéristiques problématiques : un rationalisme, une vision typiquement masculine et un anthropocentrisme qui font en sorte que l'écologie sociale entre directement en contradiction avec ses propres intentions.

2.3.1.1. Un rationalisme problématique

Le rationalisme propre à Bookchin, pour certains, est problématique en soi, et non seulement à travers sa reprise par la critique de l'anthropocentrisme (2.3.1.3). Pour Julie Beauté, le rationalisme de Bookchin est poursuivi par « la tradition occidentale rationaliste et de ses aspects colonialistes »²⁵⁴. Val Plumwood offre une critique très similaire à celle de Julie Beauté. Selon elle, la raison bookchinienne se situerait dans un dualisme raison-esprit, dualisme qui serait un des vestiges de la philosophie des Lumières et de l'humanisme de ces temps²⁵⁵. Ce passage de Beauté explique parfaitement cette critique et ses principaux problèmes :

En maintenant en outre le rôle de la raison comme base de l'identité humaine et comme justification de sa supériorité sur la nature, Bookchin ignore ostentatoirement bien des critiques – notamment environnementales, féministes ou postcoloniales – de la rationalité occidentale, qui montrent pourtant que l'hégémonie de la raison, conçue comme radicalement distincte du corps, implique un réseau de dualismes interconnectés qui polarisent les différences en opposant le supérieur et l'inférieur.²⁵⁶

Il s'ensuit que « l'écologie sociale ne parvient pas à désamorcer le mythe principal du progrès et les autres idéologies qui entourent le colonialisme »²⁵⁷. Pour ne prendre qu'un exemple pour supporter le propos de Beauté, le progrès technologique est central à l'écologie sociale. En effet, Bookchin théorise notre rapport au travail essentiellement

²⁵⁴ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? ». p. 5.

²⁵⁵ Plumwood, V. (1993), *Feminism and the mastery of nature*. p. 15.

²⁵⁶ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? ». p. 5.

²⁵⁷ *Ibid.*

autour du progrès technologique, qui ouvrirait la porte à une nouvelle manière de vivre : une vie où le travail ne serait pas au centre de notre quotidien. Le progrès technologique, de plus, est une stratégie embrassée par Bookchin afin de faire face à la crise environnementale : l'auteur est particulièrement technophile par rapport aux technologies « vertes » comme la voiture électrique, l'éolienne ou le panneau solaire.

Or, le problème ne s'arrête pas là. Historiquement, la raison a souvent été utilisée comme élément explicatif de la domination de l'homme sur la femme, au même niveau que la domination de l'homme sur les animaux non humains²⁵⁸. Dès lors, le rationalisme propre au modernisme est la faiblesse principale de l'utilisation du modernisme par Bookchin, duquel découlent deux failles additionnelles, la vision traditionnellement masculine – qui met à l'écart la vision non masculine – et l'anthropocentrisme de l'écologie sociale.

2.3.1.2. Sur la vision traditionnellement masculine propre à l'écologie sociale

Pour Clark et Curran, une vision traditionnellement masculine gangrène le municipalisme libertaire de Bookchin et de Biehl et devrait donc être revisitée. Une incompréhension des thèses féministes ainsi qu'une théorisation dualiste et foncièrement masculine de la démocratie participative et de la citoyenneté seraient en cause. Une dichotomisation entre la raison et l'émotion donnerait suite à une hiérarchisation. Suivant la tradition moderniste, sans surprise, la raison et ses facultés – la délibération rationnelle, l'autoréflexivité, etc. – l'emportent sur l'émotion, un point sur lequel Clark se penche. Il souligne que Biehl rejette le rôle de l'émotion dans la charge politique des citoyens d'une communauté²⁵⁹. Pour Biehl et Bookchin, la sphère publique doit être organisée en usant des facultés de la raison, alors que l'émotion et une de ses manifestations sociales principales – celle du Care – devraient être limitées à la sphère privée²⁶⁰. Biehl et Bookchin verraient même l'implantation du Care dans la pratique du politique comme une menace à l'intégrité de celui-ci²⁶¹. Ce faisant, iels auraient « perpétué à bien des égards une conception masculine traditionnelle de l'individualité, avec son ego autonome et ses limites d'ego

²⁵⁸ À ce sujet, voir : Zarka, Y. C. (2018), « Le féminisme brouillé » ; de Fontenay, É. (2009), « L'Homme et l'animal ».

²⁵⁹ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology ». p. 67.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ *Ibid.*

rigidement définies »²⁶². Si la vision traditionnellement masculine du politique infecte la conceptualisation de la démocratie participative de Bookchin et de Biehl, Clark met en lumière le fait que ces auteur.ices tombent dans le piège qui consiste à considérer que les rapports sociaux peuvent être théorisés suivant un certain formalisme, comme si nous pouvions extraire les rapports sociaux des éléments qui ont trait à l'identité d'une personne. Ce formalisme nous rappelle la façon dont John Rawls applique le voile de l'ignorance. Bookchin et Biehl souhaitent voir des relations directes, considérant la proximité temporelle et spatiale comme nécessaire à la pratique politique démocratique. Curran souligne que ce prérequis politique n'est pas fondé²⁶³, puisqu'ils ne prennent pas en compte le fait que les interactions sociales passent par le filtre de notre individualité. Cette individualité pourrait être biaisée par mille et un facteurs, qu'ils soient des privilèges, une socialisation particulière ou une neurodivergence. Clark argumente dans le même sens, soutenant qu'aucun rapport social n'a la capacité de s'abstraire du filtre propre à chaque individu qui est constitué de l'ensemble de ces éléments identitaires et sociaux²⁶⁴.

2.3.1.3. Sur l'anthropocentrisme propre à l'écologie sociale

L'écologie sociale est critiquée d'être anthropocentrée en misant sur une hiérarchisation du règne animal²⁶⁵. Pour une théorie qui se positionne contre toute forme de hiérarchie et de domination injustifiée possible, cela nécessite une justification. Cela dit, cette justification n'aurait jamais vu le jour, et mène à un échec à « reconnaître une notion de différence humaine non liée à la hiérarchie »²⁶⁶. Les animaux non humains n'occupent pas une grande place dans la littérature de l'écologie sociale, et quand elle y est, ce n'est pas pour faire valoir leurs droits ou souligner la domination de l'humain sur l'animal non humain : ce dernier est utilisé pour démontrer la supériorité de l'humain sur la nature²⁶⁷. Comme nous avons vu au premier chapitre, l'humain, à l'aide de la raison, peut agir en gestionnaire et architecte de la nature, même s'il n'est pas conçu comme étant séparé d'elle.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 75.

²⁶⁴ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology ». p. 66.

²⁶⁵ Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology ». p. 192.

²⁶⁶ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? ». p. 5.

²⁶⁷ Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology ». p. 192.

Les animaux non humains sont, la plupart du temps, instrumentalisés afin de soutenir cette thèse. D'ailleurs, David Waller fait ressortir le fait que Bookchin hiérarchise la souffrance vécue par les animaux humains et non humains, la première étant plus condamnable que la deuxième²⁶⁸. Beauté présente des arguments similaires, soulignant qu'en « suivant une logique de différenciation »²⁶⁹, Bookchin tente fermement de démontrer à quel point l'humain se situerait de surplomb sur les animaux non humains. Cependant, pour l'autrice, « l'éthologie animale tend à contredire fermement »²⁷⁰ les différents critères de différenciations que Bookchin use afin de prouver son point, soit celui de souligner « la place dite extraordinaire de l'humanité dans la nature »²⁷¹. Pour Waller, les défenseur.es de l'écologie sociale opèrent une sorte de sélection conceptuelle qui n'aurait rien d'impartial, puisqu'ils mettent en valeur les attributs de la conscience humaine qui aurait une certaine valeur du point de vue moral tout en ne scrutant pas les attributs des animaux non humains auxquels on devrait attribuer une valeur morale²⁷². La sentience en est un exemple. Pareillement, Steven Best souligne que la manière dont les sensibilités autres que la raison sont tassées du revers de la main « nous laisse avec quelque chose de très près du positivisme qui considère tous les domaines d'expérience non vérifiables comme littéralement dénués de sens »²⁷³.

C'est donc un manque de cohérence interne que David Waller met en lumière en soulignant que « [le] manque d'intérêt pour les questions de droits des animaux, de bien-être animal et de végétarisme [...] est incompatible avec [...] les programmes pratiques et les fondements philosophiques de l'écologie sociale »²⁷⁴. Pour Plumwood, c'est en limitant le politique et la domination à l'espèce humaine que l'écologie social fait faux pas : notre rapport aux animaux non humains est tout aussi politique²⁷⁵. Julie Beauté argue dans le même sens, notant qu'on ne peut prétendre situer le politique dans la nature, comme le fait Bookchin, tout en ignorant la domination humaine sur la nature qui se manifeste à travers la

²⁶⁸ Bookchin, M. (1982), *The Ecology of Freedom: The Emergence and Dissolution of Hierarchy*, dans Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology ». p. 193.

²⁶⁹ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? », p. 4.

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology ». p. 192.

²⁷³ Best, S. (1998), « MURRAY BOOKCHIN'S THEORY OF SOCIAL ECOLOGY: An Appraisal of "The Ecology of Freedom" ». p. 350.

²⁷⁴ Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology ». p. 187.

²⁷⁵ Plumwood, V. (1993), *Feminism and the mastery of nature*. p. 17.

domination et l'exploitation injustifiée des animaux non humains²⁷⁶. Tout cela nous mènerait à la responsabilité d'inclure les animaux non humains dans le projet de l'écologie sociale qui vise l'émancipation de la domination. Ne pas se raviser sur cette question « trahirait à la fois le plaidoyer de l'écologie sociale en faveur de l'évolution et son engagement à démasquer les multiples visages de l'hégémonie »²⁷⁷.

2.3.2. Un communalisme foncièrement étatique

La deuxième critique portée spécifiquement à l'écologie sociale réside dans une conséquence inattendue du communalisme bookchinien : ne serait-il qu'un État maquillé? En d'autres mots, y aurait-il tellement de traces de l'État qui résideraient dans le modèle communaliste promu par l'écologie sociale que... cela reviendrait sensiblement au même?

C'est dans ce sens qu'argue Barry. À ses dires, « les connotations contractuelles et juridico-constitutionnelles du confédéralisme sont plus généralement associées au discours et à la pratique libérale »²⁷⁸, ce qui éloignerait l'écologie sociale de l'éco-anarchisme. De plus, Bookchin théoriserait le confédéralisme de telle sorte qu'il serait cohérent avec « une analyse wébérienne traditionnelle d'une entité politique étatique »²⁷⁹. Barry est aussi dubitatif face au rôle que Bookchin réserve au conseil confédéré, qui pourrait potentiellement être beaucoup plus présent dans la vie politique des communautés qu'anticipé²⁸⁰ : « le pouvoir politique est partagé plutôt que complètement dévolu aux niveaux locaux, [...] ce qui pourrait surplomber une autonomie communale complète à la manière de l'anarchisme pur ou du biorégionalisme »²⁸¹. Ces considérations l'apportent à conclure que « l'agenda municipal libertaire [...] est plus conforme à un projet politique visant à démocratiser l'État et la société civile qu'à abolir l'État »²⁸².

2.4. Conclusion

Ce chapitre avec comme projet d'offrir un panorama des critiques qui s'attaquent à

²⁷⁶ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? ». p. 5.

²⁷⁷ Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology ». p. 195.

²⁷⁸ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 92.

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ *Ibid.*, p. 93.

²⁸² *Ibid.*

l'éco-anarchisme ainsi qu'à nos deux cobayes, le biorégionalisme et l'écologie sociale. La plupart des auteurs et autrices n'ont pas retenu leurs coups : la pertinence et la cohérence de l'éco-anarchisme ne font manifestement pas l'unanimité chez les expert.es.

On pourrait croire que ces critiques affaiblissent l'éco-anarchisme. Or, ma thèse est tout autre : l'analyse de ces critiques et leurs réponses peuvent nous mener à une version plus robuste de l'éco-anarchisme. Dans le chapitre qui suit, je tracerai la ligne entre les critiques qui ne font pas réellement ressortir des faiblesses de l'éco-anarchisme – dans notre terminologie, celles qui « ratent la cible » – et les critiques qui font réellement ressortir des faiblesses de l'éco-anarchisme – celles qui « touchent la cible » – ce qui me permettra de proposer quelques recommandations. Ces recommandations, je l'espère, sauront rendre justice aux critiques tout en palliant les failles qu'elles auraient mises à nu.

Chapitre 3 – Analyse critique des arguments adressés à l'éco-anarchisme, au biorégionalisme et à l'écologie sociale

J'ai brossé un portrait des principales critiques visant certaines faiblesses des théories qui doivent servir de fondation à notre entreprise. Il s'agit maintenant de déterminer l'ampleur de ces critiques et surtout fournir des recommandations pour tenter de pallier les problèmes exposés. Suite à un triage des différentes critiques présentées, je partagerai mes recommandations qui auront pour objectif de rendre l'éco-anarchisme plus cohérent et plus robuste.

Tout d'abord, j'exposerai les critiques qui n'affectent pas – ou très peu – la crédibilité de l'éco-anarchisme (3.1). Parmi ces critiques, je compte la critique étatiste (3.1.1), qui contient certaines contradictions en lien avec l'argument du manque de garantie (3.1.1.1) et l'argument de l'esprit de clocher (3.1.1.2). Enfin, nous verrons que la critique de Barry, qui soutient que le communalisme de Bookchin est un avatar inutile de l'État, n'est pas valide (3.1.2), puisque le communalisme contient plusieurs caractéristiques qui le distinguent grandement l'État.

Ensuite, je dresserai une liste des critiques qui mettent en évidence des faiblesses de l'éco-anarchisme (3.2). Même si la critique étatiste n'a pas su démontrer la supériorité de l'étatisme face à l'éco-anarchisme en utilisant l'argument du manque de garantie, il n'en demeure pas moins que ce manque de garantie demeure un réel problème pour l'éco-anarchisme (3.2.1). Par la suite, nous verrons que l'éco-anarchisme, en se prétendant universel, est effectivement défaillant lorsqu'il offre une vision qui évacue les considérations contextuelles de son application (3.2.2). Puis, je reconnaitrai que l'ontologie de l'écologie sociale contient bel et bien des failles qui en affectent la crédibilité (3.2.3). Au final, j'admettrai que si le biorégionalisme s'est fait attaquer ardemment, ce n'est pas sans raison (3.2.4). En effet, à mon sens, le biorégionalisme offre une vision déformée de la nature (3.2.4.1), une théorisation imprécise de la biorégion (3.2.4.2), un localisme trop rigide (3.2.4.3) et une autochtonisation discutable (3.2.4.4).

Enfin, je formulerai des recommandations qui auront comme objectif de fournir des réponses satisfaisantes aux critiques de l'éco-anarchisme (3.3). La première recommandation principale porte sur l'importance d'instaurer dès que possible un réseau de coordination et de coopération intercommunautaire, possible dans l'éco-anarchisme de type

fédéraliste (3.3.1). À ce sujet, je considère que l'union entre ce type d'éco-anarchisme et un éco-anarchisme faible est une avenue des plus prometteuses, puisqu'elle fournit un éco-anarchisme réaliste, inclusif et adaptatif (3.3.1.1). La deuxième recommandation principale souligne que les apports théoriques de l'éco-féminisme – particulièrement, les apports du Care – permettent de répondre à plusieurs faiblesses qui pourraient s'immiscer dans l'éco-anarchisme (3.3.2), la principale étant la hiérarchisation conceptuelle (3.3.2.1). De plus, l'éco-féminisme ouvre la porte à une théorisation moins anthropocentrée, qui reconnaît l'importance d'inclure les animaux non humains dans notre théorisation de l'éco-anarchisme (3.3.2.2). La dernière recommandation principale est que l'éco-anarchisme devrait d'éloigner du biorégionalisme, puisque celui-ci ne survit pas aux critiques (3.3.3). Or, il aura permis de rappeler l'importance de nuancer le localisme (3.3.3.1) et d'entamer un rapprochement sérieux entre l'éco-anarchisme et l'anarcho-indigénisme (3.3.3.2).

3.1. Les critiques qui n'affectent pas la crédibilité de l'éco-anarchisme

3.1.1. La critique étatiste, une affaire de projection

La première critique qui rate la cible est la critique étatiste. Je reprends en grande partie les propos de Davidson dans son article *Ecoanarchism: A critical defence*. Pour l'auteur, la critique étatiste est un échec, car la plupart des arguments qui ont été mobilisés afin de démontrer les problèmes propres à l'antiétatisme peuvent aussi être adressés à l'étatisme²⁸³. Bien que sa critique de l'antiétatisme propre à l'éco-anarchisme soit pertinente et ouvre la porte à des réflexions intéressantes, la critique étatiste n'offre pas une défense assez robuste de l'étatisme pour en démontrer sa supériorité. Plusieurs arguments qui ont été mobilisés afin d'attaquer l'antiétatisme, le localisme et la décentralisation propre à l'éco-anarchisme se recourent. En effet, la majorité des arguments se basent sur un manque de garantie quant à l'efficacité des systèmes éco-anarchistes à faire face à la crise climatique, ainsi qu'au maintien des valeurs environnementales et démocratiques (voir sections 2.1.2, 2.1.2.1, 2.1.2.2 et 2.1.2.3). Si ces peurs sont parfois fondées, parfois exagérées, nous verrons que ce manque de garantie est tout aussi présent dans les modèles étatistes. Sans pour autant dire qu'ils n'ont aucun effet sur ce manque de garantie, cela

²⁸³ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ».

signifie que l'antiétatisme, le localisme *modéré* – j'y reviendrai plus tard – et la décentralisation ne sont pas les causes uniques de celui-ci.

3.1.1.1. L'argument du manque de garantie

Cette section vise à couvrir le manque de garantie sur l'efficacité des modèles anti-étatistes à faire face aux changements climatiques et le manque de garantie quant au maintien des valeurs environnementales. Si selon les tenant.es de la critique étatiste, les modèles sans État n'ont pas fait leurs preuves quant à leur capacité à lutter efficacement contre les changements climatiques, on pourrait rétorquer que les modèles étatistes ont amplement su nous démontrer leur incapacité à agir efficacement et de façon concertée pour faire face à la crise environnementale. Que l'on pense à l'échec de l'Accord de Paris sur le climat ou les tensions qui existent entre les pays du G7, la Russie et la Chine, l'étatisme n'est pas immunisé contre les impératifs économiques et électoraux et les différentes tensions géopolitiques qui freinent les efforts de collaboration internationale en matière de lutte aux changements climatiques. L'étatisme n'est pas non plus immunisé contre le problème qu'il projette sur les modèles antiétatistes, à savoir le manque d'instance centralisée supra-communautaire : en matière d'environnement, aucune instance supra-étatique n'a le pouvoir d'outrepasser la souveraineté des États. Dès lors, les étatistes vert.es²⁸⁴ opèreraient un double standard en demandant un niveau de garantie aux modèles éco-anarchistes qu'ils ne peuvent pas promettre elleux-mêmes :

Si des institutions “de type étatique” sont jugées nécessaires pour garantir que les écocommunautés adhèrent aux accords environnementaux, alors [...] un organisme mondial centralisé, semblable à un État, sera nécessaire pour contrôler les États individuels.²⁸⁵

Sur un autre ordre d'idée, l'État n'a-t-il pas la capacité d'appliquer des sanctions afin d'avoir une influence à l'extérieur de ses frontières, comme le souligne Curran? Face à l'éco-anarchisme, l'étatisme aurait comme principal avantage d'avoir à portée de main des sanctions de types coercitives. Cela dit, Davidson soutient que « les étatistes verts ont [...]

²⁸⁴ Terme employé pour décrire les personnes qui défend l'étatisme vert.

²⁸⁵ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 63.

exagéré la nécessité d'un organe fédéral doté de pouvoirs de coercition »²⁸⁶. J'argue dans le même sens que l'auteur : l'accès à certaines sanctions coercitives n'est pas une caractéristique qui garantit une utilisation de celles-ci, encore moins une utilisation juste, équitable et efficace.

Cela ne revient pas à dire que les communautés éco-anarchistes n'auraient pas à portée de main des sanctions de types non coercitives : théoriquement, les communautés pourraient démocratiquement décider d'utiliser des sanctions économiques – par exemple, des embargos, ou des boycotts – qui pourraient dissuader les communautés qui détruiraient la nature ou léseraient des droits humains de base. Cela dit, il est primordial de souligner que l'efficacité de ce type de sanction est en grande partie déterminée par la nécessité de coopérer entre les gouvernements, que ceux-ci prennent la forme d'États ou de communautés décentralisées²⁸⁷. À ce sujet, contrairement à ce que pensent les étatistes verts²⁸⁸, un niveau élevé de coopération « a de bonnes chances d'être considérable dans la vision écoanarchiste *fédéraliste* [mon italique] »²⁸⁹. Qui plus est, pour Davidson, la nécessité de coopérer serait encore plus importante entre les communautés qui souscrivent à ce type d'éco-anarchisme qu'entre les États :

Les limitations imposées aux communautés anarchistes en raison de leur ampleur augmenteraient en fait le besoin de coopération intercommunautaire, et favoriseraient ainsi l'application des types de sanctions intercommunautaires non coercitives et non obligatoires.²⁹⁰

On en comprend que l'éco-anarchisme mise sur la nécessité de coopérer entre les communautés davantage que sur un large éventail de sanction. La nécessité de coopérer entre les communautés comporte une force additionnelle : elle est un incitatif à respecter les normes admises entre les communautés²⁹¹. Dans une société sans État, une coopération efficace n'est viable qu'en présence d'un « réseau de normes, de valeurs communément admises et de pratiques acceptées, qui sont les éléments constitutifs de l'opinion

²⁸⁶ *Ibid.*, p. 47.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 62.

²⁸⁸ *Ibid.*, p. 64.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 62.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 64.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 62.

publique »²⁹². Pour Davidson, c'est principalement dans l'éco-anarchisme de type fédéraliste que ce réseau de normes peut être solide²⁹³. Dès lors, l'éco-anarchisme de type fédéraliste aurait comme force de dissuader plus efficacement les communautés à s'éloigner du réseau de normes admises que l'éco-anarchisme qui n'est pas de type fédéraliste.

Nonobstant, cette capacité à avoir à portée de main des sanctions efficaces est négativement affectée par une variable en particulier : un localisme économique trop rigide. Étatisme ou non, nous ne pouvons pas faire face aux défis des années à venir de manière compartimentée : « les problèmes contemporains du changement climatique [...] ne peuvent tout simplement pas être résolus de manière fiable par des actions par les nations (encore moins les biorégions) une à la fois ». Ce pour quoi Davidson considère que « l'appel à l'autarcie du biorégionalisme [a été] critiqué à juste titre par les étatistes »²⁹⁴. Par contre, pour que cette critique se vaille quant à l'éco-anarchisme, il faudrait avoir une vision caricaturée « de l'anarchisme comme étant une idéologie opposée à toute forme d'institution centralisée. [En d'autres mots,] il faudrait considérer l'autarcie comme un principe définissant l'anarchisme »²⁹⁵. Cette caricature, convenons-en, dépeint mal le projet réel de certains éco-anarchismes.

Cela démontre que si la nécessité de coopérer est un facteur crucial à ce sujet, cette nécessité ainsi que l'ampleur des effets d'une sanction quelconque sont déterminées par le niveau d'interdépendance entre les États ou les communautés. En d'autres mots, cela signifie que « plus le niveau d'autosuffisance est élevé, moins ces sanctions seront disponibles et efficaces »²⁹⁶. Par conséquent, s'il est vrai que « la nature transnationale des problèmes environnementaux nécessite une coopération au-delà du niveau de la petite écocommunauté autonome ou [...] de la biorégion »²⁹⁷, l'étatisme n'a pas su prouver l'incompatibilité entre ce type de coopération et les modèles anti-étatistes propres à l'éco-anarchisme.

La souveraineté des États fait en sorte que l'interventionnisme d'un État envers un autre n'arrive que dans des cas extrêmes. En revanche, si une coopération à l'internationale est aussi difficile à garantir, les États peuvent-ils au moins garantir un certain niveau

²⁹² *Ibid.*, p. 61.

²⁹³ *Ibid.*, p. 62.

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 62.

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 59.

²⁹⁶ *Ibid.*, p. 62.

²⁹⁷ *Ibid.*, p. 59.

d'efficacité dans leur propre territoire? Malheureusement pour les étatistes vert.es, l'étatisme ne peut se targuer d'être dans une meilleure position que l'éco-anarchisme. Si la démocratie représentative propre à l'étatisme permet d'élire de nouveaux élus à un intervalle qui se compte en quelques années en moyenne, cela ouvre tout de même la porte à un va-et-vient d'élus pro-environnements, l'étatisme n'est donc pas synonyme de stabilité. Dès lors, quand certains États arrivent à instaurer des politiques vertes avec succès, ces politiques peuvent disparaître aussi vite qu'elles sont apparues. Pour ne donner qu'un exemple, la Cour Suprême des États-Unis a voté un projet de loi le 30 juin 2022 visant à affaiblir considérablement le pouvoir de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis en ce qui a trait à sa capacité à instaurer des politiques vertes²⁹⁸. En bref, même quand un accord est atteint, qu'il soit interétatique ou intraétatique, Davidson nous rappelle que les modèles étatistes conservent « un important déficit de mise en œuvre sur la plupart des problèmes environnementaux »²⁹⁹.

Les étatistes vert.es voient généralement la démocratisation de l'État comme une bonne chose. Or, la démocratisation de l'État comporte un coût non négligeable : une diminution de la facilité avec laquelle la coordination peut se faire à l'intérieur de cet État³⁰⁰. Si Curran prône la centralisation du pouvoir, on ne peut oublier que cela revient davantage à un compromis qu'une victoire unilatérale : « les arguments qui soulignent que la coordination est facilitée [entre] les unités centralisées finissent involontairement par plaider en faveur d'une démocratie moins réactive »³⁰¹.

Le problème demeure similaire en ce qui a trait à la redistribution au niveau intraétatique parce qu'aucune garantie n'existe : « comme c'est le cas avec les communautés anarchistes, rien ne garantit non plus que les États s'engageront dans des politiques de distribution internes, du moins dans la mesure envisagée par les vert.es »³⁰². Or, les systèmes étatiques et centralisés ne sont pas systématiquement dotés d'instances qui permettent une coordination ou une redistribution exemplaire.

Si l'étatisme n'est pas la panacée que certain.es aimeraient voir, il est important de souligner que certaines communautés sans État savent montrer l'exemple face à la lutte aux

²⁹⁸ DEMOCRACY NOW! (1^{er} juillet 2022), « Supreme Court Ruling Sharply Limits EPA's Power to Combat Climate Crisis ».

²⁹⁹ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 63.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ *Ibid.*, p. 64.

³⁰² *Ibid.*, p. 63.

changements climatiques. Comme le souligne Brian Tokar :

Les mouvements progressistes enracinés localement ont depuis longtemps prouvé leur capacité à influencer des tendances sociales et politiques plus larges, que ce soit par la force de l'exemple, une pression politique concertée ou une résistance active au pouvoir centralisé.³⁰³

Par exemple, les activistes les plus efficaces, réprimées et ignorées du débat sont les communautés autochtones. Elles n'ont pas besoin de l'État pour protéger les cours d'eau, les forêts, se battre contre la déforestation. Elles sont parmi les groupes les plus touchés par les changements climatiques et les activités capitalistes, l'extractivisme, etc. Elles n'ont pas besoin de l'État pour s'organiser entre elles au niveau supra-communautaire, ou même pour résister à des attaques par les multinationales, qui sont souvent facilitées par les gouvernements ou dont les gouvernements ignorent volontairement. Enfin, elles se battent parfois directement contre l'État, comme ce fut le cas avec la résistance Wet'suwet'en³⁰⁴.

3.1.1.2. L'argument de l'esprit de clocher

La deuxième faiblesse des systèmes anti-étatistes serait leur propension à développer un certain esprit de clocher. Selon Curran, une communauté aurait tout avantage à inventer un bouc émissaire : un ennemi imaginaire qui ferait en sorte que la communauté se rassemble dans une lutte idéologique contre celui-ci³⁰⁵. Cela permettrait d'assurer « leur propre sécurité et cohésion »³⁰⁶. En revanche, cette stratégie augmenterait la propension des communautés à développer un esprit de clocher. Malheureusement, l'étatisme n'est pas mieux placé que l'éco-anarchisme. Que ce soit en théorie ou en pratique, les États ne font pas nécessairement preuve de plus de maturité face à l'utilisation de cette stratégie politique. Pensons aux États-Unis, qui ont un historique chargé de création d'un ennemi commun : le communisme, le Moyen-Orient, la Russie, etc.

Dans les faits, le manque de garantie sur ce point est pratiquement inévitable.

³⁰³ Tokar, B. (2019), « Think Globally, Act Locally? Opening Reflections for a GTI Forum ». p. 7.

³⁰⁴ À ce sujet, voir McCreary, T. et J. Turner (9 janvier 2019), « Did the Protests Work? The Wet'suwet'en Resistance One Year Later ».

³⁰⁵ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 68.

³⁰⁶ *Ibid.*

Comme le souligne Paterson : « aucune forme politique qui accepte la division du monde en différentes communautés ne peut garantir que toutes ces communautés sont démocratiques »³⁰⁷. Encore une fois, cette situation témoigne du double standard que les étatistes effectuent lorsqu'ils comparent l'éco-anarchisme et les modèles étatistes : alors que les écoanarchistes ont le fardeau de la preuve quant à la démonstration que des écocommunautés ne développeraient pas un esprit de clocher, les États n'ont pas à faire cette démonstration. Cela dit, nous n'avons jamais été aussi près d'une guerre nucléaire depuis la guerre froide³⁰⁸ et il est évident que plusieurs États autour de la planète font preuve de totalitarisme et de fermeture sur le monde.

Si des auteur.ices ont souligné l'importance de l'étatisme et des moyens de pression qu'il offre, on voit que ces moyens de pression peuvent même donner lieu à une escalade guerrière. Même en acceptant la proposition selon laquelle les modèles anti-étatistes ont plus de chance de développer un esprit de clocher, il serait possible de contre-argumenter en soulignant que si les chances sont moindres pour les modèles étatistes, quand un esprit de clocher s'installe solidement, il peut causer des conflits internes ou externes de beaucoup plus grandes envergures. Les répercussions d'un conflit entre certaines communautés ne sont aucunement comparables aux répercussions entre les États les plus puissants du globe, et affectent malheureusement plusieurs États et communautés qui n'ont rien à voir avec ces conflits, particulièrement sur le plan économique. Si le localisme n'est pas un remède absolu et contient des failles qui lui sont propres, il permet au moins de réduire les chocs causés par les déboires des États qui sont au sein d'un conflit et dont une grande partie de l'économie mondiale pourrait dépendre.

L'argument n'est pas de dire que les risques d'esprit de clocher sont nuls dans les modèles anti-étatistes. L'argument est que la proposition selon laquelle les risques sont aggravés dans les modèles sans État n'a pas *assez* fait ses preuves pour discréditer ces modèles et en démontrer leur infériorité. Tout compte fait, cette critique s'adresse autant aux modèles étatistes qu'aux modèles anti-étatistes et décentralisés : « l'objection selon laquelle les communautés à petite échelle pourraient être trop paroissiales pourrait tout

³⁰⁷ Paterson, M. (1999), « Green Political Strategy and the State », dans Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 62-63.

³⁰⁸ DEMOCRACY NOW! (13 juin 2022), « SIPRI Warns Risk of Nuclear War Is Highest Since the Cold War ».

aussi bien être une accusation portée contre les États souverains »³⁰⁹.

3.1.2. Des distinctions fondamentales entre le communalisme et les modèles étatistes

Le présent point porte sur la critique de Barry au point 2.3.2. J'insiste sur l'importance de distinguer les formes de démocraties habituellement associées avec l'étatisme – la démocratie représentative actuellement en place dans les États modernes³¹⁰ – face aux formes de démocraties directes et participatives théorisées par le municipalisme libertaire. S'il en existe d'autres, soulever quatre points de divergences principaux entre l'étatisme et le communalisme de Bookchin est suffisant à la présente démonstration.

Le premier point de divergence porte sur la proximité des citoyen.nes face au pouvoir. La démocratie participative et directe permet une proximité au pouvoir tout autre que celle engendrée par la démocratie représentative, puisque les citoyen.nes peuvent s'exprimer directement sur une panoplie d'enjeux. Le deuxième point de divergence porte sur le processus électif et la liberté des représentant.es des intérêts du peuple. D'un côté, on élit un.e représentant.e qui a comme but de faire valoir les intérêts des citoyen.nes à travers un système de démocratie directe et participative. La personne élue n'a aucun pouvoir à proprement parler, autre que celui de répéter le plus exactement possible ce qui a été convenu en assemblée générale. De l'autre côté, la plupart du temps, on élit un.e représentant.e à travers un vote anonyme aux urnes, qui demeure plusieurs années au pouvoir. De plus, cette personne a une marge de manœuvre beaucoup plus grande dans son interprétation de la volonté des citoyen.nes qu'elle représente. Le troisième point de divergence porte sur les relations entre les États et les relations entre les communautés. À travers le communalisme, des communautés peuvent s'agglomérer à la commune des communes – pour reprendre le terme de Bookchin – avec le temps, et ce, beaucoup plus fluidement et rapidement qu'entre différents États. Par ce fait, le territoire couvert par une confédération s'adapte en fonction des communes qui s'y joignent. Si la précision quant au territoire qu'un État couvre lui donne une certaine stabilité, le caractère évolutif du modèle confédéral de l'écologie sociale lui permet une adaptabilité accrue. Le dernier point de

³⁰⁹ Paterson, M. (1999), « Green Political Strategy and the State », dans Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 63.

³¹⁰ L'État moderne est évidemment protéiforme et aucun État identique n'existe, ce qui complexifie la présente analyse comparative. Pour faciliter cette tâche, je prends comme modèle l'État tel qu'administré en Amérique du Nord.

divergence touche le projet du communalisme. Celui-ci, à travers le municipalisme libertaire, vise une transformation sociale radicale³¹¹ et s'attaque explicitement à certains enjeux sociaux, alors que le but premier d'un État est son auto-préservation. Dès lors, la confédération est davantage un mouvement qu'une institution fixe.

En bref, comparer un système confédéral du style qui est promu par Bookchin au modèle étatiste s'approche davantage d'une mauvaise comparaison que d'un commentaire qui fait ressortir de réelles similitudes.

3.2. Toucher la cible : les critiques qui font ressortir des failles de l'éco-anarchisme

Si plusieurs critiques adressées à l'éco-anarchisme au sens le plus large ratent la cible ou ne font qu'effleurer des faiblesses de ce type d'anarchisme, nous verrons que d'autres critiques, plus subtiles, sont beaucoup plus justes. S'il n'est pas nécessaire de répéter les arguments déjà présentés au chapitre précédent, il semble qu'un certain triage demeure nécessaire afin de nous éclairer sur les recommandations que je fournirai à l'éco-anarchisme afin de départager ce qui, dans celui-ci, peut être laissé intact et ce qui au contraire demande une profonde révision. Cela nous conduit, dans le présent chapitre, à exposer un certain nombre d'arguments additionnels d'auteurs qui serviront à renforcer nos positionnements³¹².

3.2.1. Pile ou face : le problème du manque de garantie

Si la critique du manque de garantie n'arrive pas à démontrer la supériorité des modèles étatistes face aux modèles anti-étatistes, ni à diaboliser la décentralisation et le localisme, cette critique n'est toutefois pas dénuée d'intérêt³¹³. Si un manque de garantie est toujours présent, il est certainement contrôlable à certains égards.

³¹¹ Onfray, M. (2012), *L'ordre libertaire*. p. 66.

³¹² Il est important de noter que les deux branches qui nous intéressent répondent parfois de manière similaire à une même critique, parfois de manière divergente. Il est aussi possible qu'elles soient affectées différemment par une même critique. Si une séparation rigide entre les critiques qui ratent la cible et les critiques qui font ressortir des faiblesses de l'éco-anarchisme était nécessaire à une organisation du texte structurée, il est évident que certaines critiques qui ratent la cible ne la ratent parfois pas totalement. De plus, certaines critiques qui font ressortir des faiblesses des approches étudiées ne sont pas toutes équivalentes.

³¹³ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 59-61.

3.2.2. Les faiblesses d'une approche qui se veut universelle

Je considère que la critique de l'éco-anarchisme de John S. Dryzek et Christian Hunold touche la cible. Cette critique, rappelons-le, porte sur le manque de considération face aux paramètres qui ont trait au contexte. Il est problématique d'affirmer que cette voie est la bonne, peu importe la localisation, le contexte sociopolitique ou le contexte historique. Cela dit, je considère que l'éco-anarchisme fort souffre plus de cette critique que l'éco-anarchisme faible. Affirmer sans exception que l'État cause les maux sociaux et environnementaux manque de nuances. De plus, la position de l'éco-anarchisme fort fait en sorte que travailler à l'intérieur de l'État devient une contradiction claire, et ce, même s'il s'avère urgent de travailler sur tous les fronts possibles. Cela ne revient pas à dire que tous les fronts s'équivalent : il serait naïf d'ignorer les outils déjà disponibles au sein des États.

3.2.3. L'ontologie de l'écologie sociale : entre patriarcat, spécisme et colonialisme

Je considère que les auteur.ices ont amplement démontrés que la réappropriation du modernisme opérée par Bookchin est problématique, que celle-ci s'incarne dans son ontologie ou dans sa conceptualisation de la pratique du politique. Pour une philosophie qui se veut inclusive et qui tente de fustiger toute forme de domination, il semble naturel de vouloir se défaire – autant que possible – des construits sociaux qui incarnent et perpétuent une domination, qu'elle soit basée sur l'hégémonie de la rationalité, du genre ou de l'espèce animale. Or, c'est précisément sur ce point que la thèse de Bookchin se heurte à un mur. En ce qui a trait à la critique qui met en lumière les incohérences du spécisme dans l'écologie sociale, particulièrement argumentée par Waller, ses prémisses sont exactes, mais nous verrons à la section 3.3.2.2 que j'arrive à une conclusion tout autre.

3.2.4. Le biorégionalisme tient-il encore debout?

Comme nous pouvons le constater, les critiques qui ont été adressées au biorégionalisme ont systématiquement fait ressortir des défauts de la théorie. Explorons les différentes caractéristiques dont les défauts, à mon avis, ne font plus aucun doute.

3.2.4.1. Une nature dénaturée

Le premier aspect du biorégionalisme qui semble défaillant est sa vision idéalisée de

la nature. Comme Olsen, je considère que fonder une politique verte en ayant comme pierre d’assise « les “lois de la nature” ou les “leçons de l’écologie” relève d’un terrain intellectuel décidément bancal »³¹⁴. Ironiquement, la façon dont les biorégionalistes théorisent les principes naturels relève d’une forme de sophisme naturaliste : le normatif est calqué des éléments descriptifs, sans justification valable. En effet, il me semble qu’appliquer les lois de la nature sur les humains ne peut se faire sans support solide qui démontrerait que cette application est inéluctable, qu’elle est sans exception la meilleure option disponible ou, au moins, qu’elle est exempte de défauts graves. Soulignons que ce n’est pas tant l’identification avec la nature qui est problématique en soi : ce qui est problématique, c’est la politisation de cette identification comme le font les biorégionalistes.

Les biorégionalistes attribuent à la nature des facultés épistémiques qu’elle n’a pas réellement. Cela dit, comme Brennan, je pense que la conception biorégionaliste de la nature est particulièrement dangereuse quand celui-ci est teinté par l’écologie profonde³¹⁵. Si on voit le biorégionalisme comme la politique de l’écologie profonde³¹⁶, il s’ensuit que la nature pourrait être perçue comme primordiale face à la justice, la démocratie ou, dans ce cas-ci, l’entraide humanitaire à l’international. Concrètement, ce raisonnement fallacieux nous mène à méprendre les ressources que la nature nous offre comme les seules ressources dont nous aurions besoin, comme si nos besoins étaient unilatéralement déterminés par la nature³¹⁷. Cette conception de la nature n’est pas sans risque : mettre la nature au rang de bien suprême nous rappelle les positions de David Foreman, qui avait soutenu qu’aider le peuple éthiopien à combattre la famine n’était pas nécessaire, puisque ce n’était nul autre que la nature qui cherchait à retrouver un équilibre³¹⁸. Pour tenter de contourner ces faiblesses, je reprends les propos de Chernyi : nous devons nous éloigner de toute théorie qui tourne autour d’une hiérarchisation entre un principe, un être ou un concept suprême – qu’il soit l’État, l’antiétatisme, la nature, la raison ou autre – et le reste³¹⁹. Du moins, il me semble, une théorie peut tourner autour d’un concept central. Toutefois, cela doit être fait sans une hiérarchisation de ce genre.

³¹⁴ Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany ». p. 80.

³¹⁵ Brennan, A. (1998), « Bioregionalism - a Misplaced Project? » p. 232.

³¹⁶ Davidson, S. (2007), « The Troubled Marriage of Deep Ecology and Bioregionalism ». p. 313.

³¹⁷ Brennan, A. (1998), « Bioregionalism - a Misplaced Project? » p. 232.

³¹⁸ Carter, A. (1999), *A radical green political theory*. p. 359.

³¹⁹ Chernyi, L. (1986), « The bioregional vision – far-sighted or myopic? ». p. 8.

3.2.4.2. La biorégion comme concept flou

Le deuxième problème avec le biorégionalisme est son concept central : la biorégion. Au chapitre précédent, nous avons vu à quel point la biorégion est un concept flou et difficilement applicable. J'en conclus que la biorégion est un concept qui crée plus de problèmes qu'il n'en résout. Or, après mûre réflexion, encore plus de problèmes émergent.

J'ai déjà mentionné au point 2.2.2. la critique qui soutient que le processus de biorégionalisation de la planète pourrait prendre beaucoup trop de temps : nous sommes dans une course contre la montre en ce qui a trait à la lutte aux changements climatiques. Cependant, après réflexion, un autre argument qui touche l'aspect temporel et géographique de la lutte aux changements climatiques apparaît. En effet, il m'apparaît évident que l'écumène sera grandement modifié dans le futur. Juste en Chine, dans la grande plaine de Chine du Nord, qui est « une région qui abrite l'une des plus grandes concentrations de personnes sur Terre »³²⁰, les vagues de chaleur pourraient tellement s'intensifier que cela « pourrait repousser les limites de l'habitabilité d'ici la fin de ce siècle »³²¹. Cela est sans compter la désertification, les inondations, les catastrophes naturelles et autres modifications à grande échelle du territoire. Afin d'exemplifier notre propos, imaginons un instant une communauté biorégionale extrêmement ancrée dans son territoire voir celui-ci peu à peu disparaître à cause de l'augmentation du niveau de la mer. En suivant la logique de la théorie, les personnes victimes de cette situation devraient non seulement se délocaliser et perdre les progrès de leur réhabilitation du territoire, mais aussi potentiellement empiéter sur la biorégion d'une autre communauté, dénaturant celle-ci.

Il s'ensuit que la manière dont nous théorisons des alternatives sociopolitiques, tout comme notre rapport à la terre, au territoire et à la vie doit tenir compte de ces potentialités désastreuses.

3.2.4.3. Un localisme politique et économique dangereux

Le troisième aspect problématique du biorégionalisme est le localisme politique,

³²⁰ Chandler, D. L. (2018), « China could face deadly heat waves due to climate change ».

³²¹ *Ibid.*

culturel et économique qu'il met de l'avant. La manière cloisonnée et peu théorisée de penser l'interconnexion des biorégions dévoile un nombre important d'angles morts. Avant d'explorer ce point, notons que l'écologie sociale évite cette critique pour plusieurs raisons. Cette branche de l'éco-anarchisme n'accorde pas autant d'importance à l'autarcie et à l'autodétermination que le biorégionalisme. De plus, Bookchin prône « la diversité au sein d'une éco-communauté »³²² et est conscient des dangers d'une homogénéisation de la culture à l'intérieur des communautés³²³. Il évite donc la critique de l'homogénéisation que le biorégionalisme n'esquive pas, puisque l'homogénéisation de la culture est vue d'un bon œil dans la théorie biorégionale.

Le deuxième défaut porte sur le fait que l'éthique de l'autonomie endossée par le biorégionalisme vient en contradiction directe avec une délimitation imprécise et fluide du territoire, tel que promu par les biorégionalistes. Pour mieux comprendre cet argument, utilisons l'exemple suivant. Imaginons un lac faisant partie de deux biorégions différentes. Dans cet exemple, la biorégion X a le désir de conserver le lac, car il lui reconnaît une valeur traditionnelle et historique. Elle souhaite donc interdire la pêche, car elle reconnaît les animaux qui vivent dans le lac ou qui en dépendent comme les possesseur.es de ce dernier. À l'inverse, la biorégion Y souhaite permettre la pêche dans ce lac, car ses habitant.es manquent d'option pour se nourrir. Si l'autodétermination et l'autarcie priment sur une sorte d'accord commun entre les biorégions, on voit que ce genre de situation, mis en parallèle avec une éthique de l'autonomie, pose problème. Cela dit, l'éthique de l'autonomie nous mène aussi dans une impasse face à la promotion de valeurs environnementales et sociales. En fin de compte, le biorégionalisme ne peut pas promouvoir des valeurs environnementales ou sociales *au même niveau* que des valeurs d'autodétermination et d'autonomie politique³²⁴. Tantôt, une biorégion ayant réellement la capacité de s'autodéterminer aurait tous les droits de rejeter un mode de vie écologique et la promotion de valeurs environnementales ou sociales. Tantôt, une biorégion qui voudrait rester fidèle aux fondations du biorégionalisme pourrait très bien laisser la nature primer, au risque que les communautés biorégionales n'accordent pas assez – ou pas du tout – d'importance à la démocratie, à la justice et aux autres valeurs sociales chères à toute

³²² White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? », p. 159.

³²³ *Ibid.*

³²⁴ Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? », p. 289.

théorie anarchiste. En conclusion, le manque de garantie – portant sur l’efficacité de la lutte aux changements climatiques, le maintien des valeurs environnementales et le développement d’un esprit de clocher – est accentué quand une éthique de l’autonomie est mise de l’avant.

Bien sûr, Sale imagine les biorégions comme des entités politiques aptes à collaborer, communiquer et se respecter les unes les autres : il est ouvertement pour la coopération entre les biorégions³²⁵. Bien que cela soit un pas dans la bonne direction, cela ne nous mène pas à une réponse satisfaisante puisque les risques de désaccords restent. D’autant plus que la théorie n’est pas claire par rapport aux façons dont la coopération devrait se faire entre les biorégions. En effet, Sale n’ose pas se prononcer sur la meilleure manière d’assurer une coopération au niveau interbiorégional : « des réseaux de communication et d’information seraient – devraient être – entretenus entre les communautés d’une biorégion, et *probablement* [mon italique] une sorte d’organe politique de délibération et de prise de décision semblerait éventuellement nécessaire »³²⁶. Espérer pour le mieux n’est pas une manière de théoriser les relations interbiorégionales. On voit donc ce qui manque à la théorie : une exposition des mécanismes qui régiraient les relations entre les biorégions.

Au sujet de la résolution de conflits, un autre problème émerge : il existe un paradoxe qui donne de la force aux préoccupations de Barry quant à la fissuration en cas de conflits internes. Ce paradoxe est que la « solution naturelle » que propose Sale, soit celle de fissurer le territoire de telle sorte que les différents partis du conflit soient satisfaits, n’a rien de naturel : elle créerait exactement le genre de frontière que les biorégionalistes souhaitent faire disparaître, à savoir les frontières artificielles qui tirent leur création d’un rapport non naturel au territoire. Or, le problème ne s’arrête pas là. Cela signifie qu’une autre communauté ferait face à un dilemme moral : accepter la population délocalisée de sa biorégion d’origine au prix d’une modification potentielle de sa communauté ou laisser cette population délocalisée à elle-même. Encore une fois, l’autonomie politique des communautés biorégionales comptant parmi les principes les plus importants, on voit mal ce qui empêcherait les communautés d’accepter les rejetons d’une autre biorégion.

³²⁵ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 53.

³²⁶ Sale, K. (1985), *Dwellers in the land*, dans Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 53.

Ironiquement, si les conflits pouvaient causer des fissurations non naturelles du territoire, Kovel pense que le contraire est tout aussi probable : fissurer le territoire en plusieurs biorégions – en territoire supposément naturel – ouvrirait la porte à des conflits. En effet, l'établissement des communautés biorégionales sur le territoire actuel pose une myriade de dangers : « est-il concevable que cela se fasse sans conflit [...] ? Et qui va résoudre les conflits anticipés qui impliqueront des expropriations majeures ? »³²⁷. La négligence de ces risques démontre encore une fois les failles de l'optimisme de Sale qui mène à des angles morts évidents. Tout cela est sans parler des liens entre l'extrême droite et certaines politiques promues par le biorégionalisme.

Pour terminer, abordons les défauts propres au localisme rigide du biorégionalisme, qui se manifeste sous l'impératif de l'autarcie. Tout d'abord, si une région est durement touchée par une catastrophe naturelle, nous avons fort à parier que l'autarcie peut en être grandement affectée. Considérant que les biorégions avoisinantes n'ont potentiellement aucune raison de vouloir aider une biorégion affectée par une catastrophe naturelle, les risques que cette catastrophe naturelle se transforme en une catastrophe socio-économique et humaine sont non négligeables. Enfin, comme nous l'avons vu (cf. 3.1.1.1), les pressions économiques et les accords sur des sanctions économiques ne peuvent pas être efficaces pour contraindre des biorégions autarciques.

Pour conclure sur cette section, la simple promotion de la coopération ne peut pas servir d'excuse à la sous-théorisation de la résolution de conflit et des risques de l'isolation économique et politique. Enfin, l'éthique de l'autonomie promue par le biorégionalisme laisse la porte ouverte à trop d'incertitude et un manque de garantie trop risqué.

3.2.4.4. Une autochtonisation douteuse

En ce qui a trait à l'autochtonisation du biorégionalisme, j'accepte les critiques qui soulignent que le nomadisme – qu'il soit pratiqué par des peuples autochtones ou allochtones – n'est qu'adressé de façon éparse et négative dans la littérature biorégionale, en plus de celle qui souligne que le biorégionalisme ne tient pas compte du phénomène de la diffusion de la culture.

L'erreur logique commise par les biorégionalistes est d'avoir considéré les

³²⁷ Kovel, J. (2007), *The enemy of nature*. p. 192.

caractéristiques sociales et environnementales de *certaines* cultures autochtones comme les caractéristiques *des* cultures autochtones. Partant du particulier au général, cette fausse induction aurait comme effet de voir les cultures autochtones comme un groupe monolithique, alors qu'il existe une myriade de différences entre certaines cultures autochtones. Il est donc grandement réducteur d'attribuer des qualités propres à certaines cultures à l'entièreté des cultures autochtones. Cela serait un symptôme d'un problème plus fondamental de la théorie biorégional, appuyé par Frenkel : les liens théoriques qu'elle prétend avoir avec les cultures autochtones seraient basés sur une fétichisation de ces dernières. Frenkel reprend les propos de John Seed, qui souligne que « les biorégionalistes plaident pour le maintien et la reconstruction des sociétés dites “traditionnelles” en se basant sur *leur perception* [mon italique] de ce qui serait un mode de vie authentique et écologiquement sain »³²⁸.

Par ailleurs, l'application de la biorégion sur un territoire donné pourrait être un vestige inattendu du colonialisme. Un aspect central au colonialisme est l'imposition d'un État sur un territoire donné. Or, imposer la disparition d'un État, ou même diviser à nouveau le territoire, reviendrait-il au même? Imaginons un regroupement de personnes ayant le désir d'agglomérer plusieurs villages pour former une biorégion. Imaginons que sur ce territoire, une communauté autochtone y est déjà installée et s'oppose à faire partie de la biorégion. Quelle sera la bonne chose à faire? Faudra-t-il créer des délimitations non naturelles afin de régler le problème? Peu importe l'issue, faire fi du consentement des peuples autochtones en ce qui a trait à une nouvelle division du territoire pourrait concorder avec une forme de néocolonialisme. Il devient contradictoire de porter une théorie qui, dans un premier temps, valorise les cultures autochtones, mais qui dans un deuxième temps nuit à leur autodétermination. Dès lors, les liens qui existeraient entre le biorégionalisme et les cultures autochtones sont beaucoup plus superficiels que ce que le biorégionalisme laisse entendre.

3.3. Se relever : renforcer l'éco-anarchisme en palliant ses failles

Si les critiques que je viens de présenter et rappeler affaiblissent vraiment l'éco-anarchisme, ce dernier est loin d'être dans un cul-de-sac. Afin de défendre cette position, il

³²⁸ Seed, J. (1989), « Town crier of the global village: John Seed, An Interview by Woody Rehanek ». dans Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? » p. 294.

est enfin temps de présenter nos recommandations. Il est primordial de mentionner que l'éco-anarchisme conserve une cohérence interne en suivant nos recommandations. En suivant celles-ci, je considère que nous arrivons à un éco-anarchisme plus détaillé et qui ouvre ses horizons vers des philosophies connexes. Plus encore, en suivant mes recommandations, je considère en toute humilité que l'éco-anarchisme gagne un cran de cohérence interne et en crédibilité, ce qui augmente en retour sa pertinence.

3.3.1. Les forces du communalisme, ou l'importance de la confédération

Ce point constitue notre recommandation principale. Je ne pourrais trop insister sur l'importance de former des réseaux de coopération, d'entraide et de communication au niveau politique. En dépit de ces critiques, conférer différentes communautés *n'est en rien incompatible avec l'éco-anarchisme*. L'éco-anarchisme peut et doit être synonyme de création et de maintien de ponts entre les communautés, et la stabilité et la pérennité de ceux-ci devrait être la priorité. Reprendre les mots de Barry rend justice à l'argument mobilisé ici : « la stratégie consistant à sauver le tout en sauvegardant les parties ne fonctionne que s'il existe un certain degré de coopération et de coordination transcommunautaires »³²⁹. À ce propos, c'est précisément l'objectif des « institutions de coordination prônées dans les structures fédéralistes de l'anarchisme »³³⁰.

En fait, ce point est primordial : la création d'un réseau de coopération et de coordination devrait être la première étape proposée par quelconque modèle éco-anarchiste. Cela permet d'assurer que la décentralisation se fasse de concert entre les communautés. C'est pourquoi je crois que Bookchin a visé juste en indiquant que la démocratisation des municipalités doit se faire en parallèle d'un rassemblement intermunicipal en confédération. C'est dans cette optique qu'il me semble que le modèle communaliste est une solution grandement prometteuse : elle est une théorisation riche et pragmatique de la mise en commun des communautés.

Les critiques de l'éco-anarchisme ont su remettre en question le processus de mise en œuvre d'une société éco-anarchiste³³¹. À ce sujet, je considère que le communalisme

³²⁹ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 89.

³³⁰ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 60. Voir aussi White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme? ». p. 168.

³³¹ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 48.

offre le processus le plus réaliste, puisque la démarche à suivre est claire et les institutions autour desquelles les premières étapes tournent – à savoir, les municipalités – nous sont déjà directement accessibles. De plus, elle n'est pas fondée sur une utopie lointaine : « ni simple réformisme, ni grève générale, ni rêve d'un Grand Soir, il s'agit de construire un mouvement de grande envergure dans la durée »³³².

Un nombre important de critiques peuvent être partiellement ou totalement évitées par un éco-anarchisme de type fédéraliste. Ce point est en grande partie la raison pour laquelle la critique étatiste ne touche que très peu la cible : les avantages de l'État sont relativement reproductibles dans un système éco-anarchiste de type fédéraliste. De plus, les faiblesses de l'antiétatisme sont grandement amoindries dans ce type d'éco-anarchisme. Je pense que cette recommandation répond de manière convaincante à la critique du manque de garantie. Nous avons vu à la section 3.1.1.1 que la conservation des valeurs vertes, l'efficacité de la lutte aux changements climatiques et la redistribution des ressources ne doivent jamais être tenues pour acquises, que ce soit entre les États ou entre les éco-communautés. Un éco-anarchisme robuste reconnaît la nécessité de s'organiser sur tous les fronts, du local à l'international, puisque « les efforts systématiques et coordonnés de tous sont nécessaires »³³³. Nous avons vu que des auteurs, dont Curran, soulignent que « les structures et les processus qui rendent les organisations à petite échelle viables n'apparaissent pas toujours comme les meilleurs processus pour effectuer une transformation à grande échelle »³³⁴. À cela, je réponds que la « globalisation par le bas » encouragée par l'éco-anarchisme de type fédéraliste pourrait être une structure qui permet des transformations sociales à grande échelle. De plus, pour Curran, l'efficacité des stratégies visant la lutte aux changements climatiques est régie par un impératif, soit celui d'être « forgé à partir des rudiments de l'ordre social donné »³³⁵. Selon le municipalisme libertaire, les rudiments sur lesquels la transformation sociale se fonde sont les villes, les municipalités, les arrondissements et les communautés déjà établies. Giorel Curran met en lumière un argument intéressant pour remettre en question l'antiétatisme : la conception de l'État de l'anarchisme serait caduque puisqu'elle divise – sans justification solide – la

³³² Durand Folco, J. (2017), *À nous la ville! traité de municipalisme*. p. 113.

³³³ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 53.

³³⁴ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 87.

³³⁵ *Ibid.*

société civile et l'État comme entités indépendantes³³⁶. À l'inverse, Curran soutient que l'État et la société civile n'ont fait que fusionner et s'interconnecter avec le temps³³⁷, à l'image de deux fils entortillés de telle sorte qu'il serait presque impossible de les séparer. Dès lors, s'attaquer à l'État équivaudrait à s'attaquer à la société civile³³⁸. Cela dit, le municipalisme libertaire offre une bonne réponse à cette critique : une bonne partie de la société civile est omniprésente et en communication constante avec les municipalités dans lesquelles elles opèrent. De plus, une bonne partie de celle-ci se fait à l'extérieur de l'État, et même parfois contre celui-ci. Avec le municipalisme libertaire de Bookchin, on maintient en vie les liaisons qui existent entre les municipalités et la société civile. Il en est de même pour la redistribution, puisque la coopération est un prérequis essentiel³³⁹.

Cette recommandation tente aussi de répondre à la critique de l'esprit de clocher et celle du localisme trop rigide, puisque la création d'une confédération de communes est un moyen de dépasser les limites prescrites par le localisme³⁴⁰. Le regroupement se fait par nécessité : dans la grande majorité des cas, qu'il soit économique ou politique, un repli sur soi est irrationnel. Or, si une communauté se replie sur elle-même, la confédération est tout de même dotée de « mécanismes non coercitifs de contrôle social »³⁴¹. Bookchin est ferme sur la question du totalitarisme, qui pour lui est « incompatible avec ce qui est nécessaire pour éviter une catastrophe environnementale »³⁴². Si cela peut s'apparenter à une force qu'aurait l'écologie sociale sur le biorégionalisme, où les relations économiques et politiques intercommunautaires sont sous-théorisées, ce n'est pas simplement parce que Bookchin se positionnait ouvertement contre. C'est surtout à cause du communalisme, qui est un mécanisme concret qui aiderait à réduire les risques qu'une communauté se replie sur elle-même et commette des torts envers les droits humains ou l'environnement.

Contrairement à Curran, je pense qu'il est possible de trouver un juste milieu entre une éthique du consensus et une éthique de l'autonomie. Rares sont les systèmes politiques qui embrassent l'une de ces éthiques, tout en rejetant complètement l'autre : je pense que pratiquement tous les systèmes politiques se trouvent dans un point de tension entre celles-

³³⁶ *Ibid.*, p. 88.

³³⁷ *Ibid.*

³³⁸ *Ibid.*, p. 90.

³³⁹ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 62.

³⁴⁰ Durand Folco, J. (2017), *À nous la ville! traité de municipalisme*. p. 112.

³⁴¹ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 60.

³⁴² Carter, A. (1999), *A radical green political theory*. p. 353.

ci. Bien que ces éthiques ne soient pas parfaitement compatibles – au sens où maximiser l'une affecte nécessairement l'autre – l'éco-anarchisme de type fédéraliste, dont le communalisme bookchinien est un exemple, est un compromis intéressant entre celles-ci. En fait, c'est précisément la création et le maintien d'un réseau de communication et de coopération intercommunautaire et transcommunautaire qui permet à un éco-anarchisme de trouver un point d'équilibre entre ces deux éthiques. Mis en pratique, c'est ce qui permet un point d'équilibre entre la souveraineté communale et l'interdépendance intercommunautaire. Enfin, c'est ce point qui l'éloigne d'une version caricaturée de l'anarchisme comme embrassant une éthique de l'autonomie qui pourrait mener la mise en œuvre de sociétés isolées les unes les autres. En bref, comme Bookchin, il me semble que l'arène politique municipale est un lieu par excellence où le ou la citoyen.ne peut exercer une certaine autonomie politique, tout en étant partie intégrante d'un ensemble de villes plus grand.

3.3.1.1. De la pertinence de l'éco-anarchisme « faible », un antiétatisme à revisiter

Nous avons vu que l'antiétatisme de l'éco-anarchisme fort est plus difficilement défendable que l'éco-anarchisme faible. À ce sujet, l'éco-anarchisme faible est intéressant puisqu'il est adaptatif et fournit un antiétatisme plus nuancé que l'éco-anarchisme fort. Il s'ensuit que je soutiens l'idée selon laquelle l'État, sans être systématiquement la source de nos maux environnementaux, est loin d'être une nécessité afin de faire un changement de cap et viser un futur plus vert.

Il serait naïf d'affirmer sans aucun doute que l'éco-anarchisme est la solution miracle en ce qui a trait à la lutte aux changements climatiques. Dans cette optique, il semble primordial de souligner l'importance de contextualiser la pertinence de l'éco-anarchisme, ce qui est surtout possible dans un éco-anarchisme faible. Strictement en matière de faisabilité, parfois, les conditions sont propices au développement de l'éco-anarchisme. Des citoyen.nes mobilisé.es, un environnement politique propice au changement ou tout simplement une population qui prend la lutte aux changements climatiques au sérieux sont des éléments parmi tant d'autres qui facilitent la faisabilité de l'éco-anarchisme. D'autres fois, nous sommes confronté.es au fait que certains États n'hésitent pas à réprimer violemment les mouvements qui s'opposent trop à celui-ci. Il serait donc plus sage, dans certains contextes, de le laisser mourir à petit feu, ou tout

simplement s'organiser passivement en parallèle à celui-ci.

Je considère que Clark vise juste lorsqu'il souligne que « l'émergence d'institutions humaines, mutualistes et écologiquement responsables [devrait surgir] dans tous les domaines de la vie sociale »³⁴³. Curran argue dans le même sens, soulignant que la résolution de la crise environnementale doit se faire sur tous les fronts possibles³⁴⁴. Pour lui, nous devrions donc faire preuve de flexibilité et d'adaptabilité dans la manière dont nous voulons résoudre la crise climatique, flexibilité qui serait manquante dans les théories éco-anarchistes³⁴⁵. Cependant, contrairement à lui, je considère que l'éco-anarchisme faible nous permet de conserver un niveau de flexibilité intéressant, puisque nous ne fermons pas définitivement la porte à toutes les stratégies émanant de l'État.

Jusqu'à ce qu'un réel contre-pouvoir soit mis sur pied, dans certains contextes, l'État peut avoir une certaine utilité. Certains États contiennent déjà des institutions qui sont efficaces et qui luttent activement contre les changements climatiques. S'attaquer directement à l'État pourrait nuire à ces institutions, ce qui pourrait être contre-productif. De plus, d'un point de vue purement stratégique, il appert que certains États sont si solidement installés que les abolir prendrait trop de temps. De ce fait, soutenir l'impératif selon lequel nous devons renverser l'État à tout prix n'est pas toujours bénéfique à l'éco-anarchisme.

Or, dans certains cas, il est possible que développer passivement des réseaux politiques municipaux en parallèle de l'État ne soit pas suffisant. Il arrive que nous n'ayons pas le luxe d'attendre que les États se réveillent et agissent. Par exemple, dans le cas où l'État serait corrompu et/ou il n'aurait aucun désir de mettre en place des politiques vertes. Ou encore, dans les cas où l'État protégerait les intérêts des pétrolières au-dessus des intérêts du bien commun ou dans le cas où il ne respecterait pas la souveraineté territoriale des nations autochtones, il pourrait être nécessaire de renverser celui-ci.

Pour mieux comprendre l'adaptabilité propre à l'éco-anarchisme faible, il faut rappeler que la création d'un contre-pouvoir confédéral a deux objectifs : « enlever toute autorité [à l'État] ou le renverser »³⁴⁶. Si le renverser peut parfois être nécessaire, un objectif plus facilement généralisable et défendable est l'importance de lui enlever son

³⁴³ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology ». p. 65.

³⁴⁴ Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 91.

³⁴⁵ *Ibid.*, p. 82.

³⁴⁶ Durand Folco, J. (2017), *À nous la ville! traité de municipalisme*. p. 112-113.

autorité et surtout réduire notre dépendance envers lui. Laisser l'État se dissoudre de lui-même peut s'avérer plus optimal que l'attaquer de plein front : aux communautés d'en décider l'ampleur. C'est cette adaptabilité au plan stratégique et politique propre à l'éco-anarchisme faible qui, il me semble, répond de manière satisfaisante aux critiques qui soulignent que l'éco-anarchisme souffre d'un antiétatisme qui manque de nuance et qui évacueraient les enjeux qui ont trait au contexte sociopolitique et socio-économique (section 2.1.1).

En conclusion, reprendre les commentaires de Boggs dans Curran serait le meilleur moyen d'illustrer le point de vue ici défendu : « ni "l'avant-gardisme/étatisme [ni] le localisme anti-étatiste" n'est à lui seul capable d'affronter les multiples formes de domination (capitalisme, bureaucratie, patriarcat, etc.) qui caractérisent la société moderne »³⁴⁷. Il est de mon avis que l'éco-anarchisme de type fédéraliste trouve un juste milieu optimal entre ces approches, et l'éco-anarchisme faible nous donne une marge de manœuvre particulièrement intéressante.

3.3.2. Les leçons de l'éco-féminisme : le Care pour panser les plaies conceptuelles

Cette section vise à répondre à deux critiques. La première, offerte par Clark³⁴⁸ et présentée dans la section 2.3.1.2, remettait en question la théorisation typiquement masculine et rationaliste de la démocratie participative de Bookchin et Biehl. La deuxième, offerte par Plumwood, Beauté, Clark et Lev Chernyi dans les sections 2.2.2 et 2.3.1, visait à démontrer que la hiérarchisation conceptuelle, qu'elle soit présente dans l'ontologie du biorégionalisme ou de l'écologie sociale, est incohérente avec le projet éco-anarchiste. J'aborderai ce sujet à la section 3.3.3.1.

Tout d'abord, les arguments de Clark m'ont permis de mettre en lumière plusieurs risques reliés à la démocratie participative. Ces arguments nous pressent à conceptualiser la démocratie participative différemment qu'en usant du formalisme de Bookchin et de Biehl,

³⁴⁷ Boggs, C. (1995), *The Socialist Tradition: From Crisis to Decline*. dans Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature ». p. 87.

³⁴⁸ Soulignons que la plupart des défauts de la démocratie participative fournis par Clark peuvent être adressés aux autres modèles politiques, que ce soit le taux de participation potentiellement faible ou la domination des hommes dans l'arène politique. Si cela ne signifie pas que nous devons les ignorer, cela nous permet tout de même de constater que ce ne sont pas tous les défauts mis en lumière qui portent uniquement sur la démocratie participative telle qu'encourager par les tenants de l'écologie sociale.

puisqu'il est insensible à tout ce qui sort du cadre de la raison et le discours³⁴⁹, et ce, sans raison valable. Dès lors, afin de pallier cette faille, je suis en accord avec Clark lorsqu'il propose d'adopter « la politique écoféministe du Care [puisqu'elle] nous aide à garder nos idéaux en contact avec la matérialité de la liberté – telle qu'incarnée dans les interactions réelles entre les êtres humains vivants, les communautés vivantes et la terre vivante »³⁵⁰.

Le caractère formateur du Care – développer l'empathie, la générosité, l'écoute, etc. – n'est pas apprécié à sa juste valeur par les tenant.es de l'écologie sociale. Une extension du Care jusqu'aux lieux qui accueillent la pratique du politique est une avenue prometteuse qui pourrait potentiellement amoindrir les failles d'une démocratie participative qui met trop d'importance au débat et à la raison : « le débat au sein de l'assemblée se transformerait considérablement si le Care, avec ses implications diffuses, émotives et très personnelles, devenait au centre de l'idée de citoyenneté »³⁵¹. Plus largement, dans une perspective éco-anarchiste, il semble cohérent d'appliquer autant le Care à l'environnement qu'aux rapports sociaux : « le contexte plus large des institutions et des pratiques culturelles peut être transformé de manière à nourrir les tendances des gens à être coopératifs, compatissants, généreux et sociables »³⁵². Cette capacité que nous avons de Care n'est pas limitée à nos rapports entre humains : il s'applique tout autant aux animaux non humains. En bref, introduire le Care dans la pratique du politique est un excellent moyen de transformer le politique en un lieu d'échange inclusif et engageant.

Cela étant dit, un autre problème émerge. Nous savons que le pari de la démocratie participative est le suivant : si les citoyen.nes ont une agentivité politique élevée, iels voudront participer davantage et sentiront que leurs tentatives de façonner le monde qui les entoure porte fruit. Or, si cette agentivité politique n'est pas universelle, le projet politique se heurte à un problème de représentation nuisible aux avancés sociales et démocratiques promises.

Comme nous avons vu à la section 2.3.2.1 avec les propos de Curran et de Clark, la façon dont l'écologie sociale conceptualise la démocratie participative – à travers un formalisme et un rationalisme particulier – évacue à tort les considérations qui ont trait à l'identité sociale des citoyen.nes, pourtant extrêmement importantes. Dans un système de

³⁴⁹ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology ». p. 66.

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 80.

³⁵¹ *Ibid.*, p. 67.

³⁵² *Ibid.*, p. 78.

démocratie participative, la valeur attribuée à l'opinion d'une personne dépend d'une panoplie de facteurs ; son identité sociale ; la capacité des citoyen.nes de comprendre adéquatement ses propos ; l'aisance avec laquelle elle peut partager ses propos, etc. À ce niveau, la faiblesse principale de la démocratie participative est qu'elle peut laisser place à des injustices épistémiques³⁵³. Dès lors, le formalisme de Bookchin et de Biehl risque de favoriser certaines personnes avec certains ou plusieurs privilèges au détriment de certaines personnes marginalisées.

Un des facteurs principaux d'une accessibilité ou une distribution inégale de l'agentivité politique est le caractère tentaculaire des systèmes de domination s'émissant insidieusement dans la pratique politique. Que ce soit le racisme, le sexisme, le capacitisme, la démocratie participative n'est pas immunisée contre ces systèmes de domination, qui accentuent les risques que Clark a mis en lumière et les risques que la démocratie participative favorise certaines personnes plus que d'autres. Pour y remédier à un certain niveau, je propose de mettre de l'avant l'épistémologie du point de vue situé, puisqu'il nous force à considérer les « relations entre le pouvoir politique et social et le savoir »³⁵⁴. Cette théorie nous permet de nous éloigner du formalisme de Bookchin et de Biehl qui rend invisible les multiples systèmes de domination. En soulignant que « la connaissance est socialement située [et que] les groupes marginalisés sont socialement situés d'une manière qui leur permet d'être plus conscients de certaines choses et de poser certaines questions qu'il ne l'est pour les non marginalisés »³⁵⁵, l'épistémologie du savoir situé nous permet de justifier la création de mécanismes qui nous donneront collectivement accès à certaines connaissances qui auraient, sous le formalisme, moins de chances d'être prises au sérieux ou simplement partagés. Ces mécanismes, entre autres, peuvent prendre la forme de politiques de discrimination positive. Avoir une représentation équitable lors des assemblées confédérales, avoir un tour de parole qui priorise les personnes marginalisées, ou permettre le vote anonyme pour ne pas sentir de pression lorsque vient le temps de décider de l'adoption ou du rejet d'une politique sont des exemples parmi tant d'autres qui visent à rendre la démocratie participative plus inclusive. En somme, je considère qu'un niveau équitable d'agentivité politique est dépendant d'un niveau équitable d'agentivité

³⁵³ À ce sujet, voir Fricker, M. (2007), *Epistemic injustice*.

³⁵⁴ Howell, T., « Feminist Standpoint Theory ».

³⁵⁵ *Ibid.*

épistémique entre les citoyen.nes. Si cela reste impossible de promettre un tel idéal, il n'est pas impossible de tout faire en sorte que nous nous rapprochions de celui-ci.

Tout cela étant dit, les failles de la démocratie participative telle que théorisée par Bookchin et Biehl pourraient être des effets d'une conception hiérarchisée entre la raison et l'émotion. Dès lors, un problème plus large subsiste, soit celui de la hiérarchisation conceptuelle, qui est en contradiction directe avec le projet de l'écologie sociale et celui de l'éco-anarchisme. La sous-section suivante répond à la critique qui affaiblit considérablement autant le biorégionalisme avec une vision déformée de la nature et l'écologie sociale avec un rationalisme problématique.

3.3.2.1. Les incohérences de la hiérarchisation conceptuelle dans le projet éco-anarchiste

Comme nous avons vu aux sections 3.2.3.1. et 3.2.4, autant le biorégionalisme que l'écologie sociale ont justement été critiqués d'opérer ce que je considère comme une sorte de « hiérarchisation conceptuelle ». J'ai convenu qu'il est problématique de mettre en premier plan la nature (dans le biorégionalisme) et la raison (dans l'écologie sociale). Ce qui est intéressant, c'est de remarquer que dans les deux branches, j'ai émis l'hypothèse que ces failles sont celles desquelles d'autres découlent.

Cette remarque n'est pas dénuée de sens. Elle témoigne d'une faille que la critique écoféministe a su exposer : elle nous rappelle que notre manière même de théoriser, notre « modus operandi », est imprégnée d'une méthodologie dualiste et qui hiérarchise. Heureusement, l'éco-féminisme nous permet de « corriger un dualisme marqué dans certaines analyses socioécologiques de la nature humaine et de la société »³⁵⁶. Il nous permet de dépasser la dichotomie entre la raison et l'émotion ou entre la nature et la culture. C'est dans cette optique que j'aborde dans le même sens que Julie Beauté, qui souligne que nous sommes loin d'être pris.es dans un dilemme à deux issues, où il faudrait choisir entre un rationalisme problématique ou un rejet catégorique de la valeur de la raison : « une approche moins colonisatrice de la nature n'implique pas de rejeter toute raison humaine, mais cesse de la traiter comme base de la supériorité et donc de la domination »³⁵⁷. On pourrait en dire tout autant de la nature : il n'y a rien de mal à voir celle-ci comme une

³⁵⁶ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology », p. 76.

³⁵⁷ Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? ». p. 5.

déesse, spirituellement ou culturellement. De plus, cesser de la traiter d'une telle sorte ne signifie pas que nous la rejetons. Or, politiser une telle vision comporte son lot de risques.

Si l'éco-anarchisme doit éviter la hiérarchisation conceptuelle telle qu'opérée dans le biorégionalisme et l'écologie sociale, il doit aussi cesser de hiérarchiser l'épanouissement : la nature ne doit pas s'épanouir au détriment des droits humains ou des relations sociales, et l'épanouissement humain ne doit se faire au détriment de l'épanouissement des animaux non humains. C'est sur ce dernier sujet que portera la prochaine section.

3.3.2.2. L'importance d'inclure les animaux non humains dans la théorie éco-anarchiste

Tout comme Beauté, je considère que l'écologie sociale a bien fait de ne pas sous-estimer les liens entre la domination intrahumaine et la destruction de l'environnement³⁵⁸. Cependant, cela s'est fait en dépit d'une analyse sérieuse de la domination de l'humain sur les animaux non humains. Dès lors, un anthropocentrisme problématique est présent à l'intérieur même de la philosophie de l'écologie sociale. Si cela cause un lot de conséquences néfastes autant à la cohérence de la théorie qu'à la cause animale³⁵⁹, cela nous rappelle l'importance d'annexer à l'éco-anarchisme une vision moins anthropocentrée dans son analyse de la domination.

Il ne me semble pas nécessaire de me positionner sur la question à savoir si conserver l'ontologie bookchinienne soit une bonne ou une mauvaise chose pour l'éco-anarchisme. Nonobstant, il semble pertinent d'explorer la question suivante : l'anthropocentrisme qui affecte l'ontologie de l'écologie sociale la voue-t-il à l'incohérence? À mon avis, retravailler la conception du social propre à l'écologie sociale permet à cette théorie de maintenir une certaine cohérence. Bookchin soutient que les problèmes environnementaux sont d'abord et avant tout des problèmes sociaux. Il s'ensuivrait que la libération de l'humain passe avant la libération de la nature et des animaux non humains. En opérant une extension conceptuelle du social afin d'y inclure l'animal non humain, il est possible de garder la prémisse de base de l'ontologie bookchinienne tout en arrivant à une conclusion différente : si les problèmes environnementaux sont en premier lieu des

³⁵⁸ *Ibid.*, p. 6.

³⁵⁹ Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology », p. 193.

problèmes sociaux, et que les problèmes sociaux touchent autant les animaux humains que les animaux non humains, il s'ensuit que la libération des animaux humains et non humains peut passer avant la libération de la nature. Notons que cela ne signifie pas pour autant que cette ontologie mène à un holisme égalitariste comme celui de l'écologie profonde³⁶⁰. Or, il est possible de faire ressortir les spécificités de l'humain tout en reconnaissant que celles-ci n'impliquent pas une responsabilité moindre envers les animaux non humains. De cette manière, l'ontologie bookchinienne perdrait en anthropocentrisme et gagnerait en cohérence, puisqu'elle reconnaîtrait la domination interspèce, et s'attarderait donc plus fidèlement aux différentes formes de hiérarchie.

Un éco-anarchisme ne peut pas se dire contre toute forme de domination ou d'autorité injustifiée et continuer à exploiter injustement les animaux non humains et les considérer comme une marchandise. Rappelons également que l'exploitation animale est l'un des pires facteurs contribuant aux changements climatiques. Pour Waller, la consommation de viande « est incompatible avec une répartition juste des biens de la nature »³⁶¹ et a des coûts environnementaux et sociaux énormes³⁶². L'humanité perpétue des crimes et des torts envers les animaux non humains, et ce sujet n'est pas trivial. Par conséquent, pour être cohérente, l'écologie sociale, tout comme l'éco-anarchisme, devrait être ouvertement antispéciste, puisque catégoriser hiérarchiquement le vivant « rappelle le type de pensée hégémonique que l'anarchisme vise à réfuter et encourage la perception de la séparation [entre les espèces] »³⁶³. L'antispécisme doit se normaliser dans le discours éco-anarchiste, car c'est précisément ce que l'éco-anarchisme représente : une considération de l'écologie qui ne fait pas l'économie des considérations sociales, et aucune raison valable nous permet d'exclure les animaux non humains de ces considérations.

3.3.3. Le biorégionalisme comme une branche morte

« Je tiens à préciser dès le départ que je ne suis pas tout à fait sûr de ce qu'est le biorégionalisme »³⁶⁴, telle est la première phrase de Jim Dodge dans son texte introductif du biorégionalisme. De notre côté, on commence à avoir une très bonne idée des faiblesses de

³⁶⁰ Plumwood, V. (1993), *Feminism and the mastery of nature*. p. 15.

³⁶¹ Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology ». p. 195.

³⁶² *Ibid.*, p. 195.

³⁶³ *Ibid.*, p. 192.

³⁶⁴ Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice ». p. 5.

cette théorie. Comme Barry, je considère que cette branche est moins cohérente que l'écologie sociale³⁶⁵. Cela serait dû, entre autres, au fait que l'écologie sociale théorise davantage les mécanismes qui tentent d'empêcher une fermeture sur soi, et reconnaît que le localisme est une bonne chose lorsqu'il est nuancé.

Ma conclusion est que le biorégionalisme présente tout simplement trop de défaillances pour survivre à ses critiques. Cela dit, avant de s'engager plus loin dans la discussion, il importe de rappeler que discréditer le biorégionalisme ne discrédite aucunement l'éco-anarchisme. En fait, la thèse biorégionaliste est d'une grande utilité pour notre projet, puisqu'elle nous indique les erreurs à ne pas commettre : elle représente une sorte un cobaye conceptuel nous permettant de mieux saisir les faiblesses que pourraient handicaper une société éco-anarchiste. Principalement, les critiques du biorégionalisme nous apprennent deux choses. Tout d'abord, un localisme aussi rigide que celui prescrit par les biorégionalistes est contreproductif, autant économiquement qu'écologiquement, puisque toute communauté doit reconnaître l'importance de « l'interdépendance dont les murs ne sont confinables à aucune [...] biorégion »³⁶⁶. Face à cette faille, j'encourage la promotion d'un localisme atténué, qui ferait tout en son possible afin d'éviter les risques de « surterritorialiser » et « surlocaliser » l'éco-anarchisme³⁶⁷. Enfin, l'éco-anarchisme doit revisiter les liens qu'il prétend avoir avec les communautés autochtones. Pour ce faire, j'argue qu'il est essentiel d'explorer les développements contemporains de l'anarcho-indigénisme, puisque celui-ci « est un appel à prendre au sérieux, d'un point de vue politique, économique, social et culturel, l'histoire et l'actualité politique des communautés autochtones »³⁶⁸.

3.3.3.1. Vers un localisme atténué : les risques de « surterritorialiser » et « surlocaliser » l'éco-anarchisme

En soi, ce n'est pas le localisme qui est problématique : je ne positionne pas contre toutes les formes de localisme, à l'instar de la plupart des auteur.ices qui se prononcent sur le sujet. D'abord, il est évident que la mondialisation de l'économie est en cause dans les

³⁶⁵ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 91.

³⁶⁶ Kovel, J. (2007), *The enemy of nature*. p. 182.

³⁶⁷ J'ai pris la liberté d'utiliser ces néologismes, parce que je considère qu'ils sont évidents et parce qu'ils signifient exactement ce que je veux signifier.

³⁶⁸ Dupuis-Déri, F. et B. Pillet (2019), *L'anarcho-indigénisme*. p. 7.

changements climatiques et qu'une consommation locale est meilleure pour la planète. Il semble aussi important de redonner un certain contrôle, une certaine agentivité au niveau politique à la population, ce qui est un des buts premiers de la démocratie participative et directe, qui se pratique principalement au niveau local. Dès lors, promouvoir un localisme à *un certain niveau*, qu'il soit politique ou économique, semble être la meilleure voie possible pour les théories éco-anarchistes.

À mon avis, la surlocalisation revient à endosser un localisme rigide, qu'il se manifeste comme l'impératif de l'autarcie ou comme une peur de la pluralité au sein d'une communauté. Les risques de ce type de localisme, mis en parallèle avec une éthique de l'autonomie, ont déjà été explorés dans les sections 2.3.3 et 3.2.4.3. Or, un localisme trop rigide mettrait de côté le fait que la richesse accumulée par les pays du Nord s'est faite au détriment du Sud global. Pourtant, la littérature irait dans le sens contraire, puisque « la redistribution des ressources à travers la planète [est] considérée par plusieurs comme un élément central de toute théorie de la justice distributive mondiale qui se voudrait verte ou respectueuse de l'environnement »³⁶⁹. Une théorie politique qui tient en compte l'écologie ne pourrait pas le faire au détriment d'une réflexion approfondie sur la justice distributive et la justice environnementale, puisque nous savons que les populations qui ont le moins contribué à la crise climatique seront les populations les plus touchées par celle-ci³⁷⁰.

Dans le même ordre d'idées, l'éco-anarchisme devrait s'éloigner de la surterritorialisation. Surterritorialiser, selon moi, revient à « faire de la géographie la base de la société »³⁷¹. Malheureusement pour le biorégionalisme, cette vision revient à « simplifier à l'extrême la complexité de la nature humaine »³⁷². Bien sûr, je ne nie pas la pertinence d'une certaine conscience territoriale. Or, les risques de la surterritorialisation sont nombreux et, surtout, sérieux. Rappelons l'aveuglement qu'il peut causer lorsque l'on associe trop fortement territoire et identité, déjà exploré à la section 2.3.3. La surterritorialisation est aussi en cause dans la critique de l'esprit de clocher. Je ne sais pas exactement quels seraient les meilleurs mécanismes qui empêcheraient le développement d'un Autre, mais sans doute que séparer plus clairement identité et territoire est une étape

³⁶⁹ Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics*. p. 86.

³⁷⁰ À ce sujet, voir notamment Bourban, M. (2018), *Penser la justice climatique*.

³⁷¹ Williams, R. (1985), « Earth Mother Knows Best (review of *Dwellers in the Land*) ». dans Alexander, D. (1990), « Bioregionalism ». p. 167.

³⁷² *Ibid.*

cruciale. Dans une aire de polarisation politique marquée par le nationalisme identitaire dont font preuve des partis politiques partout autour du globe, théoriser le politique en prenant le territoire comme fondation première comporte beaucoup trop de risques pour le droit à l'immigration et le développement d'un esprit de clocher. Nous savons que ce droit sera d'une importance capitale dans les décennies à venir et qu'il est déjà attaqué de tous les fronts dans certains pays. Toute théorie politique contemporaine qui reconnaît la crise à venir doit sérieusement se pencher sur l'enjeu de l'immigration, puisque si la situation climatique ne s'améliore pas drastiquement, celui-ci sera au cœur des crises socio-environnementales à venir. Enfin, d'un point de vue politique, une communauté qui couvrirait un petit territoire doit être vue comme un épiphénomène d'un système dont le pouvoir est proche du peuple. Comme Chernyi le fait remarquer à la section 2.2.2, la taille d'une communauté ne signifie rien si le pouvoir n'est pas entre les mains du peuple : elle ne devrait donc pas être l'objectif premier de quelconque théorie éco-anarchiste.

Il nous faut donc un localisme qui évite ses risques, ou du moins, tente d'en minimiser la portée autant qu'il se peut. Pour ce faire, ce localisme devrait avoir comme caractéristique principale un niveau d'adaptabilité qui serait en concordance avec l'économie et l'écologie. Concrètement, cela signifie qu'il devrait être adapté selon les différents biens ou services que nous consommons. Qu'on parle de nourriture ou de tourisme, pour ne prendre que ces biens et services, on ne peut nier qu'une consommation locale réduit énormément les coûts en émission et qu'elle serait possible – à des degrés variables, bien sûr – dans la majorité des communautés. Or, il serait malhonnête d'affirmer qu'une autosuffisance sur le plan économique quant à l'approvisionnement en métaux rares, nécessaires à la construction de la plupart des technologies de fines pointes, ne serait possible que dans certains territoires.

3.3.3.2. Ouvrir la porte à l'anarcho-indigénisme

Les failles propres au biorégionalisme rappellent qu'il est primordial de ne pas essentialiser les cultures autochtones lorsque l'on s'inspire de celles-ci, ou plus largement, dans nos rapports avec celles-ci. Pour éviter cette faille, je souligne l'importance de mettre au monde, ou mettre à jour, des alliances avec les communautés autochtones, tout en soulignant l'importance de respecter ces dernières. Or, je pense que plus globalement, cela est un rappel que nous devons apprendre à écouter et prendre au sérieux les peuples

autochtones. Pour se faire, un éco-anarchisme se doit d'être un anarcho-indigénisme, puisqu'ils ont une vision commune « qui allie anticolonialisme, féminisme, écologie, anticapitalisme et antiétatisme »³⁷³. Pour être réellement autochtonisée, la théorie devrait explicitement référer à une collaboration respectueuse avec les peuples autochtones déjà établis et s'entendre à une division du territoire qui reconnaîtrait le vol territorial historique des colons envers les peuples autochtones.

En lien avec ce que j'ai exploré à la section 3.3.1 qui portait sur la création d'un réseau de coordination et de coopération politique, il est évident qu'elle ne se limite pas entre les communautés majoritairement allochtones : les nations autochtones sont plus que les bienvenus à rejoindre ce mouvement. D'ailleurs, les alliances nées d'un rassemblement intercommunautaire pourraient avoir plusieurs avantages. Pour n'en nommer qu'un, je pense qu'elles pourraient faciliter l'organisation du support des communautés majoritairement allochtones envers les communautés autochtones lorsqu'elles doivent résister à l'État, que cela soit pour protéger l'environnement ou protéger leur souveraineté territoriale.

Somme toute, rejeter le biorégionalisme ne se fait pas sans certains gains. Au profit de l'éco-anarchisme, une analyse des failles du biorégionalisme m'a permis de souligner l'importance de modérer le localisme et la place du territoire en ce qui a trait au développement identitaire et politique d'une communauté. Concrètement, cela signifie que l'on doit nuancer le degré d'autarcie d'une communauté. Cela signifie aussi que nous devons être clair.es et faire preuve d'humanité lorsque vient le temps de proposer des politiques migratoires. De plus, on réalise que la justice distributive et la justice climatique doivent être au cœur d'une mise en pratique de l'éco-anarchisme. Enfin, l'éco-anarchisme doit explicitement s'intéresser à l'anarcho-indigénisme afin de mettre les voix des peuples autochtones au cœur du mouvement.

3.4. Conclusion

L'objectif de ce chapitre était d'étaler les éléments normatifs que j'ai déduits à partir d'une analyse critique des arguments adressés à l'éco-anarchisme, au biorégionalisme et à l'écologie sociale. Ces éléments m'ont permis de produire un triage des critiques qui

³⁷³ Dupuis-Déri, F. et B. Pillet (2019), *L'anarcho-indigénisme*. cf. quatrième de couverture.

s'adressent à ses théories, délimitant les critiques qui ratent la cible des critiques qui touchent la cible. Cela m'a permis de formuler des recommandations qui, selon moi, ont su démontrer que l'éco-anarchisme n'est pas dans un cul-de-sac : il peut gagner en pertinence et en cohérence si l'on sait sur quels éléments gager, et quels éléments abandonner.

Nous voyons que la plupart des recommandations ont eu comme effet d'atténuer l'éco-anarchisme : le nuancer afin qu'il s'éloigne d'un absolutisme et d'un universalisme sans exception. J'ai aussi annexé à l'éco-anarchisme les développements dans des sphères connexes de la philosophie : l'éco-féminisme, les théories du Care, l'éthique animale, etc.

Ce mémoire ne serait pas complet sans un rappel des étapes qui ont été nécessaires de compléter pour en arriver à ces recommandations. Afin d'ouvrir le sujet, j'explorerai certains éléments propres à l'éco-anarchisme qui n'ont pas été critiqués, ce qui, je crois, nous éclaire sur certaines forces fondamentales de cette théorie.

Conclusion générale

Ce mémoire avait comme objectif de défendre la pertinence de l'éco-anarchisme. J'ai pris pour point de départ la prémisse selon laquelle une théorie qui sait répondre de manière satisfaisante aux critiques qui lui sont adressées est une théorie pertinente. Dès lors, la défense de la pertinence de l'éco-anarchisme s'est faite par le biais d'une analyse critique des arguments formulés à son égard, ainsi que ceux formulés envers ses deux branches principales. Cette analyse critique m'a permis de fournir des recommandations qui ont comme but de faire de l'éco-anarchisme une théorie qui résiste davantage aux critiques. En un sens, j'ai tenté de démontrer *quel* éco-anarchisme est pertinent, particulièrement en ce qui a trait à la transition écologique.

Le premier chapitre de ce mémoire avait comme objectif de brosser un portrait de l'éco-anarchisme, du biorégionalisme et de l'écologie sociale. Dans le deuxième chapitre, j'ai offert une revue de littérature des critiques négatives principales qui ont été formulées envers l'éco-anarchisme et ses deux branches principales.

Ces deux étapes, explicitement de nature descriptive, étaient une préparation au troisième chapitre, dans lequel j'ai fourni une analyse critique des arguments tout juste exposés et présenté les éléments normatifs que l'éco-anarchisme devrait en tirer. Dans ce chapitre, j'ai opéré une catégorisation entre les arguments qui n'étaient pas fondés et les arguments qui permettent de mettre en lumière les failles de l'éco-anarchisme (dans ma terminologie, les arguments qui ratent la cible et ceux qui touchent la cible). J'ai d'abord présenté les critiques qui n' affectaient pas – ou peu – l'éco-anarchisme. La première critique qui entre dans cette catégorie est la critique étatiste. J'ai étalé les raisons qui m'ont porté à croire que cette critique – qui soulignait les faiblesses de l'antiétatisme de l'éco-anarchisme ainsi que les risques reliés à celui-ci – portait elle-même plusieurs incohérences, la plus importante étant le fait qu'elle demande à l'éco-anarchisme plus que ce qu'elle demande à l'étatisme. J'ai exposé ce point en démontrant que l'argument du manque de garantie – qui souligne que les communautés éco-anarchistes ne peuvent pas promettre une efficacité sur le plan climatique, une conservation des valeurs vertes et risque même d'ouvrir la porte à l'implantation d'un esprit de clocher – n'est pas nécessairement accentué par la mise en œuvre d'une société éco-anarchiste et qu'il s'applique tout autant à

l'étatisme. Cette section se termine avec une liste de contre-arguments face à la critique de Barry. Cette critique argue que l'État est si semblable au modèle communaliste de Bookchin que ce dernier apparaît inutile. J'ai fait cela en présentant des distinctions fondamentales entre l'étatisme et le communalisme.

Le troisième chapitre liste les critiques qui ont fait ressortir des défaillances de l'éco-anarchisme et de ses deux branches principales. Cette section débute en donnant partiellement raison à la critique du manque de garantie : même si cette critique ne démontre pas la supériorité de l'étatisme sur l'antiétatisme, elle doit être prise en compte lors de la théorisation de l'éco-anarchisme (3.2.1). J'ai poursuivi en affirmant que la critique de Dryzek et Hunold était juste (3.2.2). Cette critique souligne que toute théorie politique verte doit prendre en compte des paramètres qui ont trait à la localisation, le contexte sociopolitique ou le contexte historique d'un territoire donné. Ensuite, je concède aux critiques de l'écologie sociale que les arguments qui montrent les incohérences propres à son ontologie sont exacts, soulignant du même trait les contradictions d'une approche qui se veut contre toute hiérarchie injustifiée, mais qui hiérarchise la raison sur l'émotion ; les humains sur les animaux non humains ; et les comportements traditionnellement et historiquement masculins sur les comportements et attitudes traditionnellement et historiquement féminins (3.2.3). Enfin, je termine en partageant mon accord avec les critiques qui attaquent le biorégionalisme (3.2.4). Comme plusieurs auteurs, je soutiens que le biorégionalisme est une approche qui octroie à la nature des capacités qu'elle n'a pas réellement (3.2.4.1) ; qu'elle offre un concept (la biorégion) flou et contesté avec raison (3.2.4.2) ; qu'elle propose un localisme politique et économique risqué (3.2.4.3) ; qui, enfin, prétend entretenir des liens avec les cultures et les communautés autochtones discutables (3.2.3.3).

Enfin, cette analyse m'a mené à formuler trois recommandations principales qui ont comme fonctions de contourner ou d'amoindrir les faiblesses de l'éco-anarchisme. La première recommandation que j'ai présentée est la suivante : la nécessité de fusionner le processus de décentralisation avec un processus de confédéralisation des communautés (3.3.1). La crise environnementale nous impose la collaboration. Un réseau intercommunautaire est nécessaire non seulement pour s'organiser efficacement dans la lutte aux changements climatiques, il l'est aussi pour se préparer aux catastrophes qui nous attendent : supporter économiquement les communautés adjacentes et ouvrir la porte à

l'immigration sont des exemples d'actions que nous devons promouvoir afin de réduire les dégâts causés par les changements climatiques. Cette recommandation doit être annexée avec un éco-anarchisme faible, qui pour moi, est la version de l'éco-anarchisme qui s'éloigne le plus d'un l'universalisme problématique (3.3.1.1). En effet, j'ai argué que l'antiétatisme propre à l'éco-anarchisme faible offre une adaptabilité qui accroît le contextualisme de l'éco-anarchisme, ce qui est nécessairement un atout.

La deuxième recommandation principale que j'ai donnée est de puiser dans l'éco-féminisme et l'éthique du Care, car ces théories offrent des réponses riches à plusieurs faiblesses avérées ou potentielles de l'éco-anarchisme. Inclure le Care dans la pratique du politique nous permet une agentivité politique plus grande et une démocratie plus inclusive. De plus, les théories de l'éco-féminisme et l'éthique du Care fournissent les outils nécessaires afin de comprendre les effets de la hiérarchisation conceptuelle, qu'elle soit entre la raison et l'émotion, l'humain et l'animal non humain ou les qualités historiquement masculines et les qualités historiquement féminines. Ces théories nous permettent d'en comprendre les effets et de démontrer comment ce type de discours est incohérent avec l'éco-anarchisme (3.3.2.1). Enfin, j'ai soutenu que ces théories rendent possible une inclusion des animaux non humains dans le projet anarchiste (3.3.2.2). Non seulement une telle inclusion est cohérente avec le projet éco-anarchiste, le contraire est tout aussi vrai : son exclusion est incohérente. Une théorie qui se dit contre toute forme de domination injustifiée ne peut pas passer sous silence la domination de l'humain sur les animaux non humains. Donc, un éco-anarchisme devrait ouvertement être antispéciste. En bref, l'inclusion de l'éco-féminisme et de l'éthique du Care ne peut qu'être en consistance avec l'éco-anarchisme.

La dernière recommandation principale que j'ai formulée est un rejet en bloc du biorégionalisme (3.3.3). Rejeter cette branche vient aussi avec un gain, soit de comprendre pourquoi il faut que tout localisme soit contextualisé ; en effet, promouvoir un localisme aussi rigide que celui préconisé par le biorégionalisme comporte une myriade de risques et d'angles morts (3.3.3.1). Au final, écarter le biorégionalisme permet une analyse sérieuse des liens entre tout éco-anarchisme et les cultures, politiques et communautés autochtones, liens qui ont été explorés à travers l'anarcho-indigénisme (3.3.3.2).

Pour clore ce mémoire, j'aimerais supporter la pertinence de l'éco-anarchisme sous un angle complémentaire à la méthode utilisée jusqu'ici : souligner certains aspects de

l'éco-anarchisme qui n'ont pas été critiqués. Sans sous-entendre que tout aspect non critiqué est non critiquable, je considère que l'absence de certains éléments dans la revue de littérature dévoilée dans le deuxième chapitre n'est pas vide de sens. De plus, je considère personnellement ces éléments comme des forces de l'éco-anarchisme. Je dénote deux éléments principaux qui n'ont pas été ciblés par les critiques et qui permettent d'ouvrir la discussion sur des horizons qui n'ont pas été explorés dans ce mémoire.

Le premier est la politique de l'action directe, qui comme nous avons vu au premier chapitre, est un des deux types de politique de l'éco-anarchisme. Si une analyse profonde des critiques visant la politique de transformation sociale de l'éco-anarchisme s'est faite dans ce mémoire, c'est au détriment de la politique de l'action directe. Or, ce n'est pas sans raison : il est difficile de trouver des critiques qui argumentent contre l'action directe *propre à l'éco-anarchisme*. Avec la détérioration de la nature à laquelle nous assistons, nous gagnerions à normaliser cette politique. En ce sens, il me semble que de plus en plus de scientifiques, de militant.es et de citoyen.nes adoptent une praxis éco-anarchistes. À ce titre, il est intéressant de mentionner que la création de mouvements inclusifs qui crée des réseaux de communications décentralisées, qui promeuvent l'action directe et qui demeurent efficaces et bienveillants est possible. Pour ne prendre qu'un exemple, Extinction Rebellion³⁷⁴ est un mouvement transnational qui lutte contre les changements climatiques et qui s'est formé à l'extérieur des frontières de l'État. Cela démontre une force de l'action directe : son accessibilité et son adaptabilité. Quand la politique de la transformation sociale promise par l'éco-anarchisme n'est pas possible, cette théorie offre au moins une voie alternative qui, je crois, garantit des progrès sur le plan environnemental. De plus, l'action directe peut se manifester de mille et une façons, que ce soit de pratiquer la désobéissance civile, d'abriter illégalement des réfugiés chez soi, organiser une grève ou bloquer le forage de puits de pétrole. Les liens entre légalité et moralité sont de plus en plus flous lorsque vient le temps de militer pour la survie de la planète.

Il serait intéressant de voir l'action directe bénéficier d'une théorisation qui prendrait en compte les recommandations que j'ai formulées envers l'éco-anarchisme avec ce mémoire. Plusieurs pistes se dressent devant nous, mais j'aimerais me pencher sur une en particulière qui me semble nécessaire : comment inclure l'éthique du Care dans la

³⁷⁴ À ce sujet, voir le site rebellion.global.

pratique de l'action directe? Il a déjà été démontré qu'inclure des activités qui tournent autour du Care dans le militantisme aide à « la formation des activistes engagé.es »³⁷⁵. À mon sens, cela n'est pas sans raison : pratiquer l'action directe, ou tout simplement militer pour une quelconque cause peut être drainant autant physiquement qu'émotionnellement. Il peut être facile de s'oublier, ou même d'oublier ceux qui nous entourent, lorsque l'on milite corps et âme pour des causes sociales. De plus, la crise climatique a une conséquence qui se manifeste particulièrement chez les jeunes : l'écoanxiété³⁷⁶. Autant l'éthique du Care que l'action directe peuvent se manifester sous différentes formes. Que les activités du Care prennent la forme de cercle de discussion sur l'écoanxiété, des ateliers de bien-être ou des micros ouverts, un monde de possibilités s'offrent à nous, et prendre soin les un.es les autres est primordial.

Le deuxième point qui me semble pertinent par son absence des critiques de l'éco-anarchisme est l'anticapitalisme. Il me semble intéressant de faire un parallèle avec les versions de l'éco-anarchisme. J'ai présenté celles-ci au premier chapitre, la version forte étant un antiétatisme qui reconnaît l'État comme un ennemi à part entière, la version faible le voyant comme une institution inutile. En appliquant ces versions à l'anticapitalisme, il me semble que la version forte – qui reconnaîtrait le capitalisme comme un ennemi qu'il est nécessaire de dissoudre – ferait beaucoup plus d'adeptes que la version faible – qui reconnaîtrait que nous pouvons ignorer ce système économique et nous organiser en parallèle. Je crois aussi que l'absence de critique de l'anticapitalisme propre à l'éco-anarchisme démontre la pertinence d'une conception égalitariste de l'économie. Que cela soit à des fins de justice climatique ou à des fins de protection d'environnements naturels, conceptualiser la nature comme un bien sans propriétaire est une voie prometteuse. De plus, comme Davidson, il me semble que « la pression pour la croissance économique, et donc la dégradation de l'environnement associée à une telle croissance, serait réduite dans une économie orientée vers la valeur d'usage »³⁷⁷.

À ce sujet, il est intéressant de voir que combiner les deux éléments tout juste présentés, l'action directe et l'anticapitalisme, nous laisse avec une pratique qui ne date pas d'hier et qui, pourtant, a toujours su prouver sa pertinence. Explorer les différentes

³⁷⁵ Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology », p. 73.

³⁷⁶ Radio-Canada (24 février 2019), « L'écoanxiété : quand le sort de la planète vous angoisse ».

³⁷⁷ Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence ». p. 61.

pratiques visant à faire face directement au capitalisme à tout l'air d'être une stratégie qui nous sera, encore une fois, nécessaire d'inclure dans notre praxis.

Bibliographie

Agence France-Presse (18 novembre 2021), « La déforestation progresse de manière record en Amazonie », *La Presse*.

Agence France-Presse (6 mai 2019), « Un million d'espèces animales et végétales menacées d'extinction, selon l'ONU », *La Presse*.

Alexander, D. (1996), « Bioregionalism: The Need for a Firmer Theoretical Foundation », *The Trumpeter*, n°3.

Alexander, D. (1990), « Bioregionalism: Science or Sensibility? », *Environmental Ethics*, vol. 12, n°2, p. 161-173.

Associated Press (14 juin 2022), « UN Chief: Governments' Inaction on Climate Is "Dangerous" », *U.S. News*.

Barry, J. (1999), *Rethinking Green Politics: Nature, Virtue and Progress*, 1 Oliver's Yard, 55 City Road, London EC1Y 1SP United Kingdom, SAGE Publications Ltd.

Beauté, J. (2020), « La pensée libertaire de l'écologie sociale. Vers une réconciliation des critiques de la domination ? », *Métropolitiques*,.

Best, S. (1998), « MURRAY BOOKCHIN'S THEORY OF SOCIAL ECOLOGY: An Appraisal of "The Ecology of Freedom" », *Organization & Environment*, vol. 11, n°3, p. 334-353.

Bookchin, M. (1987), *The Rise of Urbanization and the Decline of Citizenship*, San Francisco, Sierra Club.

Bookchin, M. (1982), *The Ecology of Freedom: The Emergence and Dissolution of Hierarchy*, Palo Alto, Calif, Cheshire Books.

Bookchin, M. et V. Gerber (2016), *Au-delà de la rareté: l'anarchisme dans une société d'abondance*, Montréal (Québec) Escalquens, les Éditions Écosociété DG diffusion, (Collection Retrouvailles).

Bourban, M. (2018), *Penser la justice climatique: devoirs et politiques*, Paris, Puf, (L'écologie en questions).

Bowell, T. ([s. d.]), « Feminist Standpoint Theory », *Internet Encyclopedia of Philosophy*.

Brennan, A. (1998), « Bioregionalism - a Mislplaced Project? », *Worldviews*, vol. 2, n°3, p. 215-237.

Brennan, A. et N. Y.-S. Lo (2010), *Understanding environmental philosophy*, Durham, GB, Acumen, (Understanding movements in modern thought).

Brennan, A. et Y.-S. Lo (2022), « Environmental Ethics », *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*.

Breteau, P. (25 novembre 2019), « Stable pendant plus de mille ans, la concentration de CO2 dans l'atmosphère a explosé au XXe siècle », *Le Monde*.

Carter, A. (1999), *A radical green political theory*, London ; New York, Routledge, (Routledge innovations in political theory 1).

Chandler, D. L. (2018), « China could face deadly heat waves due to climate change ».

Chernyi, L. (1986), « The bioregional vision – far-sighted or myopic? », *Weekly World Anarchy*.

Clark, J. (2020), « What is eco-anarchism? », *The Ecological Citizen*, p. 9-14.

Clark, J. (2000), « The matter of freedom: Ecofeminist lessons for social ecology », *Capitalism, Nature, Socialism*, vol. 11, n°3.

Curran, G. (1999), « Murray Bookchin and the domination of nature », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, vol. 2, n°2, p. 59-94.

Davidson, S. (2009), « Ecoanarchism: A critical defence », *Journal of Political Ideologies*, vol. 14, n°1, p. 47-67.

Davidson, S. (2007), « The Troubled Marriage of Deep Ecology and Bioregionalism », *Environmental Values*, vol. 16, n°3, p. 313-332.

De Geus, M. (2003), *Democracy and Green Political Thought: Sustainability, Rights and Citizenship*.

de Fontenay, É. (2009), « L'Homme et l'animal : anthropocentrisme, altérité et abaissement de l'animal », *Pouvoirs*, vol. 131, n°4, p. 19.

DEMOCRACY NOW! (1 juillet 2022), « Supreme Court Ruling Sharply Limits EPA's Power to Combat Climate Crisis ».

DEMOCRACY NOW! (13 juin 2022), « SIPRI Warns Risk of Nuclear War Is Highest Since the Cold War ».

Deudney, D. (1995), « In Search of Gaian Politics: Earth Religion's Challenge to Modern Western Civilization », dans *Ecological resistance movements: the global emergence of radical and popular environmentalism*, (SUNY series in international environmental policy and theory).

Dobson, A. (2007), *Green Political Thought*, London ; New York, Routledge.

Dodge, J. (1981), « Living By Life: Some Bioregional Theory and Practice », *CoEvolution Quarterly*, p. 5-12.

Dryzek, J. S. et C. Hunold (2002), « Green Political Theory and the State: Context is Everything », *Global Environmental Politics*, vol. 2, n°3, p. 17-39.

Dupuis-Déri, F. et B. Pillet (2019), *L'anarcho-indigénisme: entretiens réunis et présentés par Francis Dupuis-Déri et Benjamin Pillet*, Montréal (Québec), Lux éditeur, (Instinct de liberté 33).

Durand Folco, J. (2017), *À nous la ville! traité de municipalisme*, Montréal (Québec), Écosociété.

Eckersley, R. (2004), *The green state: rethinking democracy and sovereignty*, Cambridge, Mass, MIT Press.

Eckersley, R. (1992), *Environmentalism and political theory: toward an ecocentric approach*, Albany, State University of New York Press, (SUNY series in environmental public policy).

Evanoff, R. (2017), « Bioregionalism: A Brief Introduction and Overview », *The Aoyama Journal of International Politics, Economics and Communication*,.

Fiala, A. (2021), « Anarchism », *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*.

Forstater, M. (2009), « Some notes on anarchist economic thought », dans *Radical Economics and Labour Essays inspired by the IWW Centennial*, Routledge.

Frenkel, S. (1994), « Old Theories in New Places? Environmental Determinism and Bioregionalism », *The Professional Geographer*, vol. 46, n°3, p. 289-295.

Fricke, M. (2007), *Epistemic injustice: power and the ethics of knowing*, Oxford ; New York, Oxford University Press.

Gignac, R. (17 décembre 2015), « L'accord de Paris : succès ou échec? », *L'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques*.

Goodin, R. E. (1992), *Green political theory*, Cambridge Cambridge (Mass.), Polity press.

Introcaso, D. (décembre 2018), « Climate Change Is The Greatest Threat To Human Health In History », *Health Affairs*,.

Klein, N. et al. (2015), *Tout peut changer: capitalisme et changement climatique*, Arles] [Montréal, Actes Sud Lux, (Questions de société).

Kovel, J. (2007), *The enemy of nature: the end of capitalism or the end of the world?*, London, Zed books.

Mansbridge, J. J. (1986), *Why we lost the ERA*, Chicago, Ill., Univ. of Chicago Press.

McCreary, T. et J. Turner (9 janvier 2019), « Did the Protests Work? The Wet'suwet'en Resistance One Year Later », *The Walrus*.

Mills, S. (1981), « Planetary Passions: A Reverent Anarchy », *CoEvolution Quarterly*, vol. 32, .

Nadeau, C. (2007), *Justice et démocratie : Une introduction à la philosophie politique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Olsen, J. (2000), « The Perils of Rootedness: On Bioregionalism and Right Wing Ecology in Germany », *Landscape Journal*, vol. 19, n°1/2, p. 73-83.

Onfray, M. (2012), *L'ordre libertaire: la vie philosophique d'Albert Camus*, Paris, Flammarion.

Parsons, J. J. (1985), « ON "BIOREGIONALISM" AND "WATERSHED CONSCIOUSNESS" », *The Professional Geographer*, vol. 37, n°1, p. 1-6.

Plumwood, V. (1993), *Feminism and the mastery of nature*.

Purchase, G. (1993), *Anarchism & Ecology: The Historical Relationship*, Petersham, Black Swan.

Radio-Canada (24 février 2019), « L'écoanxiété : quand le sort de la planète vous angoisse ».

Robinson, J. L. (1983), *Concepts and themes in the regional geography of Canada*, Vancouver, B.C., Canada, Talonbooks.

Sale, K. (1996), « Principles of Bioregionalism », dans Goldsmith, E. et J. Mander (dir.), *The case against the global economy : and for a turn towards localization*, Sierra Club Books.

Sale, K. (1985), *Dwellers in the land: the bioregional vision*, Philadelphia, Pa, New Society Publ.

Sale, K. (1984), *Mother of All: An Introduction to Bioregionalism : Third Annual E. F. Schumacher Lectures*, E.F. Schumacher Society.

Scales, I. R. (2017), « Green Capitalism », dans Richardson, D. *et al.* (dir.), *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology*, Oxford, UK, John Wiley & Sons, Ltd, p. 1-8.

Schmookler, A. B. (1995), *The parable of the tribes: the problem of power in social evolution*, Albany, NY, State Univ. of New York Press.

Seed, J. (1989), « Town crier of the global village: John Seed, An Interview by Woody Rehanek ».

Sharzer, G. (2012), *No local: why small-scale alternatives won't change the world*, Winchester, Zero Books.

Shields, A. (5 avril 2022), « «C'est maintenant ou jamais» pour transformer le monde, prévient le GIEC », *Le Devoir*.

Taylor, B. (2000), « Bioregionalism: An Ethics of Loyalty to Place », *Landscape Journal*, vol. 19, n°1/2, p. 50-72.

Tokar, B. (2019), « Think Globally, Act Locally? Opening Reflections for a GTI Forum », *Great Transition Initiative*, <<https://greattransition.org/gti-forum/global-local.>>, consulté le.

Waller, D. (1997), « A Vegetarian Critique of Deep and Social Ecology », *Ethics and the Environment*, vol. 2, n°2, p. 187-197.

Wapner, P. (1996), « Politics Beyond the State: Environmental Activism and World Civic Politics », *World Politics*, vol. 47, n°3, p. 311-340.

Westfall, W. (1980), « On the Concept of Region in Canadian History and Literature », *Journal of Canadian Studies*, vol. 15, n°2, p. 3-15.

White, D. (1998), « Considering the politics of social ecology », *Environmental Politics*, vol. 7, n°2, p. 181-185.

White, D. F. et G. Kossoff (2011), « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme?: la pensée anti-autoritaire et la quête de sociétés auto-organisées », *Ecologie & politique*, n°1, p. 145.

Williams, R. (1985), « Earth Mother Knows Best (review of *Dwellers in the Land*) », *New York Times Book Review*.

Zarka, Y. C. (2018), « Le féminisme brouillé », *Cités*, vol. 73, n°1, p. 3.

Zimmerman, M. E. (1995), « The Threat of Ecofascism », *Social Theory and Practice*, vol. 21, n°2, p. 207-238.